

GÉNÉRAL PERCIN

GUERRE A LA GUERRE

L'affirmation de la paix est le plus
grand des combats. JAURES.
(Discours à la jeunesse. Juillet 1903.)



ÉDITIONS MONTAIGNE

PRÉFACE

Il ne faut pas lire ce livre comme on en lit tant d'autres.

D'abord, ce n'est pas un livre. C'est l'entretien intime, ardent, palpitant d'un homme de grand cœur, avec des amis qui le connaissent, je dirai même, avec des adversaires dignes de lui.

Le général Percin mérite, entre tous, d'être écouté. Peu de nos contemporains ont amassé autour de leur doctrine un aussi grand nombre de faits. Le général Percin les présente à sa manière. Son âge, ses nombreuses publications antérieures, sa carrière, les services qu'il a rendus au pays depuis le Second Empire jusqu'à la dernière guerre. L'âpreté violente et folle des haines qui l'ont poursuivi, et qui ont forcé le ministre de la Guerre à lui rendre une justice éclatante, font de lui un témoin devant qui les plus sceptiques doivent s'incliner. Pendant de longues années, il a été en relations avec tous les représentants de la vie politique dans ce pays, et pas un n'a pu l'accuser d'en avoir tiré autre chose que des leçons, dont on ne peut qu'admirer la juste et stoïque morale.

Et qu'un tel homme en soit venu à écrire : Guerre à la Guerre ! D'autres arrivent à cette conclusion par des raisons générales et théoriques. Lui, c'est l'expérience de toute une vie de soldat qui l'a converti.

De là le caractère poignant de ce qu'il raconte. De là aussi l'accent tout personnel de son témoignage. Le général Percin ne prêche point. Il ne dogmatise pas. Il ne se prend pas une minute pour un oracle infallible. Il se borne à rapporter ce qu'il a vu et entendu. Il connaît autant d'histoires que nous en connaissons ; mais toute l'histoire ne vaut pas pour lui les preuves qu'il a eues sous les yeux. C'est à celles-là qu'il en revient toujours. Sans dédaigner le passé, il juge les enseignements du présent plus décisifs.

Dès le premier chapitre, le général Percin nous fait assister à la faillite de la victoire. Ne nous avait-on pas dit que cette guerre « serait la dernière », qu'elle « abattrait tous les militarismes ? » Ne nous avait-on pas promis, « après la guerre, une explosion de prospérité » ? Hélas ! c'est un maréchal de France qui nous répond :

« La terrible guerre que nous avons vécue n'aura été qu'une phase glorieuse dans la lutte sans merci qui se poursuit, depuis deux mille ans, entre les Germains et les Latins. La paix boiteuse que nos alliés nous ont imposée n'est qu'une trêve ».

Ainsi commencée, la démonstration se continue. C'est toujours au détail des événements de cette guerre que l'auteur demande ses principaux arguments. Veut-il prouver le grand rôle que joue le hasard dans le sort des batailles ; il vous cite la première bataille de la Marne. Veut-il vous induire à douter de ce que les journaux mettent en grande lumière : il apprécie le récit de Jean Pierrefeu sur le fameux ordre du jour du 6 septembre 1914, écrit, a dit M. Margaine, « en pleine bataille ». Ou bien, il rend hommage au général Lanrezac, d'abord disgracié, puis élevé, dix ans plus tard, à la dignité de Grand-Croix de la Légion d'honneur.

Deux chapitres très étudiés donnent : l'un le spécimen des mensonges (nécessaires, disent les uns, inutiles et dangereux, dit notre général) qui ont eu cours avant, pendant et après la guerre ; l'autre le tableau des atrocités commises, à la guerre, par tous les peuples, depuis les Juifs (d'après la Bible) et les chrétiens (d'après l'histoire de l'Eglise), jusqu'aux exemples

contemporains d'actes aussi abominables dont nous avons une large part. Ce qui est atroce, dit notre auteur, c'est la guerre elle-même. C'est la guerre qu'il faut supprimer.

Mais, ici se dresse l'idée de patrie. Nous retrouvons quelques pages déjà parues dans l'Ordre Naturel de M. Fellin. D'une dizaine de définitions que Paul Reboux a recueillies, le général Percin n'en accepte aucune. Il n'en propose pas d'autres, à moins que ce ne soit celle du suspect adage latin : *Ubi bene, ibi patria*. A toutes ces formules nous préférons celle de Jaurès : « Un peu d'internationalisme nous éloigne de la patrie ; beaucoup d'internationalismes nous y ramène ». Et, comme lui, nous nous demandons ce que serait l'humanité après la disparition de toutes les patries.

A mesure que nous avançons dans cette lecture, nous sentons mieux ce qu'il faut ajouter aux raisons de l'auteur pour les faire pénétrer dans tous les esprits. Mais, avons-nous le droit d'affirmer, même après avoir entendu huit ou dix témoignages, émanant de nos philosophes et de nos militaires de premier rang, qu'un besoin de revanche était au fond de tous les cœurs français, et pourrait, en quelque mesure, justifier l'attaque allemande ? Faut-il prendre à la lettre la déclaration de certains journaux anglais, qui représentent l'Angleterre comme n'étant prête à intervenir en Europe que pour s'assurer qu'aucune des grandes nations n'est en mesure de l'emporter par trop sur les autres ? Ce ne sont pas là choses de sentiment. Il s'agit de très grands faits historiques, que l'histoire seule permettra d'apprécier.

Que le général Percin donne libre cours à ses réflexions ; qu'il interprète dans le sens de sa thèse tous les documents qu'il apporte ; que, par l'admiration qu'un militaire français voue à toute initiative généreuse, il soit porté à louer les mesures d'hygiène, les procédés scientifiques par lesquels l'armée allemande sert son pays ; qu'il blâme enfin la « phénoménale incurie » que nous reproche un docteur français ; nous ne saurions nous en étonner, ni voir là un parti pris d'humilier la France. Mais, nous appartient-il d'affirmer, par exemple, comme le fait, depuis des années, le général Percin, que, suivant une interview du Radical

de Marseille du 22 septembre 1922. M. Poincaré aurait dit devant quatre journalistes français : « Si l'Allemagne nous payait, nous serions obligés d'abandonner le territoire rhénan. Nous allons — et j'en suis fort aise — vers l'occupation permanente de la rive gauche du Rhin »? On a insisté plusieurs fois. Aucun démenti n'est venu. Silence fâcheux : mais est-ce une preuve?

Plus on approche de la fin, plus s'élargit et s'élève le point de vue de l'auteur. Nous nous en rapprochons jusqu'à pouvoir signer ses dernières déclarations.

Le général Percin reproche aux rédacteurs du traité de Versailles de s'être faits eux-mêmes les juges de leur cause et d'avoir, dans l'article 231, proclamé « l'uniculpabilité de l'Allemagne ». Il demande que cet article soit expressément abrogé.

Nous croyons — et il y a longtemps que nous soutenons cette proposition — qu'il y a mieux à faire.

Nous demandons que le gouvernement français prenne auprès des co-signataires une autre initiative. Il n'aura pas de peine à leur expliquer qu'un traité ne peut contenir un aveu de culpabilité absolue et unique, attaché par la force des armes, sans discussion et après une résistance que rien n'a pu vaincre. Cet article n'a qu'un sens raisonnable : le droit aux réparations nécessaires. En ce moment où l'on veut instituer la paix définitive entre Allemands et Français, il faut faire un Locarno complet. Le général Percin a cent fois raison d'écrire :

« Le néfaste article 231 rend irréalisable une réconciliation complète et loyale. Les orateurs des deux pays pourront faire de beaux discours, ils pourront se réunir dans des meetings ; mais, le cœur du pays allemand ne sera pas avec eux, et l'union craquera à la première occasion. »

En faisant cette proposition que nul ne peut combattre, la France donnera à l'Allemagne l'absolue garantie de sa fidélité aux principes qui, depuis 1789, sont le fondement de sa constitution. C'est par là que l'union franco-allemande peut devenir une réalité.

Quoi qu'il en soit, nous concluons, avec l'auteur de ce beau plaidoyer pour la paix universelle, qu'il faut faire l'éducation des peuples. C'est aux peuples à démontrer que le genre humain est mûr pour substituer à la guerre, « moyen ruineux, barbare, inhumain et surtout stupide, de régler les différends entre nations », le moyen que, depuis des siècles, les individus ont adopté et pratiqué ; le recours à l'arbitrage, c'est-à-dire à la justice.

Ainsi se justifiera le mot profond de Jaurès, inscrit en tête du volume :

« L'affirmation de la paix est le plus grand des combats. »

Ferdinand BUSSON.

AVANT-PROPOS

Dans mon enfance, j'étais militariste ; admirateur des belles revues que, sous le Second Empire, les généraux passaient de nos troupes ; très attentif aux récits des exploits des grands conquérants.

En 1865, élève au lycée de Nancy, où mon père avait été longtemps professeur de mathématiques, j'ai eu la bonne fortune d'être reçu, à la fois, à l'École Normale Supérieure et à l'École Polytechnique. Pasteur, ami de mon père, était alors directeur des études de l'École Normale. Il insistait beaucoup pour que j'entrasse dans cette école. Il m'aurait pris sous sa protection. J'avais des chances de faire, dans l'Université, une belle carrière.

J'ai opté pour l'École Polytechnique, parce que, — je l'avoue, — à l'habit noir du normalien, j'ai préféré le chapeau à claque sur l'oreille et l'épée au côté du Polytechnicien.

Cinq ans après, comme lieutenant d'artillerie, j'ai pris une part active à la guerre de 1870-1871. J'ai fait partie successivement de l'armée du Rhin, de l'armée de la Loire et de l'armée de Versailles. J'ai été blessé deux fois sur le champ de bataille. J'ai maudit les Allemands qui, trois

années durant, ont occupé ma ville natale. J'ai désiré la revanche de tout mon cœur. Je l'ai préparée avec ardeur pendant quarante ans.

J'ai terminé ma carrière, en 1911, comme membre du Conseil Supérieur de la Guerre, inspecteur général de l'instruction du tir de l'artillerie de campagne. Dans l'exercice de ces fonctions, j'ai déployé une activité qui m'a valu les éloges des chefs les plus autorisés de l'armée française.

Eh bien ! malgré ce passé, dont je reste fier, je suis devenu, sur mes vieux jours, pacifiste intransigeant, internationaliste, partisan du rapprochement franco-allemand.

Comment ai-je évolué à ce point ? Je vais le dire dans le présent ouvrage.

CHAPITRE¹ PREMIER

LA FAILLITE DE LA VICTOIRE

Si, par le mot « victoire », on entend la réalisation des buts qu'on se proposait d'atteindre en faisant la guerre, on peut dire que la France a remporté tout le contraire d'une victoire. « Victoire à la Pyrrhus » a dit Clemenceau.

On nous avait dit que cette guerre serait la dernière des guerres.

Jamais le monde n'a été plus divisé. Jamais on ne s'est senti, plus qu'aujourd'hui, à la veille d'un conflit armé.

On nous avait dit que la guerre abattrait tous les militaristes, sans exception; qu'elle serait suivie du désarmement général.

Avant 1914, le militarisme n'était guère représenté, en Europe, que par le Kaiser allemand. Nous avons vu, depuis, Mussolini à Rome, Primo de Rivera à Madrid, Millerand à Paris.

Le 12 novembre 1915, le Président du Conseil des Ministres, alors M. Alexandre Ribot, avait dit à la Chambre :

Je suis sûr, qu'après la guerre, la France retrouvera sa fortune entière. Il y aura une explosion de prospérité.

Le franc vaut aujourd'hui six fois moins qu'avant la guerre. Les porteurs de rentes françaises ont perdu trente milliards de francs. Le prix du pain a été quadruplé, celui de la viande quintuplé, celui du sucre sextuplé.

Le 13 décembre 1914, le général Rébillot a écrit dans *la Libre Parole* :

Il était temps que vînt la guerre, pour ressusciter en France le sens de l'idéal et du divin.

Le 13 novembre 1914, le général Cherfils avait écrit, dans *l'Echo de Paris* :

La guerre, avec ses allures dévastatrices, n'a que l'apparence de la destruction. La guerre est la souveraine créatrice dans l'ordre moral, qui seul importe.

Quelques jours auparavant, le même auteur avait écrit dans *le Gaulois* :

La guerre est d'essence divine. Elle est la saignée qui rétablit la santé morale du monde, congestionné de mauvais instincts.

Jamais, dans aucune classe de la société, il n'y a eu plus de débauche, plus de mercanti-

lisme et de fraude que pendant la guerre et aujourd'hui.

Dans le *Bulletin des Armées* du mois de juillet 1915, Ernest Lavisse avait écrit :

Après cette guerre, comme après un orage, les poitrines respireront librement.

Jamais le malaise n'a été plus grand.

J'ai fait, d'un bout à l'autre, la guerre de 1870-1871. J'ai vu les Allemands occuper Nancy, ma ville natale. Je les en ai vu partir, en 1873, après le paiement de notre dette de guerre. J'ai vu l'armée se réorganiser. J'ai vu le pays se relever.

J'affirme que, chaque jour, on se sentait plus avancé que la veille; tandis que, pendant les années qui ont suivi 1918, les choses ont été, tous les jours, de mal en pis.

Nous n'avons même pas la promesse de la paix.

En 1914, le général Cherfils a écrit dans *le Gaulois* :

Les peuples ne désarmeront jamais, « heureusement pour leur grandeur et pour la beauté de la civilisation ».

On me dira que ce fut là l'excusable boutade d'un journaliste irresponsable, incapable de prévoir que la guerre durerait encore près

de quatre ans. Mais, voici les paroles qu'un de nos plus grands chefs, le maréchal Fayolle, président l'assemblée générale de la Société Amicale des Anciens Élèves de l'École Polytechnique, a osé prononcer en janvier 1922. quatre ans après l'armistice :

La dernière guerre n'est qu'un épisode de la lutte engagée, depuis des siècles, entre les Germains et les Latins. La guerre reviendra.

Quatre mois après, à la cérémonie de l'œuvre de la Chapelle de la Marne, comme s'il tenait à montrer que ces paroles ne lui avaient pas échappé au cours d'une improvisation hâtive, le maréchal Fayolle s'est encore exprimé comme il suit :

La paix n'est point celle que nous espérons. L'Allemagne reste debout, avec ses soixante millions d'habitants. La terrible guerre que nous avons vécue n'est pas la dernière. Elle n'aura été qu'une phase glorieuse dans la lutte sans merci qui se poursuit à travers les siècles, depuis deux mille ans, entre Germains et Latins; et la paix boiteuse que nos alliés nous ont imposée n'est qu'une trêve.

Habituellement, une guerre victorieuse est suivie d'une période de paix pendant laquelle le vainqueur inspire au vaincu une terreur

qui procure la sécurité, et permet le désarmement. Après la victoire de 1918, c'est le vainqueur qui a peur du vaincu, et il reste armé jusqu'aux dents.

On me dira que nous avons récupéré l'Alsace-Lorraine.

Sans doute; mais cette récupération ne nous avait pas été promise avant 1914. Le Gouvernement se défendait même de vouloir l'obtenir par une guerre.

Le 6 mai 1913, d'ailleurs, les membres de la Chambre d'Alsace-Lorraine avaient exprimé, à l'unanimité, le vœu de voir les gouvernements de France et d'Allemagne renoncer à toute guerre, à cause de leur pays.

On peut donc dire qu'aucune des promesses qui nous ont été faites ne s'est réalisée.

Ainsi, la guerre ne paie plus. Elle favorise la réaction. Elle accroît l'immoralité. Elle ne procure plus la paix.

Enfin, la guerre ne prouve plus rien. Il fut un temps où la victoire récompensait la bravoure des combattants, leur patriotisme, leur désir de faire triompher une cause juste. Elle est, très souvent aujourd'hui, le résultat de la supériorité d'un machinisme aveugle, favorisant celui qui a tort, aussi bien que celui qui a raison.

CHAPITRE II

LES HASARDS DE LA GUERRE

La faveur dont jouit, dans le public, l'emploi de la force armée, comme moyen de régler les différends qui peuvent s'élever entre les peuples, repose sur l'idée préconçue que la victoire sera toujours accordée au plus vaillant. Or, rien n'est moins certain.

Sans doute, le courage du soldat a une très-grande influence sur l'issue des batailles. Si cette influence était seule agissante, la guerre serait, pour l'humanité, un moyen de sélection à la rigueur acceptable. Le courage, en effet, est une qualité appréciable, pour la vie des peuples, en temps de paix comme en temps de guerre. L'avenir serait donc aux peuples les plus braves. Il n'y aurait là rien de contraire à l'esprit de justice.

Mais l'issue des batailles dépend de bien d'autres causes encore.

Elle dépend du savoir des chefs, de leur stratégie, de leur tactique. Elle dépend de la balistique, de la fortification, de toutes les branches de l'art militaire, dont la connaissance n'a aucune utilité en temps de paix.

L'issue des batailles dépend, enfin, du hasard. Le sort des armes est capricieux. Il favorise parfois le moins digne. A la guerre, les peuples jouent leur existence, en quelque sorte, à pile ou face.

L'histoire des guerres fourmille d'exemples de cas où un incident, apparemment sans importance, a fait passer la victoire d'un camp à l'autre : erreur de lecture d'un ordre hâtivement écrit sur le champ de bataille; confusion résultant de la similitude de deux noms de lieu; intervention tardive d'un renfort; arrivée, au contraire, d'un renseignement inattendu, etc.

Le 16 juin 1815, pendant la bataille de Ligny, Napoléon envoyait à Drouet d'Erlon un ordre écrit l'invitant à porter le 1^{er} corps d'armée sur la hauteur de Saint-Amand, d'où il comptait lui prescrire, plus tard, de se jeter sur les derrières de l'armée prussienne. L'ordre avait été griffonné au crayon, sur une feuille de papier que le porteur chiffonna. Au lieu de lire « sur la hauteur », Drouet d'Erlon lut « à hauteur ». En conséquence, il prit une direction qui le portait sur un point d'où il ne pouvait attaquer l'ennemi dans les conditions que l'Empereur avait en vue.

Sans cette erreur de lecture, l'armée prussienne était détruite le 16, et, le surlendemain, il n'y avait pas de bataille de Waterloo.

Le 18 juin, Grouchy avait reçu de Soult une note l'avisant de ce que la bataille était engagée devant la forêt de Soignes, et lui prescrivant de rejoindre la droite de l'armée. Au lieu de lire « engagée », Grouchy lut — et tout son état-major lut comme lui — que la bataille était « gagnée ».

Cette erreur de lecture enlevait à l'ordre de rejoindre tout ce qu'il avait de pressant. Grouchy n'arriva pas à Waterloo; on l'accusa de trahison.

Au mois d'août 1914, le maréchal French, dont l'armée était placée à la gauche des armées françaises, s'est plaint, à plusieurs reprises, d'être constamment menacé d'enveloppement. Il s'en est plaint jusqu'à ce que le gouvernement français ait créé l'armée Maunoury, et l'ait placée à la gauche des armées alliées.

Le 3 septembre, les Allemands ignoraient encore l'existence de l'armée Maunoury. Un de leurs aviateurs, se trouvant par hasard au-dessus de Meaux, y a vu les Anglais, reconnaissables à leur tenue kaki. Il a conclu de là que Meaux marquait la gauche des armées alliées, et il a donné au commandement allemand ce renseignement faux. D'où l'infléchissement, vers le sud-est, de la direction de marche du général von Klück.

Cet infléchissement a été observé par un

aviateur français, que personne n'avait chargé d'aucune mission, et qui en a rendu compte au général Gallieni. D'où l'ordre de prononcer une attaque de flanc, ordre dont la bonne exécution a entraîné la victoire de la Marne.

Ainsi, sans l'insistance que le maréchal French a mise à se plaindre d'être placé à la gauche des armées alliées ; sans l'heureux hasard qui a permis à un aviateur français d'observer la direction de marche du général von Klück ; sans cet autre hasard que, ce jour-là, aucun avion allemand n'a survolé l'armée du général Maunoury, il n'y aurait pas eu de bataille de la Marne, les Allemands arrivaient à Paris, d'où le gouvernement s'était enfui, et ils nous imposaient leurs conditions de paix.

A quoi tiennent les choses à la guerre ! Loin de moi la pensée de vouloir diminuer le mérite des vainqueurs de la Marne, en insinuant que leur succès a été dû à un simple hasard. Pour reprendre l'offensive, après une retraite de dix jours, exécutée à l'allure vertigineuse de 20 kilomètres par jour, il a fallu à nos poilus un cran dont la France a le droit d'être fière (1). Mais la bataille ne pouvait être gagnée qu'à la condition d'être livrée. Or, elle n'aurait pas été livrée, sans le concours de circonstances que je viens de rappeler.

(1) Voir chapitre V, l'hommage rendu par le général von Klück, à la valeur du soldat français.

Napoléon lui-même a dit, dans sa correspondance :

L'art de la guerre n'est que l'art d'augmenter les chances pour soi.

Sans doute, le hasard intervient dans toutes les entreprises humaines. Le négociant qui fait de la réclame pour activer la vente de ses produits risque de ne pas faire ses frais. Il joue. Mais, ce jeu n'est pas immoral, le joueur n'exposant que son propre bien. Ce qu'il y a d'immoral dans la guerre, c'est que le joueur expose le bien des autres, la vie des citoyens et le bonheur du peuple qu'il a mission de gouverner.

Il existe, en France, un grand nombre de localités portant le même nom, par exemple :

- 125 du nom de Saint-Germain,
- 168 du nom de Saint-Jean,
- 227 du nom de Saint-Martin.

Rien que dans le département de la Seine-Inférieure qui pourrait être le théâtre d'opérations d'une armée, il y a dix localités du nom de Saint-Martin. Supposons qu'au cours d'une bataille, le commandant de l'armée prenne la décision de diriger sur une de ces localités un corps d'armée de renfort ou un convoi de munitions, et que, dans l'ordre écrit,

il oublie d'indiquer de quel Saint-Martin il s'agit. La bataille peut être perdue, du simple fait de cet oubli.

N'est-ce pas folie que de jouer ainsi le sort des peuples, en quelque sorte à coup de dé?

La guerre n'est donc pas seulement un moyen ruineux, cruel, barbare, inhumain; c'est un moyen stupide de régler les différends qui peuvent s'élever entre les peuples.

CHAPITRE III

LES RIVALITÉS DES CHEFS A LA GUERRE

Le sort des peuples dépend malheureusement aussi de rivalités dont l'histoire donne de nombreux exemples.

De tout temps, les généraux se sont jaloués à la guerre. Et, quand ce ne furent pas eux, ce furent leurs états-majors. Ce furent souvent les deux.

Le soir de la bataille d'Essling, Lannes et Bessières en seraient venus aux mains, sans l'intervention de Masséna.

Le jour de la bataille d'Iéna, Bernadotte et Davoust se heurtèrent, devant Auerstoedt, à l'armée principale du roi de Prusse. En vain, Davoust offrit à Bernadotte le commandement suprême. Ce dernier se retira à une lieue de là, sur une hauteur d'où il suivait les mouvements, et où il donna à ses troupes l'ordre de tremper la soupe.

A Opporto, en 1809, surpris par Wellington, Soult demanda en vain au maréchal Ney, qui avait trop d'artillerie, de lui céder une batterie. Victor n'exécuta pas l'ordre qu'il avait reçu de rejoindre Soult à Opporto.

A Fuentes de Onoro, Masséna ayant enveloppé l'armée de Wellington, la victoire était devenue certaine. Montbrun suspendit sa marche. Loyson perdit son temps en faux mouvements. Régnier ne bougea pas. Bessières refusa d'engager ses troupes, sous le prétexte qu'il devait compte à l'empereur des pertes que subirait sa garde.

Gouvion Saint-Cyr fut sur le point d'être écrasé en Catalogne, sans que Suchet, gouverneur d'Aragon et de Valence, consentît à lui envoyer un seul bataillon.

Soult refusa de venir devant Lisbonne, au secours de Masséna.

Masséna ne put obtenir le secours de Bessières devant Almeyda.

Sous le second Empire, le général Frossard était jaloué de ses collègues, parce que Napoléon en avait fait le précepteur du Prince impérial. A la bataille de Forbach, en 1870, sollicité de se porter au secours de Frossard, dont le corps d'armée était en danger, le général de Failly répondit : « Que le précepteur se débrouille ! »

En 1916, le général de Castelnau ayant été nommé chef d'état-major des armées, avec promesse tacite de remplacer le général Joffre, ce dernier fit en sorte que son rival fût mis aussi peu que possible au courant de ses projets.

Dans la deuxième édition (pages 114 et

suivantes) de son livre *G. Q. G. Secteur 1*, Jean de Pierrefeu écrit ce qui suit :

Le cabinet du général Joffre feignit d'ignorer le général de Castelnau. On continua à travailler comme s'il n'était pas là. On ne lui communiqua les dossiers que d'une façon intermittente.

Les premiers temps, il fut impossible à Castelnau de causer tête à tête avec Joffre. Un officier dévoué à ce dernier trouvait toujours le moyen de rester en tiers. Le général de Castelnau s'en plaignit à plusieurs reprises à ses amis. L'un d'eux, M. Simond, directeur de l'Écho de Paris, fit une démarche personnelle auprès de M. Briand, pour mettre fin à cet état de choses.

En avril 1916, Jean de Pierrefeu, venant de prendre connaissance d'un télégramme de Verdun, rencontra le général de Castelnau et lui dit : « Vous a-t-on communiqué, mon général, la dernière feuille de Verdun ? » Le général lui répondit : « Non, mon ami ; on ne me communique rien, à moi. »

Pour sauver les apparences, quelqu'un imagina de décider les deux grands chefs à faire ensemble, tous les jours, une promenade hygiénique dont seraient témoins les habitants de Chantilly. A la rentrée de la promenade, les officiers du G. Q. G. se mettaient à la fenêtre. L'un d'eux laissa un jour échapper la réflexion suivante : « Service commandé ». Ce propos

fut communiqué au général de Castelnau, qui répondit : « S'il le faut, nous coucherons ensemble ».

On a beaucoup discuté, en France, la question de savoir si le véritable vainqueur de la Marne était le général Galliéni ou le général Joffre. Les amis de ce dernier ont répandu un ordre du 6 septembre 1914, dans lequel le général Joffre prescrivait à ses troupes de se faire exterminer sur place, plutôt que de reculer. Il est établi aujourd'hui que le général Galliéni a attaqué, malgré l'opposition du général Joffre. Il a mis son chef en présence du fait accompli.

Page 135 de son livre *Plutarque a menti* (1), Jean de Pierrefeu raconte qu'il a eu la bonne fortune de voir, dans les archives du Grand Quartier Général, ce fameux ordre écrit tout entier de la main du colonel Gamelin, et signé par le général Joffre. Il se réjouissait d'y trouver enfin la preuve que le général Joffre avait dit : « On s'arrêtera ici. On sera vainqueur tel jour et sur tel point ». Déception cruelle ! ajoute-t-il. L'ordre portait trois dates surchargées.

C'est en pleine bataille, a dit M. le député Margaine, dans la séance du comité secret du

(1) Bernard Grasset, éditeur, rue des Saints-Pères, Paris.

16 juin 1916, c'est même en pleine réussite de l'attaque, que le général Joffre a donné l'ordre d'attaquer.

Le grandiloquent ordre du 6 septembre 1914 n'a été qu'une fumisterie.

La mort de Gallieni avait mis fin à la rivalité qui existait entre lui et le général Joffre; mais il restait le général Foch. Les officiers du G. Q. G., à l'affût de ce qui pouvait plaire à leur chef, racontaient partout que Foch était très malade, et qu'il fallait lui fendre l'oreille. Le général Joffre laissait dire.

Page 168 de son livre, Jean de Pierrefeu raconte encore que, le général Joffre ayant dit à un de ses familiers : « Il paraît que Foch est bien malade », son interlocuteur lui répondit : « Comment ! mon général, vous aussi ? Je croyais que le cabinet du général de Castelnau était seul à croire à cette maladie ». Le général Joffre eut un léger sourire, mais il ne répliqua pas. Il n'était pas fâché de voir les cabinets de ses rivaux se manger entre eux.

Quelques jours après, le général Foch était remis à la disposition du ministre de la Guerre. Aussitôt avisé de cette décision, il se rendit à Chantilly, et il fit au général Joffre une scène tellement violente que ses éclats de voix s'entendaient dans les pièces voisines.

Ainsi, pendant qu'à l'intérieur on nous prêchait l'union sacrée, nos généraux se chamail-

laient. Le sort de la France était l'enjeu de ces rivalités.

N'ai-je pas raison de dire que la guerre est un moyen stupide de régler les différends qui peuvent s'élever entre les peuples ?

CHAPITRE IV

LES MOBILES DE CERTAINS CHEFS A LA GUERRE

Le règlement du 2 novembre 1833, sur le service intérieur des troupes de l'armée française, prescrivait aux officiers d'être bienveillants pour les soldats, et il donnait pour raison de cette bienveillance — comme si la bienveillance avait besoin d'être justifiée — que « la valeur et le dévouement des soldats préparent les succès des officiers et procurent leur gloire ».

Cette phrase, que les militaires de ma génération et ceux de la génération précédente ont récitée pendant un demi-siècle, a disparu de notre règlement : mais son esprit subsiste. On considère encore comme très naturel que des soldats se fassent tuer, pour procurer de la gloire à leurs officiers.

Nombreuses ont été, pendant la dernière guerre, les attaques qui ont été ordonnées dans le seul but de mettre en évidence un chef auquel on voulait du bien.

M. Beauvais, ingénieur civil, 16, avenue

Casimir, à Asnières, officier de réserve d'artillerie pendant la guerre, m'a écrit que le général de brigade, commandant par *interim* sa division, avait reçu la promesse d'être promu divisionnaire, s'il réussissait une grosse attaque. Cet officier général a attaqué. Il a réussi; si bien réussi que son chef d'état-major lui a dit publiquement : « Mon général, l'ennemi est en pleine déroute, il se retire en désordre. Je vous assure que, si nous le poursuivions, nous arriverions à percer ». — « Pas si bête, répondit le général. J'ai gagné huit kilomètres de terrain. J'ai fait douze cents prisonniers. J'ai capturé seize canons. Je tiens ma troisième étoile. Si je poursuivais l'ennemi, et que celui-ci reçût des renforts, je pourrais être obligé de reculer, et je serais limogé. »

Ce général voulait donc bien faire tuer des hommes pour passer divisionnaire; mais il n'aurait pas voulu en faire tuer davantage pour finir la guerre. Il est des militaires professionnels qui feront durer la guerre, plutôt que de ne pas en tirer profit.

La Démocratie du 11 janvier 1920 a publié plusieurs lettres dans lesquelles le commandant Messimy signale au président de la République et au ministre de la Guerre de nombreuses et sanglantes attaques, dont le seul but était d'alimenter le communiqué.

Pendant la guerre, le général Sauzède m'a

écrit que, dès 1914, il a reçu, lui aussi, l'ordre d'attaquer de temps en temps, pour alimenter le communiqué.

D'autres fois, des attaques ont été ordonnées dans des conditions intentionnellement difficiles, avec l'espoir qu'elles échoueraient, et que ces échecs déconsidéreraient des chefs dont on désirait la disgrâce.

En décembre 1914, le général de Langle de Cary, s'adressant au général Lefèvre, commandant le 1^{er} corps d'armée colonial, a dit du général Leblois, commandant la 1^{re} division : « Ce général est arrivé par la politique. Il faut nous en débarrasser » (1).

A cet effet, le 25 décembre 1914, près de Beauséjour, le général de Cary a donné au général Leblois l'ordre d'attaquer les tranchées allemandes, sur un front tellement étroit qu'on ne pouvait déployer plus de deux bataillons. Impossible de tourner l'ennemi. C'était la plus stupide des attaques de front.

Le général Leblois en fait l'observation. L'ordre est renouvelé le 26, le 27 et le 28. La quatrième fois, le général Leblois s'exécute. Il réussit à pénétrer dans les tranchées allemandes; mais il ne peut s'y maintenir. Sur dix-huit cents hommes engagés, douze cents

(1) Le général Leblois était le frère d'un avocat qui a joué un rôle important dans la revision de l'affaire Dreyfus.

restent sur le terrain ou tombent entre les mains de l'ennemi.

Quelques jours après, le général Leblois est relevé de son commandement et remplacé par le général Mazillier. Il aurait été naturel que ce dernier reçût l'ordre de reprendre la tranchée allemande que son prédécesseur n'avait pu conserver. Non seulement cet ordre n'est pas donné, mais le général Mazillier peut perdre impunément une partie du terrain sur lequel s'était maintenu le général Leblois.

Le but visé était atteint. On voulait se débarrasser d'un chef dont les opinions politiques déplaisaient. A cet effet, on a fait massacrer douze cents hommes.

Le récit qui précède est textuellement extrait d'un livre que, sous le titre: *Le massacre de notre infanterie*, j'ai fait paraître en 1920 (1). Le général de Langle de Cary, dont je cite le nom, n'a jamais démenti cette information.

A l'état-major du général Joffre régnait une camarilla de jeunes officiers, avides d'avancement, que l'on a appelés « les jeunes Turcs » et qui, abusant de l'inexpérience du général Joffre en matière de stratégie, lui conseillaient, sous le prétexte de fautes commises, la mise à pied de nombreux généraux.

Au début de la guerre, le colonel de Grand-

(1) Albin Michel, éditeur, 22, rue Huyghnes, à Paris.

maison, très influent au Grand Quartier Général, a dit publiquement :

Enfin ! Nous allons pouvoir nous débarrasser de la clique du général André.

Le député Albert Thomas, ayant été envoyé en mission au Grand Quartier Général, avant d'être sous-secrétaire d'État, a entendu, à table, un officier d'état-major tenir le propos suivant :

J'ai vu le général X... Il n'est bon à rien. Il faut dire au père Joffre de le mettre à pied.

Le général Hallouin, commandant de corps d'armée, a entendu un officier d'état-major, rentrant de mission, dire à haute voix :

J'ai dans ma serviette les têtes de trois généraux.

Le général Lanrezac, qui, au mois d'août 1914, commandait notre armée d'extrême gauche, avait prévu que les Allemands étendraient leur front de combat jusqu'à la mer du Nord, et exécuteraient sur notre gauche un mouvement tournant. Mal renseigné par son état-major, le général Joffre croyait que les Allemands n'iraient pas aussi loin. Les prévisions du général Lanrezac s'étant réalisées, ce dernier a donné à son armée l'ordre de la

retraite, qui a entraîné celle de toutes les armées. Il a ainsi évité un nouveau Sedan.

Dix ans plus tard, à la lueur des renseignements de l'histoire, il a été reconnu comme ayant rendu un grand service à la France, et il a été élevé à la dignité de grand-croix de la Légion d'Honneur.

Mais, sur le moment, les jeunes Turcs avaient profité de l'occasion pour obtenir du général Joffre que le général Lanrezac fût mis à pied. Pour vaincre les hésitations du généralissime, le général Alexandre, alors colonel d'artillerie, attaché au Grand Quartier Général, avait faussement affirmé qu'il avait vu le général Lanrezac, et qu'il l'avait trouvé absolument déprimé, physiquement et intellectuellement. Le général Alexandre s'est vanté de cette supercherie, devant un grand nombre d'officiers, à la table du général de division Régnault, qui, sans citer le nom du général Alexandre, a rapporté son propos, page 31 de son livre *Les officiers généraux limogés* (1).

(1) Fournier, éditeur, boulevard Saint-Germain, à Paris.

CHAPITRE V

LA GUERRE ET L'ARGENT

Les mobiles qui font agir les chefs, à la guerre, sont quelquefois plus vilains encore.

Le 3 juin 1806, Napoléon a écrit de Saint-Cloud au roi de Naples :

Masséna est un bon soldat, mais il est entièrement adonné à l'amour de l'argent. Il n'y a que cela qui l'ait fait marcher, même sous mes yeux.

Le 12 mars 1806, il a écrit de Paris au prince Joseph :

Faites donner à Masséna le conseil de rendre les six millions qu'il a pris ! Car, enfin, c'est un trop grand brigandage.

Si Masséna n'avait volé que 1 ou 2 millions, l'Empereur aurait trouvé, sans doute, le brigandage raisonnable. La preuve en est dans les distributions d'argent qu'il a souvent faites — on le verra plus loin — à ses généraux.

Dans les *Mémoires* que Savine a édités

en 1893, le général Landrieux raconte qu'il a saisi, chez deux curés, deux caisses que Masséna y avait fait déposer, pour les mettre en sûreté. Ces caisses contenaient 300,000 francs et de l'argenterie volés dans des églises et dans des maisons particulières.

D'après le même auteur, Masséna et Berthier se sont partagé une somme de 500,000 francs, provenant de réquisitions faites pendant la campagne d'Italie.

Masséna jouissait d'un revenu annuel de 900,000 francs, tant comme maréchal de France que comme duc de Rivoli et prince d'Essling. C'est cette profusion de titres honorifiques, c'est cet amour de l'argent qui ont suscité l'envie dont Masséna était l'objet de la part de ses collègues. Voilà pourquoi ces derniers ont refusé de marcher à son secours : Soult devant Lisbonne, Bessières devant Almeyda, Montbrun, Loyson et Bessières à Fuentès de Onoro.

Le maréchal Ney raconte dans ses *Mémoires* que Berne possédait d'immenses ressources avant l'invasion française de 1798. Elle avait un trésor considérable, des magasins bien pourvus, des annuités pour plus de 20 millions. Tout a été saisi par le général Brune. La *Revue historique vaudoise* de 1898 fait le récit détaillé des scènes de pillage qui se sont produites à cette occasion.

Le 30 juin 1807, dit Lorulot dans son livre *Barbarie Universelle* (1), Napoléon a partagé entre vingt-sept généraux ou maréchaux. 26 millions de francs provenant des domaines de Pologne.

Lannes a reçu	2,674,000 francs.
Berthier	1,054,000
Davoust	910,000
Ney	723,000
Masséna	683,000
Nansouty	217,000

A Sainte-Hélène. Napoléon comptait avoir donné 40 millions à Berthier.

Le général marquis d'Hautpoul raconte, dans ses *Souvenirs d'Espagne et d'Angleterre*, que le maréchal Ney s'est emparé, à la cathédrale de Saint-Jacques de Compostelle, en Galicie, de la statue de saint Jacques, dont le corps était en argent massif, la tête en or et les yeux en diamant. Il a été obligé de faire scier cette statue pour la charger sur les fourgons de l'armée. La balustrade du maître-autel a eu le même sort. Plus tard, on a vu le maréchal Ney porter les yeux de saint Jacques en collier.

Dans son livre *Le Christ et la patrie* (2),

(1) Édité par l'auteur, à Conflans-Sainte-Honorine (Seine-et-Oise).

(2) Édité par André Delpeuch, 51, rue de Babylone, à Paris.

Grillot de Givry publie des chiffres qu'il a empruntés au tome XVI de la *Correspondance de Napoléon*. En 1807, indépendamment des sommes provenant des domaines de Pologne. l'Empereur a fait à ses généraux les dons suivants :

Augereau . . .	400,000	francs.
Bernadotte. . .	400,000	—
Berthier	1,000,000	—
Bessières . . .	600,000	—
Clarke.	200,000	—
Davoust	600,000	—
Duroc	200,000	—
Grouchy.	200,000	—
Marmont	200,000	—
Masséna	1,200,000	—
Mortier	400,000	—
Ney.	600,000	—
Oudinot	200,000	—
Soult	600,000	—
Suchet.	700,000	—
Victor.	200,000	—

La campagne de Naples a valu à Magdonald 1,500,000 francs.

Lannes s'est emparé du trésor de Notre-Dame del Pilar, dont il a retiré plus de 4 millions.

Est-ce vers ce passé que le général Rébillot rêvait de nous ramener, lorsqu'il écrivait que

la guerre allait, enfin, ressusciter, en France, le sens de l'idéal et du divin?

Fort heureusement, les mœurs se sont améliorées. Sous le Second Empire, cependant, le général Cousin de Montauban, commandant le corps expéditionnaire en Chine, a pillé le palais d'été, dont il a rapporté des millions.

En 1902. — j'étais alors chef du cabinet du ministre de la Guerre. — un général de division des troupes coloniales dont je ne puis citer le nom, car il vit encore, est rentré à Marseille, avec un approvisionnement tellement considérable d'objets volés aux colonies, que le gouvernement a interdit le déchargement de ses bagages.

*
* *

En 1914, pour décider nos soldats à marcher, on leur a parfois dit que, s'ils étaient vainqueurs, ce serait la dernière des guerres. Cet argument aurait été peu goûté des soldats d'autrefois, qui voyaient dans la guerre un moyen de gagner leur vie. Le soldat mercenaire ne se préoccupait pas de savoir pourquoi il se battait. Tout ce qu'il demandait, c'était d'être bien soldé; d'où le nom de « soldat ». S'il apprenait que la solde fût meilleure de l'autre côté, il n'hésitait pas à changer de camp. L'adversaire n'était pas pour lui un ennemi; c'était plutôt un ami, auquel il était redevable de l'occasion de guerroyer.

Ce jugement pourra paraître un peu osé. On trouvera de nombreuses preuves de son exactitude dans les *Mémoires de Brantôme*, écrits au XVI^e siècle, et édités depuis par Louis Michaud (1).

Voici un passage de ce livre :

Lorsque M. de Guyse, François de Lorraine, mourut à Orléans, on vit force soldats, catholiques ou huguenots, le pleurer amèrement, car ils avaient perdu leur père nourricier.

Pour parler sainement, le soldat n'avise pas quel vent tire sur le droit ou sur le tort de la guerre, mais où il y a quelque chose à gagner.

Aujourd'hui que la guerre met en œuvre des armements de plus en plus coûteux, ce sont les industriels qui « n'avisent pas quel vent tire sur le droit ou sur le tort de la guerre ». Toute guerre profite à Essen ou au Creusot.

Avant 1914, alors que l'Italie faisait partie de la Triplice, et, par conséquent, devait être considérée comme notre ennemie éventuelle, le canon de 75 dont son artillerie était pourvue lui était fourni par un des plus gros établissements industriels français. Son plan avait été établi par le colonel Deport, de l'artillerie française.

Les journaux du 12 novembre 1914 ont raconté que, sur un officier allemand fait pri-

(1) 168, boulevard Saint-Germain, à Paris.

sonnier dans le Nord, on avait trouvé une carte sur laquelle les agglomérations de Tourcoing, Roubaix étaient encerclées au crayon rouge. Interrogé à ce sujet, l'officier allemand a répondu que, le commerce américain ayant des intérêts dans les établissements industriels de Tourcoing et de Roubaix, le gouvernement des États-Unis avait demandé au gouvernement allemand et obtenu que ces deux localités fussent épargnées. Il y a donc eu, pour une question d'argent, connivence des gouvernements de deux peuples qui, bientôt, allaient être en guerre l'un contre l'autre.

Voici un exemple de connivence plus grave encore. Dans un livre intitulé : *Le triomphe des forces sans défense*, l'amiral anglais Consett, qui n'est pas le premier venu, car il a été attaché naval à Copenhague, puis conseiller naval du conseil suprême des Alliés, raconte que, pendant le blocus, certains industriels anglais, après au gain, ravitaillaient l'Allemagne par l'intermédiaire des pays neutres, non seulement en vivres, mais encore en matériaux susceptibles d'être utilisés dans la fabrication des engins de guerre : métaux, essences, huiles, caoutchouc, etc. En vain, le député anglais Hilaire Belloc, d'origine française, dénonça-t-il ce trafic. En vain, écrivit-il que le ministère Asquith et la coalition Lloyd George devraient être mis en accusation. Le gouvernement britannique fit la sourde oreille.

Les bateaux anglais continuèrent à ravitailler les pays neutres, sans que les sous-marins allemands cherchassent à les torpiller. Les bateaux des pays neutres continuèrent à traverser les lignes du blocus, sans être inquiétés.

Sans ces manœuvres, dit l'amiral Consett, la guerre aurait été terminée en deux ans. Mais l'Angleterre tenait-elle à ce que la guerre se terminât aussi tôt? Elle avait intérêt — je le montrerai plus loin (1) — à ruiner l'Allemagne, sa rivale industrielle et commerciale; et, au bout de deux ans, même battue, l'Allemagne n'aurait pas été suffisamment ruinée. On a accusé l'Angleterre d'avoir voulu, comme les soldats du temps de Brantôme, que la guerre durât un certain temps. Je ne sais si cette accusation est fondée. Toujours est-il que, dès 1914, au grand étonnement des Français qui croyaient que la guerre serait courte, les services anglais qui se sont installés en France ont contracté des baux de trois ans.

Pendant la guerre, la maison Hotchkiss, dont les mitrailleuses étaient de beaucoup supérieures à celles de nos établissements militaires, avait fourni la plus grosse partie de l'approvisionnement en mitrailleuses des armées françaises. La valeur de ses actions avait augmenté dans un rapport formidable.

(1) Voir chapitre X.

Le 15 octobre 1924, le journal financier : *L'Economiste et le Rentier*, a publié la note suivante :

Les cours de l'Hotchkiss ont été durement attaqués par la crainte de voir les États procéder à des désarmements, car il ne faut pas oublier que l'Hotchkiss ne fabrique pas seulement des automobiles, mais encore des mitrailleuses.

Comme je n'ai, personnellement, qu'une confiance très limitée dans cet accord parfait que doivent réaliser les peuples, je crois que l'on pourrait profiter de cette réaction de l'Hotchkiss, pour en mettre quelques-unes en portefeuille.

Ainsi, au lendemain des journées de Genève, où la Société des Nations avait élaboré un pacte qui permettrait peut-être aux peuples de diminuer leurs armements, des financiers français exprimaient l'espoir que cette diminution des armements ne pût durer, l'espoir que l'accord parfait des peuples ne se réalisât pas, l'espoir que les actions de la Société Hotchkiss qui avaient baissé, *par crainte du désarmement*, remontassent au chiffre d'autrefois. Et ils conseillaient aux capitalistes d'acheter de l'Hotchkiss pendant qu'il était bas.

On voit que les socialistes sont dans le vrai, lorsqu'ils disent que les intérêts du capitalisme ne s'accordent pas toujours avec ceux de la paix internationale.

La guerre n'est décidément pas plus belle au **XX^e** siècle qu'au **XVI^e**. On a flétri les atrocités allemandes. Ces atrocités ne sont rien à côté des malpropretés qu'entraîne l'envie de gagner de l'argent.

On a beaucoup reproché, pendant la guerre, aux gouvernements d'avant 1914, de ne pas avoir organisé la mobilisation industrielle, objet des préoccupations du gouvernement d'aujourd'hui. Il semble que, si les États s'entendaient pour interdire, au contraire, d'une manière absolue, à l'industrie privée, la fabrication et la préparation de la fabrication du matériel de guerre et de tous les approvisionnements qui ne peuvent servir qu'à la guerre, interdiction dont la violation ne passerait pas inaperçue, en temps de paix, et pourrait être réprimée par la Société des Nations; si, d'autre part, on faisait de plus en plus appel, dans l'armée, aux services des officiers dits de compléments, lesquels deviendraient la masse que compléteraient, comme en Suisse, un petit nombre d'officiers professionnels; si l'on décidait, enfin, que, désormais, la solde serait indépendante du grade, et ne dépendrait que de l'âge, il y aurait, dans l'industrie et dans l'armée, beaucoup moins de gens pécuniairement intéressés, en temps de paix, à faire éclater la guerre, et, en temps de guerre, à la faire durer.

CHAPITRE VI

LE MENSONGE A LA GUERRE

Un des vilains côtés de la guerre, dont tant de côtés sont vilains, est la nécessité du mensonge.

Il faut mentir avant la guerre, pour la faire accepter par le peuple qui, si on lui en disait le vrai motif, ne l'accepterait généralement pas.

Il faut mentir pendant la guerre, pour soutenir, au front, le courage des combattants et, à l'arrière, le moral des populations.

Il faut mentir après la guerre, pour glorifier les chefs qui l'ont menée, et faire croire au peuple que sa confiance en eux était bien placée.

AVANT LA GUERRE

Pour faire accepter la guerre par le peuple, on ne lui dit pas qu'on veut lui procurer un traité de commerce avantageux. Il ne marcherait pas pour un pareil motif.

On lui dit encore moins qu'on veut s'emparer par la force des minerais de Briey, du charbon d'Angleterre, des pétroles de Mossoul, des bois du Canada.

On ne lui dit pas non plus ce que Napoléon a dit aux soldats de l'armée d'Italie :

Je vais vous conduire dans les plaines les plus fertiles du monde. Vous y trouverez gloire et richesses. Et, en rentrant dans vos foyers, vous pourrez acheter, chacun, un champ de dix arpents.

On pouvait tenir ce langage, il y a un siècle, à des soldats de métier. On ne le tiendrait plus, aujourd'hui, à des citoyens de la nation armée.

On invoque des mobiles plus nobles. On dore la pilule, et le peuple l'avale, convaincu que l'honneur de la patrie est engagé.

Pour justifier l'expédition d'Algérie, en 1830, on a raconté que le Dey d'Alger avait manqué d'égards à notre ambassadeur. La vérité est que la France voulait fonder un empire colonial.

Pour justifier la guerre de 1870, on a invoqué d'abord, la candidature d'un prince de la maison Hohenzollern au trône d'Espagne; puis, cette candidature ayant été retirée, la falsification de la dépêche d'Ems, qui n'a jamais été falsifiée. La vérité est que l'Empereur Napoléon III, voyant son prestige tomber, voulait le relever par une guerre victorieuse. L'impératrice Eugénie l'y poussait, et se vantait de l'y pousser. Elle avait dit : « Ce sera ma guerre ».

Pour justifier la guerre hispano-américaine, on a raconté que les Espagnols voulaient faire sauter un navire américain. La vérité est que les Américains convoitaient les sucreries de Cuba.

Pour justifier la guerre du Transvaal, on a raconté qu'un policier boer avait tué un sujet anglais. La vérité est que les Anglais voulaient affranchir de taxes les mines du Transvaal.

Pour justifier l'expédition de Chine, en 1900, on a raconté que les Chinois avaient manqué d'égards à certains Européens. La vérité est que les sociétés européennes voulaient imposer leurs chemins de fer aux Chinois.

Pour justifier la guerre russo-japonaise, on a raconté que le Tsar, en pénétrant en Corée, menaçait l'indépendance et la sécurité du Japon. La vérité est que les financiers russes et les financiers japonais méditaient concurremment l'exploitation de la Mandchourie.

Pour justifier la guerre des Balkans, on a raconté que les peuples chrétiens voulaient émanciper leurs coreligionnaires, opprimés par les Turcs. La vérité est qu'on voulait prendre Constantinople aux Turcs, que la Bulgarie voulait assurer le transport de son blé, et la Serbie la vente de ses pourceaux.

Pour justifier l'alliance franco-russe, on a raconté qu'il fallait faire contrepoids à l'influence germanique. La vérité est que, les caisses du Tsar étant vides, ce dernier avait

promis à nos banques de leur céder, pour 82 francs, des titres qu'elles revendraient au public au prix de 89 francs.

Pour justifier l'entente franco-anglaise, on a raconté qu'il fallait s'opposer aux entreprises du pangermanisme allemand. La vérité est que, désireuse de récupérer l'Alsace et la Lorraine, la France s'est solidarisée avec l'Angleterre, dont le but avoué était de se débarrasser de la concurrence industrielle allemande (1).

Le rapport que le général Michel, futur généralissime des armées françaises, a adressé le 10 février 1911, au ministre de la Guerre, débutait comme il suit :

Le conflit d'intérêts existant entre l'Angleterre et l'Allemagne va chaque jour grandissant et peut, à un moment donné, nous entraîner dans une guerre qui s'étendrait à une grande partie des nations européennes.

Le général Michel disait plus loin :

Les Allemands reconnaissent qu'en cas de guerre avec la France, ils ne peuvent obtenir une décision prompte et efficace en Alsace-Lorraine. Ils rechercheront une solution définitive au cœur même de la Belgique, terrain

(1) Voir plus loin, chapitre XI, *Les origines de la guerre mondiale.*

classique des rencontres des armées françaises et de celles d'Outre-Rhin.

Personne ne s'indigna, à la lecture de ce rapport, de la pensée que l'Allemagne pourrait violer la neutralité belge. Cette violation était prévue depuis longtemps. Elle avait été annoncée par les écrivains militaires de tous les pays. Elle était attendue, désirée même par l'Angleterre, à qui elle fournirait un prétexte pour intervenir dans la guerre mondiale, et réaliser son rêve de destruction de la puissance économique de l'Allemagne.

Dans son ouvrage intitulé : *La guerre de 1914, comment on mobilisa les consciences*, Georges Demartial donne, pages 43 et 51, de curieuses précisions à ce sujet (1).

D'après le livre diplomatique anglais, le gouvernement allemand a offert, le 1^{er} août 1914, de respecter le traité de 1839, à condition que l'Angleterre promette de rester neutre. Si le Gouvernement anglais avait répondu qu'il interviendrait en cas de violation du traité, l'Allemagne aurait renoncé à la guerre avec la France. L'Angleterre n'a rien répondu.

Ce refus de répondre a été plusieurs fois dénoncé par *le Temps*, journal peu suspect de tendresse pour l'Allemagne.

Le 22 janvier 1923, on lit dans l'article de tête de ce journal :

(1) Rieder, éditeur, 7, place Saint-Sulpice, à Paris.

Jusqu'au 2 août 1914, M. Lloyd George a lutté pour empêcher le Gouvernement britannique de prononcer les paroles fermes qui auraient peut-être évité la guerre.

Le 19 novembre 1924, on lit dans le même journal :

Si, à l'époque tragique de 1914, le gouvernement britannique avait fait connaître, avant que l'irréparable fût accompli, sa ferme décision de se ranger aux côtés de la France, l'Allemagne aurait sans doute hésité à déclancher la guerre, et l'abominable crime contre la civilisation n'aurait pas été commis.

L'Angleterre aurait été désolée que ce crime ne fût pas commis. Il lui fallait qu'il fût commis, pour lui permettre d'entrer en campagne, aux côtés de la France, et ruiner l'Allemagne, sa rivale industrielle et commerciale.

Ce n'est pas dans les livres diplomatiques que l'on trouvera l'aveu de ce désir, c'est dans les journaux qui reflètent les sentiments de l'opinion publique. La revue technique anglaise *The Engineer* du 25 septembre 1914 s'exprime, à ce sujet, comme il suit :

Le meilleur moyen de se débarrasser de la concurrence industrielle allemande serait que l'invasion en Allemagne fût suivie de la destruction réfléchie et organisée de tous les établissements importants, ainsi que de leur outillage.

Six mois après, le 8 mars 1915, *le Times* déclarait que les Anglais se battaient pour leur intérêt, et qu'ils seraient entrés dans la guerre, même sans la violation de la neutralité belge.

Cinq ans après, le 31 juillet 1920, *le Times* disait encore que les Anglais ne s'étaient pas battus en Don Quichotte, pour la Belgique et pour la France, mais pour leur propre existence.

Aussi, dès le début de la guerre, dit Georges Demartial, d'après les *Livres Noirs* qu'a publiés plus tard le gouvernement des Soviets, l'ambassadeur de Russie en France a-t-il écrit à Saint-Pétersbourg :

Le fait de la violation de la neutralité belge est considéré ici comme très favorable à la France.

De son côté, l'ambassadeur de France en Russie a écrit à Paris :

Les nouvelles sont excellentes. Le Luxembourg est envahi.

Et alors, lorsque, le 4 août 1914, l'ambassadeur d'Angleterre à Berlin est venu annoncer au chancelier allemand que le gouvernement anglais déclarait la guerre à l'Allemagne, à cause du traité de 1839, que l'Angleterre avait signé, le chancelier lui a dit : « Quoi ! Vous voulez me faire croire que vous entrez en campagne pour ce chiffon de papier ? »

En tenant ce langage, écrit Georges Demartial, le chancelier allemand exprimait, non pas le mépris que lui inspirait le traité, mais le mépris que lui inspirait la fourberie des Anglais.

La guerre de 1914 a donc été déchaînée dans l'intérêt de l'Angleterre, à laquelle la France s'est jointe, dans l'espoir de récupérer l'Alsace et la Lorraine. On s'est bien gardé de le dire aux Français. On ne l'a pas même dit aux Anglais. On a fait croire à ces derniers qu'ils se battaient en Don Quichotte, pour châtier l'Allemagne de la violation de la neutralité belge.

Jaurès avait prévu, vingt ans auparavant, qu'on ne dirait la vérité ni aux uns ni aux autres. Dans le discours que, le 9 juillet 1905, il devait prononcer à Berlin, et que le gouvernement allemand l'a empêché de prononcer, discours qui a été publié depuis (1), on lit :

Pour atteindre toute leur ampleur, et se déchaîner dans toute leur violence, les conflits économiques ont besoin de se déguiser en conflits d'idées.

La nécessité de ces mensonges a été avouée par le général Serrigny, dans une interview qu'il a donnée, le 16 février 1920, à un rédacteur du *Journal*, auquel il a dit :

(1) *Pages choisies de Jaurès*, p. 407. Rieter, éditeur.

L'âme des foules se remue au gré des désirs du gouvernement. L'État peut et doit manier le sentiment public, suivant les besoins de sa politique.

L'auteur de ce propos n'est pas le premier venu. Quand il l'a prononcé, il était sous-chef d'état-major général de l'armée. Il est devenu, depuis, secrétaire général du Conseil supérieur de la Défense nationale. Ses paroles engagent donc le gouvernement français.

Dans la même interview, le général Serrigny a dit :

De nos jours, seuls, les intérêts économiques peuvent déchaîner la guerre. Tout le reste est prétexte.

Déjà, le 17 juillet 1915, le général Cherfils avait écrit dans *le Gaulois* :

La violation de la Belgique a été le prétexte diplomatique et extérieur qui a permis à l'Angleterre de déclarer la guerre.

Un prétexte, c'est, par définition, un motif avouable, que l'on substitue à un motif qui ne l'est pas.

La guerre a donc des motifs inavouables. Il faut le dire bien haut. Lorsque les peuples sauront que, pour les lancer les uns contre les autres, on les trompe, ils refuseront de marcher.

PENDANT LA GUERRE

Voici quelques échantillons des communiqués officiels qui ont paru pendant le mois d'août 1914 :

- 7 août. — *La résistance de Liège est admirable.*
- 8 août. — *Les Belges ont coupé les communications des Allemands.*
- 9 août. — *20,000 Anglais ont débarqué à Calais, Dunkerque et Ostende. Ils se portent sur Namur, pour aider les Belges à refouler les Allemands au delà de la frontière.*
- 10 août. — *Les Allemands ont envahi la Belgique sans se préoccuper de leurs approvisionnements. Ils manquent de vivres. Les patrouilles isolées se rendent pour obtenir des aliments.*
- 13 août. — *Les troupes belges, qui avaient défendu la place de Liège, reprennent l'offensive.*
- 16 août. — *L'attaque brusquée des Allemands par la Belgique a lamentablement échoué.*
- 17 août. — *L'armée française a remporté un gros succès à Dinant.*
- 18 août. — *La situation des armées françaises en Belgique est toujours brillante.*

On croit rêver en lisant ces informations, dont je n'oserais pas affirmer l'authenticité, si je ne pouvais citer les pages de la publication dans laquelle, après la guerre, je les ai retrouvées (1).

Les journaux officiels ne mentaient pas moins.

Le Matin du 24 août portait en manchette, écrite en grosses lettres, l'inscription suivante :

Les Cosaques à cinq étapes de Berlin.

Sous le titre *On ne se bat plus sur le sol français*, l'édition du soir du même journal disait que la guerre se poursuivait uniquement en Belgique et en Alsace-Lorraine.

Le 17 septembre 1914, le *Journal* a dit que, d'après des calculs très sûrs, l'Allemagne n'avait pas pour cinq mois de vivres.

Il me faudrait un volume pour reproduire tous les mensonges au moyen desquels nos gouvernants ont entretenu chez nous l'esprit de guerre.

On n'a cessé de mentir, pendant cette guerre. Le mensonge a été considéré comme une des formes du patriotisme. Il fallait raffermir les cœurs; il fallait soutenir le moral de l'arrière.

M. Klotz a dit à la Chambre : « L'Allemagne paiera. » Il savait bien qu'elle ne paierait pas.

(1) Voir pages 21, 25, 43, 50 et 64 du fascicule 6, 12 et 22 du fascicule 7 de la *Liste des communiqués officiels*, publiée en 1914 par Berger-Levrault.

M. Henri Lavedan a dit : « Le soldat français rit partout. Il a commencé à rire le jour de la mobilisation. Le rire des tranchées est un rire exceptionnel, qui ne ressemble à aucun autre. Il apaise la faim; il trompe la soif; il rassasie et désaltère, quand on n'a rien à se mettre sous la dent. Qui rit dîne, et le tour est joué ».

Clemenceau a écrit : « Les tranchées sont divinement propres aux nonchalances de la conversation. Jamais sofa ne m'a paru aussi confortable que les talus taillés dans la glaise ou dans les sacs de sable de la tranchée. »

Voilà comment on renseignait les parents sur les conditions d'existence de leurs enfants.

En même temps, on entretenait la haine des Français pour les Allemands, en racontant que ces derniers avaient commis, chez nous, des atrocités que nous n'avions jamais commises quand nous avons porté la guerre chez eux, ce qui est contraire à la vérité historique.

On a flétri les bombardements aériens qui ont mis à mort des civils inoffensifs; mais on s'est abstenu de parler du blocus de l'Allemagne par la flotte anglaise, blocus qui a fait mourir de faim bien plus encore de vieillards, de femmes et d'enfants.

On a flétri l'emploi des gaz asphyxiants, invention diabolique allemande; mais on n'a

pas dit que c'étaient les Français qui avaient inventé le chargement des obus à la mélinite.

On a raconté que le gouvernement français, désireux de montrer que ses intentions étaient uniquement défensives, avait fait reculer nos troupes de couverture jusqu'à 10 kilomètres en arrière, perdant ainsi volontairement les avantages que lui auraient procurés des positions plus avancées. Cet argument, auquel s'est laissé prendre le public, ignorant des choses militaires, a fait sourire les gens du métier.

Nul n'ignore, dans l'armée, que le rôle des troupes de couverture n'est pas de résister à une grosse attaque, encore moins d'attaquer l'ennemi; mais, suivant les termes de l'article 136 du règlement du 28 octobre 1913 sur la conduite des grandes unités, « d'arrêter les détachements qui chercheraient à pénétrer sur le territoire pour troubler la concentration »; d'empêcher, par exemple, un escadron ennemi de venir incendier un bureau de recrutement ou une gare de chemin de fer, et de rentrer chez lui, une fois l'incendie allumé.

Cet escadron ne voyagera évidemment pas en pleins champs. Il empruntera les routes. C'est donc sur les routes, et particulièrement sur les points où deux routes se croisent, que devront être placées les fractions de la couverture chargées des missions que je viens de

définir : sur tel embranchement de routes, un bataillon; sur telle ligne de chemin de fer, un escadron; sur tel mamelon une batterie, qui aura des vues lointaines dans toutes les directions.

On ne doit pas installer ces détachements, en temps de paix, sur leurs emplacements du temps de guerre. Les bataillons, les escadrons et les batteries sont groupés, en temps de paix, dans des régiments qui occupent des garnisons, d'où on les enverra, dès que la guerre paraîtra imminente, sur leurs postes de combat. Cet envoi aura pour conséquence de faire reculer certains éléments de 5, de 10 ou de 15 kilomètres. Il peut exister des points sur lesquels le meilleur emplacement sera à 20 kilomètres en arrière. On ne gagnerait rien à s'avancer; on y perdrait, au contraire. C'est donc une ânerie de dire, qu'en les occupant, on perd volontairement certains avantages.

J'aime à croire, qu'en 1914, le généralissime a déterminé les avances et les reculs à effectuer, d'après le tracé des routes et les formes du terrain. Rien n'aurait été plus sot que de faire reculer tout le monde de la même quantité. Un officier des troupes de couverture m'a affirmé qu'il n'avait jamais eu connaissance d'un ordre de ce genre.

Les personnages politiques qui ont affirmé l'existence de cet ordre ont donc fait un mensonge, doublé d'une sottise.

On a dénoncé la violation de la neutralité belge comme un crime abominable dont, seuls, des Allemands étaient capables. Il n'est pas d'indignation plus hypocrite que celle-là.

On peut dire ce qu'on voudra de l'invasion de la Belgique par les Allemands, écrit Georges Demartial, page 38 de son livre *Comment on mobilisa les consciences*, excepté que ce fut une surprise. Et Demartial cite ces paroles prononcées par le général de Castelnau, à la Chambre, en avril 1922 :

Le registre des délibérations du Conseil Supérieur de la Guerre prouve que le commandement français prévoyait ce mode d'invasion.

Personnellement, en effet, j'ai pris part, pendant l'hiver 1910-1911, à un grand exercice sur la carte organisé au Conseil Supérieur de la Guerre dont je faisais alors partie. L'exercice était dirigé par le général Michel, vice-président dudit Conseil. Le général Galliéni commandait un groupe d'armées allemandes opérant sur le front d'Alsace-Lorraine. Je commandais une de ces armées. Le général Pau commandait le groupe d'armées françaises opposé au groupe Galliéni.

L'exercice a duré huit jours. La critique en a été faite au commencement d'avril 1911, en présence de M. Maurice Berteaux, ministre de la Guerre. Elle a montré qu'une attaque

allemande sur le front d'Alsace-Lorraine n'aurait aucune chance de réussir; qu'elle se briserait fatalement sur les résistances accumulées dans cette région; que, dès lors, pour envahir la France, les Allemands seraient obligés de violer la neutralité belge.

On n'a pas discuté la question de savoir si nous devons suivre les Allemands dans cette violation, et, au besoin, les devancer, ou si nous devons attendre l'ennemi en deçà de la frontière franco-belge. C'était une question d'ordre gouvernemental, et non d'ordre militaire. Mais, tout commandant de troupes qui, à la guerre, laissé libre d'agir au mieux des intérêts militaires, apprend que l'ennemi a l'intention d'occuper un point dont la possession lui assurera un avantage tactique, a le devoir impérieux de chercher à occuper le point, lui le premier, et cela le plus tôt possible.

Si l'un de nous avait dit que, par respect pour le traité de 1839, il serait resté, de sa propre initiative, en deçà de la frontière belge, attirant ainsi la guerre sur le territoire français, il aurait été conspué par tous ses collègues, et par le ministre de la Guerre lui-même.

Nous étions tous, dans l'armée française, partisans de l'offensive tactique. Celle-ci impliquait la violation de la neutralité belge, car nous connaissions les intentions des Allemands.

On me dira que, de notre part, c'eût été, non pas un crime français, mais la riposte à un

crime allemand. Sans doute, mais toute entrée en guerre a la prétention d'être une riposte. On attaque l'ennemi, parce qu'on lui attribue l'intention de vous attaquer.

Dans le procès-verbal signé en Russie, le 31 août 1911, par les deux chefs d'états-majors des armées alliées, il est dit :

Les deux chefs d'états-major déclarent, d'un commun accord, que les mots guerre défensive ne doivent pas être interprétés dans le sens d'une guerre que l'on mène défensivement. Ils affirment, au contraire, la nécessité absolue pour les armées russes et françaises, de prendre une offensive vigoureuse, et, autant que possible, simultanée.

Pouvions-nous prendre une offensive vigoureuse sans violer la neutralité belge? Pouvions-nous déployer nos treize cent mille hommes sur le front étroit d'Alsace-Lorraine?

Dix mois, d'ailleurs, après la signature du procès-verbal franco-russe, le colonel Picard faisait, à la tête d'un groupe d'officiers d'état-major français, un voyage en Belgique, en vue d'étudier l'utilisation éventuelle de ce champ d'opération. En donnant au colonel Picard l'autorisation de faire cette reconnaissance, la Belgique a violé elle-même sa neutralité. Une nation neutre n'a pas le droit de s'entendre avec un des deux futurs belligérants, à l'insu de l'autre, en vue d'une action commune de guerre.

Dans un livre anglais intitulé *Comment les diplomates font les guerres*, livre dont la traduction française a paru en 1923 chez l'éditeur Rieder, le député anglais Neilson a écrit, page 279, que, dès la déclaration de guerre, l'ambassadeur de France à Bruxelles avait envoyé à Paris la note suivante :

Le chef de cabinet du ministre de la Guerre belge a demandé à l'attaché militaire français de prendre, dès maintenant, des dispositions en vue de la coopération et du contact des troupes françaises, avec l'armée belge, en attendant le résultat de l'appel qu'on est en train de faire aux puissances garantes du traité de 1839. En conséquence, ordre est donné aux gouverneurs des provinces de ne pas interpréter les mouvements des troupes françaises comme une violation de la neutralité belge.

Les Anglais s'attendaient comme nous à la violation de la neutralité belge. Ils la désiraient même; je l'ai montré plus haut. Déjà, dans un livre de Léon Goulette, intitulé : *Avant, pendant et après l'affaire Schnaebli*, livre édité en 1887 par Charles Bayle, 16, rue de l'Abbaye, à Paris, on avait pu lire, pages 29 et 30, que, d'après le *Standard*, journal conservateur anglais, organe de lord Salisbury, le gouvernement anglais était disposé à laisser les Allemands traverser la Belgique. en cas de

conflit franco-allemand à propos de l'affaire Schnaebélé.

Dans des ouvrages anglais écrits avant la guerre, par Morel, Murray et Norman Angell, on peut lire des choses telles que celles-ci :

Les traités ne valent pas le papier sur lequel ils sont écrits.

Autant s'appuyer sur un roseau.

Les traités finissent tous dans la corbeille.

On a néanmoins affiché, dans les écoles d'Angleterre, quelques phrases du traité de 1839, avec cette inscription : *Chiffon de papier.*

Sur la tombe de certains soldats, on a écrit : *Mort pour un chiffon de papier.*

En France, d'après *le Matin* du 9 août 1916, un propriétaire a été condamné à 6,000 francs de dommages-intérêts, pour avoir reproché à son locataire, qui ne payait pas son loyer, de considérer son bail comme un chiffon de papier. Cette expression, dit l'attendu du jugement, constitue le plus pénible outrage que l'on puisse infliger à l'honneur d'un bon citoyen; elle restera, à travers les siècles, comme l'éternelle flétrissure d'un peuple qui a reculé les bornes de la duplicité et du mensonge.

Quelle comédie ! A l'époque où ce jugement a été rendu, et où on emprisonnait Rappoport pour avoir dit, dans une cave où il s'était mis à l'abri des bombes allemandes, que la guerre

était vraiment une chose bien désagréable, le rédacteur des attendus dont l'énoncé précède a voulu se donner des airs de patriotisme et d'honnêteté.

Il est aussi fou de vouloir introduire dans la guerre, acte essentiellement immoral, des principes de moralité, qu'il est fou de vouloir faire la guerre sans commettre des atrocités. La guerre ne peut être ni moralisée ni humanisée. Elle est faite de mensonges et de cruautés. Ce ne sont pas les tromperies et les horreurs de la guerre, c'est la guerre elle-même qu'il faut supprimer.

De tout temps, écrit Georges Demartial, pages 30 à 32 de son livre : *Comment on mobilisa les consciences*, les traités ont été violés, et il donne, de ces violations, d'innombrables exemples, entre autres les suivants :

La France et l'Espagne avaient convenu, dans un traité public, de respecter l'indépendance du Maroc ; mais, dans un traité secret, elles ont résolu de se le partager.

Le traité par lequel la France et l'Angleterre se sont donné carte blanche au Maroc et en Egypte a violé les promesses faites par ces deux puissances de respecter l'indépendance du Maroc et celle de l'Egypte.

Le 19 décembre 1911, Jaurès a dénoncé, à la Chambre, les entorses à la morale internatio-

nale dont notre politique au Maroc a donné le signal.

Les traités sont toujours chose sacrée pour qui a intérêt à s'en prévaloir, et chiffons de papier pour qui a intérêt à les déchirer.

APRÈS LA GUERRE

De tout temps, les hommes de guerre ont eu une tendance à embellir l'histoire, en présentant les faits les plus indépendants de leur volonté comme l'exécution d'un plan savamment combiné par eux. C'est ainsi que certains transforment en manœuvre stratégique un recul qu'ils n'ont pu éviter.

Au début de la guerre de 1914, les cinq armées françaises étaient disposées, de la droite à la gauche de la ligne de bataille, dans l'ordre de leurs numéros. La V^e armée, commandée par le général Lanrezac, se trouvait ainsi à l'extrême-gauche. L'armée anglaise, commandée par le maréchal French, fut placée à gauche de l'armée Lanrezac.

Je tiens du général Lanrezac, qu'à plusieurs reprises, le maréchal French s'est plaint de supporter tout le poids des attaques de flanc de l'armée allemande. Il s'en est plaint, jusqu'à ce que le gouvernement français se décide à créer l'armée Maunoury, et à la placer à gauche de l'armée anglaise.

On a invoqué après coup des arguments

d'ordre stratégique, pour justifier la création de cette armée. Si le gouvernement avait été guidé par des considérations de cet ordre, il aurait placé l'armée Maunoury à côté de l'armée Lanrezac, et non au delà de l'armée anglaise qui échappait au commandement du général Joffre. C'est tellement vrai que, pendant plusieurs jours, on s'est demandé si l'armée Maunoury était subordonnée ou non au général Joffre. C'est le 30 septembre seulement, dit Jean de Pierrefeu, que la subordination a été décidée (1).

(1) Pour être fixé sur ce point d'histoire, il faut consulter quatre ouvrages :

1^o Le livre du général Lanrezac intitulé : *Le plan de campagne français* ;

2^o Le livre de Jules Isaac, professeur agrégé d'histoire, intitulé : *Joffre et Lanrezac* ;

3^o Le premier livre de Jean de Pierrefeu, intitulé : *G. O. G. Secteur I* ;

4^o Le deuxième livre du même auteur, intitulé : *Plutarque a menti*.

Le livre du général Lanrezac signale, page 59, que le gouvernement anglais avait interdit au maréchal French de se considérer jamais comme subordonné à un général français, et lui avait prescrit de demander des instructions à Londres, s'il était entraîné dans une opération dont les chances de succès lui paraîtraient incertaines. C'est ainsi que, dès le commencement de septembre, ainsi qu'on va le voir dans le texte, la reine d'Angleterre a connu les appréhensions du maréchal French.

Le deuxième livre de Jean de Pierrefeu signale également, page 73, les instructions du gouvernement anglais.

Le livre du général Lanrezac relate, pages 209, 210 et 211, une entrevue du général Joffre et du maréchal French, entrevue au cours de laquelle ce dernier, ayant manifesté de la mauvaise humeur, le général Joffre lui

La création de l'armée Maunoury n'a donc pas été, comme on l'a prétendu, une mesure d'ordre stratégique prise en vue de la défense de Paris ou de la future contre-offensive française. Ce fut une mesure d'ordre diplomatique prise sous la pression des Anglais. On s'est abstenu de le dire, parce qu'on a voulu ménager la personnalité du maréchal French. On ne le dira jamais, parce que cet aveu diminuerait des stratèges, dont on a proclamé la valeur militaire et dont on ne veut pas que la gloire soit ternie.

On ne dira jamais non plus que le général Lanrezac a été disgracié sur la plainte du maréchal French. Un gouvernement n'avoue pas volontiers qu'il a subi des exigences de l'étranger.

Quelque temps après, lorsque, grâce à l'existence de l'armée Maunoury, nous avons gagné la bataille de la Marne, M. Messimy, qui avait à se faire pardonner le rôle que, le 24 août 1914, comme ministre de la Guerre, il avait

a promis de placer l'armée Maunoury à la gauche de l'armée anglaise.

Le livre d'Isaac signale, pages 47, 77, 96, 100 et 101 :

1° Le refus opposé par le maréchal French à un ordre d'attaque donné, le 22 août 1914, par le général Joffre;

2° L'aigreur des conversations engagées entre le général Laurezac et le maréchal French, aigreur dont ce dernier se plaint dans ses Mémoires;

3° Le ton « goguenard » du général Laurezac, et le ressentiment du maréchal French.

Il signale enfin que l'ordre qui a créé l'armée Maunoury a disparu des archives de la guerre.

joué dans l'affaire de Lille (1), a fait dire par les journaux que c'était lui qui avait donné l'ordre de créer l'armée Maunoury. Mais, ainsi que l'a écrit Jules Isaac, on n'a pas trouvé cet ordre dans les archives de la guerre.

La destruction d'un document intéressant la défense nationale est une forme du mensonge aussi grave que sa falsification. Le général Joffre s'est rendu coupable de cette faute, le 1^{er} septembre 1914, ainsi que l'a dénoncé, dans son livre : *Briey*, le député Fernand Engrand (2).

Le 1^{er} septembre 1914, lors de l'avance des Allemands sur Paris, l'ordre fut donné par le général Joffre de détruire les documents existant dans les coffres-forts des membres du Conseil Supérieur de la Guerre, ainsi que les plans antérieurs au plan XVII. Aucun inventaire n'a été dressé des documents ainsi détruits. Il manque donc une source essentielle de documentation. Cette lacune risque de rendre difficile l'œuvre de l'historien.

Le hasard de la révolution russe a heureuse-

(1) M. Messimy, cédant à la pression des autorités civiles, qui ne voulaient pas subir les horreurs d'un siège, a donné l'ordre d'évacuer Lille, bien que le commandement local ait exprimé l'avis que, dans l'état où elle se trouvait, la place était capable de faire une défense honorable.

(2) Voir pages XIII et XIV du livre *Briey*, édité chez Bossard en 1920.

ment permis de découvrir dans les papiers de la Cour de Russie un document qui jette un certain jour sur les événements du début de la guerre. Ce document est une lettre que la reine d'Angleterre a adressée à sa sœur, l'impératrice de Russie, le 13 septembre 1914.

Nous avons vécu des jours anxieux, pendant la longue retraite des armées en France. Les Français laissèrent les Anglais supporter tout le poids de la lourde attaque de flanc des Allemands (1).

Cette lettre confirme le renseignement qu'a donné le général Lanrezac, à savoir que le maréchal French s'est plaint à son gouvernement d'être constamment menacé d'enveloppement. Elle réduit à néant la prétention émise par M. Messimy et par le général Joffre d'avoir été inspirés, pour la création de l'armée Maunoury, par des considérations stratégiques.

*
* *

J'ai dit, page 16, le bruit qui a été fait autour de l'ordre du 6 septembre 1914, dans lequel le général Joffre a prescrit à ses troupes de se faire tuer sur place, plutôt que de reculer,

(1) Cette lettre a été publiée par la revue hebdomadaire *Floréal*, 278, boulevard Saint-Germain, dans le n° 7 du 7 avril 1923.

ordre dont le but était de prouver que le général Joffre était le véritable vainqueur de la Marne. J'ai dit que le vainqueur avait été Galliéni, et non Joffre. Mais, plus encore qu'au général Galliéni, c'est au soldat français que nous devons la victoire.

Cette vérité a été proclamée, en termes éloquents, par le général Von Klück, dans un rapport qu'a reproduit le livre intitulé : *Le prestige du pouvoir*, dont l'auteur est le député anglais Laurence Lyon (1).

Si vous voulez savoir les raisons matérielles de notre échec, lisez les journaux du jour. Ils vous parleront du manque de munitions ; ils vous parleront de liaisons defectueuses. Tout cela est exact.

Mais, il y a une raison morale qui surpasse toutes les autres ; une raison qui, à mon avis, est absolument décisive : c'est l'aptitude extraordinaire du soldat français, aptitude qui lui est spéciale, à se relever rapidement.

Que des hommes puissent tenir ferme, fussent-ils se faire tuer sur place, c'est chose entendue, et l'on en tient compte dans tout plan de campagne. Mais, que des hommes qui ont reculé pendant dix jours, dormant sur la terre nue, à moitié morts de fatigue, soient capables de saisir leur fusil et d'attaquer quand le clairon

(1) *Le prestige du pouvoir*, page 62, par Laurence Lyon. Payot, éditeur, à Paris.

sonne, c'est une chose sur laquelle nous n'avions pas compté. C'est une possibilité dont il ne fut jamais question dans nos écoles de guerre.

Pas un journal nationaliste français n'a reproduit cette appréciation, si flatteuse cependant pour le soldat français. C'eût été porter atteinte à la gloire du général Joffre.

Nous avons la fâcheuse habitude, en France. — c'est un legs de la monarchie. — d'attribuer tout ce qui nous arrive d'heureux ou de malheureux aux mérites ou aux défaillances d'un seul homme. Il nous faut un sauveur ou un traître. J'ai été, pendant les cinq mois qui ont suivi le événements de Lille, le traître qu'il fallait à la France. Le général Joffre a été le sauveur. Plus tard, ce fut le général Galliéni.

Le général Joffre, dont Gabriel Hanotaux, son plus éloquent panégyriste, a vanté « la tranquillité presque bovine », n'avait aucune des qualités de l'homme de guerre. Ancien officier du génie, il ne s'était jamais, jusqu'à l'âge de soixante ans, occupé de stratégie. Modeste, homme de bon sens, il refusa tout d'abord les fonctions de généralissime, pour lesquelles il ne se sentait aucune aptitude. Il n'accepta ces fonctions que sur l'insistance du général Pau, l'auteur de la disgrâce du général Michel. Voici ce que lui dit le général Pau :

Acceptez donc, cher ami ; nous vous donnerons

le général de Castelnau, très au courant du service d'état-major. Cela ira tout seul.

J'ai précisé les circonstances de cet entretien dans la déposition que, sous la foi du serment, j'ai faite, le 23 mai 1919, devant la Commission d'enquête de la métallurgie. Cette déposition est reproduite, page 199 de mon livre : 1914, *Les erreurs du Haut commandement*, édité l'année suivante par Albin Michel(1). Son exactitude n'a jamais été contestée par personne.

Devenu généralissime, le général Joffre a été jugé comme il suit par le député anglais Laurence Lyon :

Le calme du général Joffre était aussi légendaire que sa taciturnité. Il dormait d'un sommeil profond, dans les moments les plus critiques. M. Eugène Etienne, l'ancien ministre de la Guerre, avait pris l'habitude, pendant la bataille de Verdun, de téléphoner à Chantilly, tous les jours, à onze heures du soir. Invariablement, on lui répondait que Joffre dormait depuis longtemps.

Au mois d'août 1914, Joffre déjeunait au Grand Quartier général britannique, avec Sir John French, qui, vainement, avait essayé de le faire parler de ses plans, lorsque ce dernier fut

(1) 22, rue Huyghens, à Paris.

subitement prévenu qu'une partie de son armée se trouvait dans une situation désespérée. Joffre ne bougea pas, et continua tranquillement son déjeuner.

Le général Joffre ne savait presque rien du fonctionnement de l'état-major. Son témoignage devant la commission de la métallurgie fut lamentable.

Au commencement de 1915, j'ai reçu la visite de M. le député Margaine, appartenant au groupe radical de la Chambre. Ce parlementaire, que je n'avais jamais vu, m'a tenu le langage suivant :

*Je vous en prie, général, vous qui avez été chef du cabinet du ministre de la Guerre, vous qui devez connaître le personnel des officiers généraux, dites-moi par qui on pourrait remplacer le général Joffre, dût-on, pour s'en débarrasser, le nommer maréchal de France. Je vous le demande au nom de tous mes amis de la Chambre. Je l'ai demandé en vain à M. Mille-
rand.*

Ce n'est, en effet, un mystère pour personne que, dès le mois de juillet 1915, le gouvernement a cherché à se débarrasser du général Joffre. Ce dernier n'avait plus un défenseur, ni à la droite, ni à la gauche de la Chambre. Chacun reconnaissait qu'en le choisissant, on

s'était gravement trompé; mais comment se défaire de lui, sans avoir l'air de se déjuger ?

Le général Lyautey, ministre de la Guerre, résolut la difficulté en faisant du général Joffre, à la Chambre, un éloge dithyrambique dont la conclusion fut qu'il fallait le nommer maréchal de France. Cette déclaration ne pouvait manquer d'être très applaudie par une Chambre qui, comme le pays, brûlait du désir de posséder un grand homme de guerre. Du même coup, le général Lyautey rétablissait la dignité de maréchal de France qui lui fut conférée deux ans après.

Le général Joffre a été élevé à cette dignité, par décret du 26 décembre 1916. On l'attacha, comme conseiller technique, au Comité de guerre. On l'envoya en Amérique, pour représenter l'armée française. On en fit un académicien, puis un docteur en droit honoraire à la Faculté d'Oxford. Autant de situations dans lesquelles, n'ayant rien à faire, il ne risquait pas de se tromper.

Eh bien ! voici les paroles que, le 7 septembre 1924, au banquet offert par la municipalité de Meaux, à l'occasion du deuxième anniversaire de la victoire de la Marne, le président du Conseil, M. Édouard Herriot, a eu la faiblesse de prononcer :

Je ne m'acquitterais pas de mon devoir, si, au nom du gouvernement de la République, je ne

saluais pas les hommes dont la haute intelligence, le sang-froid, l'habileté tactique, la persévérance et la foi nous ont valu de gagner la victoire de la Marne.

J'irai donc m'incliner tout à l'heure, de toute mon âme, devant le monument éleré par le Conseil Municipal à la mémoire du général Galliéni. Mais, comment ne pas dire ce qu'il y a dans nos cœurs d'affection, de reconnaissance pour le magnifique soldat qui, au moment où se jouait le sort de la patrie et de l'Europe, a opéré le plus magnifique rétablissement qui ait été dû aux armes par l'intelligence et par l'effort?

Monsieur le maréchal Joffre, c'est vous qui devriez être à ma place, à l'endroit que j'occupe. Laissez-moi mettre dans l'hommage que je vous adresse tout ce que je puis de gratitude. L'Histoire dira plus que je ne puis le faire en cet instant.

Il est difficile de dénaturer les faits dans un langage plus grandiloquent, plus empreint d'un militarisme grotesque. Se féliciter de ce que le sort de la patrie et de l'Europe ait été entre les mains d'un chef dont l'incompétence militaire, très excusable d'ailleurs, était de notoriété publique, d'un chef dont on s'est débarrassé en le nommant maréchal de France, c'est vraiment dépasser les limites permises du bourrage de crâne.

Trois ans après, dans *le Temps*, du 19 août 1927,

le général Nudant a reproduit, d'après les renseignements que lui avait fournis un employé en retraite des postes et télégraphes, le mot à mot de la conversation échangée, dans la nuit du 3 au 4 septembre 1914, entre le général Galliéni et le général Joffre; conversation d'où il résultait, au dire de cet employé, que le général Joffre avait bien donné les ordres dont l'exécution a entraîné la victoire de la Marne. Malheureusement, l'auteur de cette information, bien qu'il fût en retraite, a tenu à conserver l'anonymat. Le général Nudant n'a donc rien prouvé.

Les preuves abondent, au contraire, de l'incompétence du général Joffre, en matière militaire. J'en ai donné quelques-unes dans la déposition que, le 23 mai 1919, j'ai faite devant la Commission de la métallurgie.

Vers le milieu de 1911, le colonel Pétain, alors professeur à l'École supérieure de guerre, m'avait dit que l'armée n'avait pas confiance dans le général Michel, généralissime des armées françaises, et demandait qu'on le remplaçât par le général Pau.

La raison de cette préférence était que le général Michel croyait au réserviste. Il avait préparé un plan d'opérations mettant en première ligne 1,300,000 réservistes et 700,000 soldats de caserne. Le général Pau, au contraire, considérait le réserviste comme un homme de complément, ne pouvant être utilisé, sur le

champ de bataille, qu'à la condition d'être noyé dans la masse des soldats de caserne. Il était d'avis de ne confier aux unités uniquement composées de réservistes que des missions secondaires, telles que la garde des prisonniers ou l'escorte des convois.

Les idées du général Pau étaient, malheureusement, celles de la grande majorité des Français, M. Messimy les fit siennes. Il releva le général Michel de son emploi et offrit sa succession au général Pau.

Ce dernier mit comme condition à son acceptation que pas une nomination ne serait faite dans l'état-major général de l'armée sans son consentement. M. Messimy n'admit pas cet empiètement du pouvoir militaire sur le pouvoir civil. Mais il n'osa pas revenir au général Michel, dont la disgrâce avait fait beaucoup de bruit dans les journaux. Les autres commandants d'armée étant très près d'être atteints par la limite d'âge, il fallut se rabattre sur le général Joffre, qui, chargé des services de l'arrière, n'avait jamais commandé d'armée dans les exercices sur la carte du conseil supérieur de la guerre.

Le général Joffre adopta, en ce qui concerne l'emploi des réserves, les idées du général Pau. Il en fit l'objet de circulaires dont je révélai l'existence à la Commission de la métallurgie.

Au début de la guerre, huit jours avant que

les Allemands ne fussent devant Lille, le général Lanrezac fit part de ses inquiétudes au général Joffre. Ce dernier répondit que les Allemands n'iraient pas jusqu'à Lille, qu'ils n'engageraient pas leurs réserves dans les premières batailles, qu'ils leur assigneraient, comme nous, des missions secondaires.

Le général de Castelnau avait dit que les Allemands ne pouvaient étendre leur front de combat jusqu'à Lille, sans l'amincir à un point tel que nous les couperions en deux; que nous ne pouvions désirer rien de plus heureux. Le général Joffre épousa cette manière de voir. Le résultat fut Charleroi.

Voilà l'homme dont, bien malgré lui d'ailleurs, on a voulu faire un stratège; lui qui, modestement, honnêtement, m'avait dit, en 1911, qu'il ne pouvait accepter les fonctions de généralissime, sans avoir rempli, pendant quelque temps, celles de commandant d'armée.

Mais il fallait un sauveur à la France. Il lui fallait un homme ayant gagné, suivant l'expression de M. Herriot, « la plus grande bataille de l'histoire ».

On a fait de même au maréchal Foch une réputation de stratège. On a dit que nous devons à son génie la victoire finale.

Dans son livre *Plutarque a menti* (1), Jean

(1) Bernard Grasset, éditeur. Voir page 298.

de Pierrefeu détruit cette légende. L'avis de Pierrefeu est intéressant à recueillir, car il reflète celui des officiers les plus en vue de notre armée, avec lesquels, au Grand Quartier Général, Pierrefeu vivait sur un pied d'intimité. Pierrefeu dit le plus grand bien des généraux Gallieni, Pétain et Lanrezac, ce qui prouve qu'il ne décrie pas nos chefs de parti pris. Or, il consacre au maréchal Foch tout un chapitre qu'il intitula *Foch l'insouciant*. Voici quelques-unes de ses appréciations :

Foch est un voyant, tandis que Pétain est un homme de métier. Foch pense par éclairs, en poète qui sent, et non à la manière du penseur qui déroule un raisonnement dont il franchit, avec prudence, un à un, tous les degrés. Pétain est le penseur et le sage, en même temps que le conducteur d'hommes.

Grondant et bouillonnant, Foch n'offrait à discuter que sa volonté opiniâtre de résister et son incommensurable confiance. « Quand on veut tenir, on tient », répétait-il. « Les Allemands ne passeront pas ». Les aphorismes qu'il prodiguait n'allaient pas plus loin, dans l'intelligence de la situation.

En ce qui concerne la victoire finale, il est acquis à l'histoire que l'afflux des troupes américaines, dont l'effectif a atteint le chiffre formidable de trois millions d'hommes, a

découragé la population allemande, déjà déprimée par le blocus, et que, par la menace de la révolution, cette population a obligé le maréchal Ludendorff à demander l'armistice. La stratégie n'a été pour rien dans l'affaire.

Cette opinion est celle d'un homme qu'on ne saurait soupçonner d'hostilité pour le maréchal Foch. Dans la *Revue hebdomadaire* du 28 décembre 1918, le général Cherfils a écrit :

Les offensives allemandes, deux d'entre elles au moins, ont pu réaliser la percée et faire entrer tout de suite la bataille du maréchal Ludendorff dans l'espace libre et dans la guerre de mouvement.

Le maréchal Foch, au contraire, n'a jamais réalisé, au sens absolu du mot, la percée qui ouvre l'espace libre à l'exploitation de la victoire. Mais, sa tactique est venue à bout du maréchal Ludendorff. Elle a usé ses forces, et a fini par démoraliser, non seulement l'Allemagne intérieure, mais encore ses armées.

Je tiens d'un ministre du cabinet Clemenceau, qu'au mois de juillet 1918, le maréchal Foch a remis au ministre de la Guerre un rapport extrêmement alarmiste, dans lequel il déclarait que, si on ne lui envoyait pas, à bref délai, 500,000 Américains, il était perdu. M. Clemenceau a immédiatement transmis ce rapport au gouvernement des États-Unis,

avec prière instante de suspendre tout envoi de vivres ou de matériel de guerre, et d'employer tous les bateaux disponibles à l'envoi de soldats.

Ce vœu a été exaucé. Voilà tout le secret de la victoire française. La guerre a pris fin, non parce que le maréchal Foch a su la terminer, mais parce que le peuple allemand n'en voulait plus.

On n'a jamais publié, on ne publiera jamais le rapport du maréchal Foch. On laissera ainsi croire au peuple français que nos grands chefs sont des hommes de génie, auxquels il peut abandonner sans crainte le sort de ses destinées. Croyance très dangereuse; car, si la guerre revenait, ne pouvant plus compter sur le concours de vingt-six puissances alliées, nous ne viendrions pas à bout des Allemands aussi aisément que l'a fait le maréchal Foch.

La guerre ne peut se faire qu'à coups de mensonges. C'est l'idée maîtresse du beau livre de Georges Demartial : *Comment on mobilisa les consciences*.

C'est une idée qu'il faut répandre. La paix ne régnera dans le monde que lorsque les peuples sauront que, pour les lancer les uns contre les autres, on les a toujours trompés.

CHAPITRE VII

LES ATROCITÉS A LA GUERRE

Un des mensonges les plus répandus pendant la guerre est que les Allemands ont commis des atrocités qui les mettent au ban des nations civilisées. Cette légende est absolument démentie par tous les enseignements de l'histoire. Les Français, eux aussi, ont commis des atrocités; moins que les Allemands, sans doute, pendant la dernière guerre, parce qu'ils opéraient en pays ami, mais autant qu'eux, si ce n'est plus, dans d'autres guerres.

Les atrocités sont aussi anciennes que la guerre elle-même. En les ordonnant, les grands chefs allemands n'ont rien innové; ils n'ont fait que répéter ce qu'avaient dit, avant eux, les hommes d'État et les militaires de tous les pays et de tous les temps.

ATROCITÉS JUIVES

A chaque page de la Bible, on trouve le récit de cruautés commises par les Hébreux, dans leurs guerres avec les peuples voisins. Les

textes sacrés ne flétrissent pas ces cruautés; ils les présentent même comme des prouesses.

Les lois de la guerre prescrivait au peuple d'Israël de passer au fil de l'épée tous les habitants mâles des villes conquises (1).

A Jéricho, les Hébreux ont mis à mort, non seulement les mâles, mais encore, dit la Bible, tout ce qui était dans la ville, depuis l'homme jusqu'à la femme, depuis l'enfant jusqu'au vieillard, et jusqu'au bœuf, à la brebis et à l'âne (2).

A Hatsor, ils ont massacré tout ce qui respirait, jusqu'à ce qu'il ne reste plus rien, et ils ont brûlé la ville (3).

A Madian, ils ont fait prisonniers les femmes et les enfants, ont pillé tout le bétail, et ont brûlé la ville (4).

A Laïs, ils sont tombés sur un peuple tranquille qui se croyait en sécurité. Ils l'ont passé au fil de l'épée et ont brûlé la ville (5).

David a frappé deux cents Philistins, et a rapporté au roi leurs prépuces (6).

A Rabba, il a fait sortir le peuple de la ville, l'a mis sous des scies, sous des herbes de fer, et l'a fait passer dans des fours à briques (7).

(1) *Deutéronome*, XX, 131.

(2) *Josué*, VI, 21.

(3) *Josué*, XI, 11.

(4) *Nombres*, XXI, 9 et 10.

(5) *Juges*, XXVIII, 27.

(6) *I Samuel*, XVIII, 27.

(7) *II Samuel*, XII, 31.

ATROCITÉS CHRÉTIENNES

A des époques reculées, les querelles religieuses ont été l'occasion de cruautés aussi abominables que celles-là. Quelques exemples de ces cruautés ont été donnés par le prêtre Christien Albéric, avec indication des textes auxquels ils ont été empruntés (1).

Pour une question dogmatique, les Circoncilions brûlaient les yeux de leurs contestants, avec de la chaux et du vinaigre (2).

Macédonius a fait marquer au front, avec un fer rouge, l'évêque Paul et ses partisans, et les a fait battre de verges, jusqu'à ce que mort s'ensuive (3).

A l'instigation d'Athanase et des Ariens, l'évêque George a été mis à mort, et son cadavre a été traîné dans la ville, attaché à un chameau. Ses restes ont été brûlés, et les cendres jetées à la mer, de peur que ses partisans n'en fassent des reliques (4).

On a ouvert le ventre aux femmes d'Ascalon et de Jaza, puis on les a fait manger par des cochons (5).

Le corps de Marc Aréthuse, évêque arien

(1) *Ere Nouvelle* du 10 février 1923.

(2) Saint-Augustin, *Epître à Boniface*.

(3) Socrate, *Histoire ecclésiastique*.

(4) *Ibid.*

(5) Sozomène, *Histoire ecclésiastique*.

d'Héliopolis, a été exposé aux abeilles, dont les piqûres ont entraîné une mort effroyable (1)

On a exposé aux bêtes fauves, après leur avoir déchiré le corps à coups de verges, et avec des instruments de supplice armés de dents de fer, l'évêque Pierre, successeur d'Athanas, et ses partisans (2).

Quatre-vingts prêtres consubstantialistes qui avaient demandé à l'Empereur Valens de mettre fin aux persécutions dont ils étaient l'objet de la part des non-consubstantialistes, ont été embarqués sur un vaisseau que l'on a abandonné en pleine mer, après y avoir mis le feu (3).

On me dira que ces atrocités ont été commises à des époques où les mœurs étaient toutes différentes de ce qu'elles sont aujourd'hui. Passons aux temps présents.

D'après Gustave Dupin (4), connu sous le pseudonyme d'Ermenonville, le pasteur Schetter, aumônier de division dans l'armée allemande, a écrit, pendant la dernière guerre, sous le titre *Au nom de Dieu. Jusqu'au bout* :

Ce n'est pas de notre faute, si, dans les œuvres de sang de la victoire, nous devons accomplir l'œuvre de bourreau. On donne au soldat le

(1) *Ibid.*

(2) *La guerre infernale*, page 192. Édité 118, avenue Parmentier, à Paris.

(3) *Ibid.*

(4) Socrate, *Histoire ecclésiastique*.

fer froid. Il doit s'en servir sans timidité. Il doit l'enfoncer dans les côtes de l'ennemi. Tel est son devoir sacré. Dieu a permis cette épreuve pour le bien de l'humanité.

Le pasteur Rauh a écrit dans le *Tag* :

Du moment qu'a éclaté une guerre de francs-tireurs, il est tout à fait faux de châtier seulement ceux qu'on a pris sur le fait. Toute la population civile est responsable.

Si le chef de l'armée interdit le viol des femmes, c'est pour la moralité de ses troupes ; mais la population civile n'y a aucun droit.

Ainsi, pour le pasteur Rauh, le viol des femmes est un genre de représailles que la morale réproouve, mais que la guerre excuse.

*
* *

Il me faudrait plusieurs volumes pour reproduire tous les récits d'atrocités que j'ai lus dans différents ouvrages, et notamment dans ceux que voici :

Barbarie allemande et barbarie universelle (1).

Les livres précités de Georges Demartial et d'Ermenonville.

(1) Livre édité par l'auteur André Lorulot, Coufflans-Sainte-Honorine (Seine-et-Oise).

Un livre d'Augustin Hamon, intitulé : *Psychologie des militaires professionnels* (1).

Un livre plus récent, du même auteur, intitulé *Les leçons de la guerre mondiale* (2).

Je me bornerai à faire quelques extraits des livres dont l'énumération précède.

Je passerai les Allemands sous silence, le fait qu'ils ont commis des atrocités n'étant contesté par personne.

ATROCITÉS FRANÇAISES

En 1674, au cours de la campagne de Turenne, dans le Palatinat, les Français ont commis des atrocités au sujet desquelles, page 108 de son *Histoire de France*, Henri Martin s'exprime comme il suit :

Louvois conseille au roi de détruire de fond en comble les villes qu'on ne pourrait conserver, afin que les postes d'où les troupes du roi se retireraient ne puissent plus servir à personne. Après quelques hésitations, le roi souscrit à cette proposition. L'ordre était monstrueux ; l'exécution fut pire.

En exécution de cet ordre, trois cents villes,

(1) Stock, éditeur, Paris 1904.

(2) Giard et Brière, éditeurs, 16, rue Soufflot, Paris 1916.

bourgs et villages du Palatinat ont été systématiquement détruits par Turenne.

Mêmes atrocités ont été commises par Catinat dans le Piémont, en 1690.

En 1757, après la bataille de Rosbach, le comte de Saint-Germain a écrit :

Je conduis une bande de voleurs et d'assassins, Ils ont pillé, violé, saccagé, et commis toutes les horreurs imaginables.

Pendant cinq ans, de 1808 à 1813, Napoléon a occupé l'Europe qu'il a mise à feu et à sang, fauchant un million d'existences d'hommes, de femmes et d'enfants.

Le 24 juin 1812, la Grande Armée a franchi le Niémen. De Kowno à Moscou, 1,400 kilomètres sur 200 de largeur ont été dévastés. Villes, villages et fermes, tout a été détruit et incendié. La vieille capitale a été la proie des flammes.

Le général comte de Ségur raconte, dans ses *Mémoires*, que, lorsque la colonne impériale approcha de Giast, elle trouva, sur son passage, des cadavres de Russes tués récemment. Ces Russes avaient tous la tête brisée de la même façon; leurs cervelles sanglantes gisaient sur le sol, à côté d'eux. C'étaient des prisonniers que l'on avait assassinés par ordre, parce qu'ils retardaient la marche de la colonne.

On lit, dans les *Mémoires* du général Mar-

mont, que, sous le plus léger prétexte, Davoust faisait pendre les habitants du pays conquis. Aux environs de Vienne et de Presbourg, les arbres des chemins étaient garnis de pendus.

On reconnaît le camp de Davoust, a écrit le général Lamarque, au grand nombre de pendus qui en tapissent les avenues.

L'intendant général Vigo-Roussillon raconte, dans les *Mémoires* de son père, que, à Jaffa, sous le prétexte qu'il fallait ménager les cartouches, Napoléon a fait passer au fil de l'épée six mille prisonniers.

Après la bataille de Wagram, a écrit M. Thiers, ce fut, pendant deux jours, une saoulerie générale dans le camp français. Les récoltes autrichiennes ont été incendiées. C'est pour protester contre ces atrocités que Gustave Hervé, rendant compte de la fête commémorative de Wagram, a écrit qu'il fallait mettre le drapeau français dans le fumier.

Sous le Second Empire, au Mexique et en Chine, le pillage a été autorisé par nos chefs, et, pas plus que sous le premier Empire, les victimes n'ont été indemnisées. Après le pillage du palais d'été de l'empereur de Chine, en 1859, le général Cousin de Montauban, commandant du corps expéditionnaire, a été fait comte de Palikao.

Pendant la guerre des rues, contre la Commune de Paris, j'ai reçu, comme tous les officiers de l'armée de Versailles, l'ordre de

faire fusiller tout fédéré qui serait pris les armes à la main, ou qui serait convaincu de les avoir portées pendant le siège. Je n'ai jamais exécuté cet ordre; mais d'autres l'ont exécuté. La répression a été terrible.

Les Fédérés n'ont pas été moins atroces que les Versaillais. Ils ont fusillé les otages. Ils ont brûlé le corps du commandant de Sigoyer. Ils ont mis le feu aux monuments publics, sous les yeux des Allemands, qui occupaient alors les forts de Paris.

En se massacrant entre eux, les Français ont donné aux Allemands des leçons d'atrocité dont ces derniers ont fait leur profit.

Le 5 juin 1894, d'après une interview de M. Isaac, sénateur de la Guadeloupe, nous avons brûlé à Laminia 412 cases sur 498. Nous avons pris le bétail et les vivres. Nous avons fait 804 prisonniers qui ont été distribués comme esclaves aux gens de l'expédition.

Le Matin du 30 mai 1895 raconte que l'on a brûlé un village, bien que l'administration du lieu ait prévenu l'autorité militaire que la population était pacifique, et qu'elle paierait ce qu'on lui demanderait.

Dans *l'Aurore* du 3 octobre 1889, Clemenceau raconte que tous les villages flambaient sur la route suivie par les capitaines Voulet et Chanoine. On fusillait les hommes; on distribuait les femmes aux tirailleurs.

Dans un livre de M. Harmant, intitulé :

La vérité sur la retraite de Langson (1), on lit que le général de Négrier a donné l'ordre de couper les têtes de six cent quarante cadavres chinois de Kep, et d'en faire une pyramide.

Au Dahomey, d'après le *XIX^e Siècle* du 10 novembre 1892, le colonel Doods a donné l'ordre de fusiller les prisonniers et les blessés qui tomberaient entre nos mains. Une dépêche de l'agence Havas a textuellement dit ce qui suit :

Le colonel Doods ne se propose pas de rester à Abomey, après la prise de la ville. Il la brûlera complètement. En se retirant, il détruira Kana de fond en comble. Il ravagera les villages qui se sont déclarés contre nous, de manière à leur infliger un châtement dont les populations conservent un souvenir durable.

M. Tirman, gouverneur de l'Algérie, a dit au Sénat, que, pour conquérir la Kabylie, nos troupes avaient brûlé les villages, coupé les arbres et ruiné le pays.

Pendant la conquête de l'Algérie, nous avons enfumé une grotte dans laquelle les Arabes s'étaient réfugiés.

Dans un recueil de lettres du Tonkin, paru en 1887, il est dit que tous les Chinois que l'on a rencontrés ont été exécutés séance tenante (1).

(1) Savine, éditeur, 1892, p. 94.

(1) Ollendorff, éditeur, Paris.

En 1861, dit Augustin Hamon, page 43 de son livre de 1904, un commandant a avoué avoir massacré tout ce qu'il a rencontré, de peur de laisser échapper un pirate. Tous les jours, il ornait ses vergues de quelque annamite.

En 1862, les Français ont brûlé tous les villages qui ne se soumettaient pas; ou, plutôt, ils ont brûlé tout, de crainte d'erreur. « Pendez ! pendez toujours ! », disait un commandant. « Que ce soient des innocents ou des coupables, nous atteindrons toujours notre but, qui est la terreur. »

Un officier de marine a dit à son collègue Réveillère, qui l'a répété : « Hier, un pendu m'a cassé deux cordes. Je lui en ai fait étrenner une troisième. Il tournait en la détordant; c'était fort drôle. Il a fini par casser la corde neuve. Mais, comme il n'était pas mort, je l'ai fait assommer ». Puis, s'adressant à son lieutenant, il a ajouté : « Je pars demain en expédition. N'oubliez pas de faire pendre un homme dans chaque village désigné. »

Dans le *Figaro* du 11 novembre 1902, Chincholle a rapporté le récit d'un soldat français qui s'exprimait en ces termes : « On supportait la soif. C'était dur; mais, qu'importe ! Quand on est devant l'ennemi, ce n'est pas pour s'amuser. On se distrait en abattant des Dahoméens. »

En 1914-1918, on a beaucoup reproché aux Allemands leurs bombardements aériens. Ce fut un de nos principaux griefs. Or, d'après Georges Demartial, un bombardement français a fait trois cents victimes à Carlsruhe, le 22 septembre 1915. Dans la même ville, un autre bombardement a couché par terre, le 26 juin 1916, 26 femmes et 154 enfants qui suivaient une procession.

Dans la Revue : *Notre voix* de mars 1921, M. de Maigret raconte que, se trouvant observateur à l'aviation, il a reçu du chef de bataillon Carpentier, de la part du général Boyer, l'ordre de bombarder des villages avec des projectiles chargés de brôme.

Le médecin-major Koechlin affirme que, le 25 septembre 1915, le colonel Petit-Demange a fait réunir et tuer à coups de grenades les prisonniers allemands qui filtraient à travers les vagues d'assaut, et a fait exterminer un poste de secours contenant des blessés, des infirmiers et des médecins allemands.

M. Georges Demartial a entendu un soldat raconter, comme une chose toute naturelle, qu'il avait reçu et exécuté l'ordre de tuer un soldat allemand accusé d'avoir volé une montre. On n'avait pas eu le temps de juger cet Allemand, parce qu'on battait en retraite. Le soldat français l'a assommé à coups de crosse, pour ne pas tirer un coup de fusil dont le bruit aurait pu donner l'éveil.

Page 132 de la *Revue des Deux-Mondes* du 15 mai 1922, Georges Caudy raconte qu'en arrivant dans une tranchée allemande, que les soldats avaient reçu l'ordre de nettoyer, ceux-ci se sont écriés : « Non, non, pas ça ! Des grenades incendiaires ! Il faut les brûler vivants ! »

Il raconte encore qu'il a appuyé le canon de son revolver sur la tempe d'un soldat allemand blessé, pour obtenir qu'il lui dise par quels moyens les Allemands demandaient l'allongement du tir de l'artillerie. Qu'aurait dit la *Revue des Deux-Mondes* si ces atrocités avaient été commises par des Allemands ?

Le 14 décembre 1914, on a pu lire dans la *Liberté* :

Je me mis à appeler doucement : « Schwartz ! Schwartz ! » J'eus un frisson de joie en voyant l'imbécile déposer son fusil et s'avancer tranquillement. Je lui fais signe de la main gauche : « Baisse-toi ». Il se baisse sans défiance. En moins de temps qu'il n'en faut pour le dire, j'avais le temps de viser sa tête, je lui collai sur la tempe un formidable coup de crosse de revolver. Il ne poussa pas un cri et tomba gentiment dans mes bras. Je lui en sers encore deux ou trois pareils, pour l'empêcher de revenir à lui.

Le 12 août 1916, on a lu dans l'*Illustration* (page 148, colonne 1) :

Tuer du Boche, battre le Boche, nettoyer la tranchée à la grenade, au couteau, au revolver, cela vaut la peine de mourir. L'idéal national rayonne dans les âmes.

Le 18 mai 1917, on a lu dans le *Journal* :

La physionomie du narrateur s'éclaira, à ce moment, d'une joie farouche, qui la rendait splendide. Il répéta : « C'était une boucherie ! »

Le 15 janvier 1915, Henri Lavedan a écrit dans *l'Intransigeant* :

Honneur à Rosalie. Elle arrive sur le tas : elle plonge à fond dans le tambour des poitrines ; dans la peau d'âne qu'elle crève, ainsi qu'une outre humaine.

Page 12 de son livre : *Barbarie universelle*, André Lorulot raconte que, le 25 septembre 1914, les Français ayant dû évacuer Orchies, ont trouvé dans une ambulance de la ville vingt blessés allemands victimes de mutilations horribles. On leur avait coupé le nez et les oreilles, puis on les avait étouffés en leur introduisant de la sciure de bois dans la bouche et dans les narines.

Je trouve encore dans le livre de Lorulot que, pour obtenir des renseignements d'un officier allemand prisonnier, un général français a

menacé ce prisonnier de le faire fusiller si, dans les cinq minutes, il n'avait pas répondu aux douze questions qu'on allait lui poser. La chose a été racontée par M. Lemerrier, doyen honoraire de la Faculté des Lettres de Caen, à Maurice Barrès, qui l'a publiée, le 1^{er} septembre 1914, dans *l'Echo de Paris*.

Lorulot ne nie pas que les Allemands aient commis des atrocités du même genre, mais il cite des cas dans lesquels ils ont traité avec beaucoup d'égards des prisonniers français; ce qui prouve que tous les peuples se valent. Il y a partout des bons et des méchants.

Le 28 septembre 1915, le 21^e régiment d'infanterie, attaquait l'ennemi, sur les pentes de Vimy, à l'est de Souchez (Pas-de-Calais). Pour encourager cette attaque qui devait être très meurtrière, le général de division Martin de Bouillon avait dit à la troupe, en présence du capitaine de réserve Gouttenoire de Toury, de qui je le tiens :

« Pas de prisonniers ! Vous allez arriver sur le Rhin. Là, vous trouverez bon vin et jolies filles. »

Après la guerre, Gouttenoire de Toury a rendu compte de cet incident dans plusieurs journaux. A ce moment, le gouvernement français demandait des poursuites contre le général allemand Stenger, qui avait fait fusiller des prisonniers français. Gouttenoire a sommé en vain le gouvernement de pour-

suivre le général de Bouillon, ou de le poursuivre, lui, Gouttenoire, comme diffamateur.

J'ai entre les mains un journal allemand contenant un article intitulé : *Liste des crimes de guerre, dressée d'après des documents officiels, dans les camps de passage des prisonniers allemands*. Cette liste donne le détail de cruautés commises par 400 militaires français dont elle indique les noms.

Cette liste est trop longue pour que je la reproduise entièrement. Voici trois exemples pris au hasard. J'y remplace les noms propres par des initiales.

X., capitaine au camp de Vertus, a tué d'un coup de revolver le soldat Kochmann, qui avait essayé de s'évader.

Y., lieutenant commandant le détachement de Kangla-Sidi, Naki (Afrique du Nord), battait les prisonniers avec une canne, n'épargnant même pas les malades. Les hommes punis devaient faire leur punition au fond d'un trou profond de deux mètres, à ciel ouvert, sans couverture, par tous les temps.

Z., sergent au camp de Monistrol-sur-Allier, a frappé avec la crosse de son revolver le soldat Kubov, qui avait tenté de s'évader. Le soldat est tombé par terre. Lorsqu'il a essayé de se relever, le sergent l'a abattu d'un coup de revolver.

ATROCITÉS BELGES

On a raconté, au début de la guerre, que les Allemands avaient coupé les mains à de nombreux enfants belges; mais on ne l'a jamais prouvé. Le 16 juillet 1901, au contraire, le député Lorand a déclaré à la Chambre qu'on avait, au Congo, coupé les mains à 300 indigènes qui ne mettaient pas assez d'empressement à récolter le caoutchouc.

La pratique de cette cruauté a été confirmée par le député Vandervelde et par le journal *l'Express* du 10 juillet 1903.

Dans *le Matin* du 21 mai 1892, il est dit que le commandant d'une expédition au Congo belge a fait fusiller 1,800 prisonniers.

Le *Bulletin officiel de l'Etat du Congo* signale, dans les numéros 3, 4 et 5 de la première année, qu'en 1893, il a été importé dans cet État 1,400,000 litres d'eau-de-vie.

A ce sujet, Clemenceau a écrit dans *la Justice* du 27 février 1895 :

Et c'est en ton nom, ô Christ ! que triomphent les marchands de poison et les tortureurs qui tuent l'homme que tu voulais sauver.

ATROCITÉS ANGLAISES

En 1812, écrit Georges Demartial, dans le chapitre premier de son livre, les Anglais

sont en guerre avec les États-Unis d'Amérique qui, trente-six ans auparavant, étaient une de leurs colonies. Avec l'aide des Peaux-Rouges, leurs anciens ennemis, ils mettent, sans nécessité, le feu à Washington.

En 1900, au Natal, ils détruisent toutes les fermes. Ils font périr 26,663 femmes et enfants. Dans les camps de concentration, la mortalité est de 57 %. En rentrant du Natal, Lord Roberts reçoit une récompense nationale de deux millions.

Une Commission américaine comprenant cinq gouverneurs d'État, onze sénateurs, treize membres de la Chambre des représentants, les maires de quinze grandes villes, vingt évêques catholiques ou protestants, a déclaré « l'armée britannique coupable de s'être livrée, en Irlande, à des excès qui peuvent être comparés à ceux de l'armée allemande en Belgique ». Des hommes furent trainés derrière une automobile. La torture fut appliquée à des prisonniers, pour leur arracher des renseignements. On a grillé un homme dans une cheminée.

Dans un rapport écrit, le général anglais Crozier a déclaré que l'autorité britannique avait fait dévaliser un bureau de poste et assassiner les employés par ses policiers, puis organisé de faux témoignages, pour mettre ces pillages et ces assassinats à la charge des Sinn-Feiners.

Lady Bonham Carter, fille de M. Asquith, ancien chef du gouvernement anglais, a dit dans le *Sunday Express* que ce qu'elle avait vu « devait faire venir le rouge au front de tout Anglais ».

Dans l'Hindoustan, les Anglais ont massacré plusieurs millions d'indigènes.

Dans *l'Introduction à la science sociale*, Herbert Spencer a dit qu'après avoir fusillé en masse un groupe de cipayes, les Anglais avaient mis le feu au tas de cadavres, parce que quelques victimes respiraient encore.

Il a dit, qu'à la Jamaïque, on avait procédé à la destruction en grand des habitations, en brûlant les unes et en démolissant les autres à coups de canon.

Dans la *Société Nouvelle* de 1893, Élisée Reclus a écrit ce qui suit :

Le dimanche, les jeunes sportsmen couraient le nègre, accompagnés de chiens et de forçats. On abattait un ou deux enfants. Les chiens étaient dressés à manger de ce gibier.

On gratifiait en outre l'indigène de pain contenant de l'arsenic ou de la mort aux rats. Pour se débarrasser des riverains du Hunter, on a eu recours au sublimé corrosif, et près de Bathurst, à des barils de farine empoisonnée.

ATROCITÉS RUSSES

Dans le *Journal* du 19 janvier 1905, Ludovic Naudeau a raconté que, plus de cent fois, il

avait vu les soldats russes forcer les maisons à coups de canon, et terroriser les Chinois, pour leur extorquer de l'argent.

Les correspondants de *la Chronique belge*, du *Matin* et du *Standard* anglais ont rapporté qu'à Blagoustebensk, les Russes avaient poussé dans le fleuve Amour 5.000 Chinois, population paisible comprenant des hommes, des femmes et des enfants. Sur plusieurs milles, le fleuve était jonché de cadavres, qu'il a fallu incinérer, de crainte de la peste.

A Tien-tsin, a écrit M^{me} Drew, femme du commissaire anglais des douanes, qui a assisté au spectacle, les Russes embrochaient les enfants sur leurs baïonnettes, puis les jetaient en l'air, pour les rattraper de nouveau.

Dans la *Revue philosophique* de février 1905, Charles Richet a raconté que les Russes s'amusaient à attacher ensemble des Chinois, deux par deux, par leurs longues tresses, et à les jeter ainsi dans le fleuve Amour, pour assister au spectacle d'une pittoresque noyade.

Sur les 6,000 Chinois qui habitaient Blagovestschensk, il n'en survécut que 54. Les autres, y compris les vieillards, les femmes et les enfants, ont été précipités dans le fleuve. Ceux qui parvenaient à regagner la rive étaient repoussés à coups de baïonnette.

On a massacré de même 2,000 hommes à Marxo, et autant à Rabo.

M. Alexandre Estruge, qui a accompagné

le président Félix Faure dans son voyage en Russie, a envoyé au journal *le Slow*, de Saint-Pétersbourg, une lettre que *l'Humanité* a reproduite le 5 juin 1916, et dans laquelle il dit avoir vu conduire au peloton d'exécution, escortés d'un peloton de dragons, un garçon de treize ans et une fillette du même âge accusés de crimes politiques !

Les paysans, devant procéder à l'élection de leur bureau communal, ont vu arriver cinquante cosaques et soixante artilleurs armés de mitrailleuses, qui ont soumis à la flagellation dix-huit personnes, dont l'une est morte après avoir reçu deux cent cinquante coups de bâton. Pendant l'exécution, le commissaire de police criait : « Voilà vos élections ! Voilà vos députés ! »

Ces exemples ont été pris au hasard, dans le livre de Lorulot qui consacre aux atrocités russes un chapitre de quarante pages.

ATROCITÉS ITALIENNES, ESPAGNOLES ET PORTUGAISES

D'après le *Westminster Gazette*, les Italiens ont massacré à Tripoli 4,000 Arabes, dont 400 femmes et enfants. Tripoli, écrit Georges Demartial, a été surnommé : « La ville rouge ».

A Massouha, ont dit les journaux français de mars et de novembre 1891, 800 Abyssins ont été assassinés par le lieutenant Livraghi.

Le général Baldissera l'a avoué devant le tribunal qui a acquitté le lieutenant. Le général Osero a déclaré que ce n'était là que l'application de la loi militaire, en temps de guerre.

Voici, d'après Gaston Donnet, qui l'a écrit dans *le Temps* du 23 mai 1903, comment les Portugais ont colonisé l'Amérique du Sud :

Si les habitants recevaient les Portugais en amis, on les mettait à la torture, pour les forcer à dire où se trouvaient leurs trésors.

Si, au contraire, les habitants abandonnaient leurs maisons, les Portugais y mettaient le feu, « pour s'amuser », puis ils traquaient les fugitifs, à l'aide de chiens dressés à cet effet. Quand ils les avaient découverts, ils les empalaient ou les brûlaient vifs.

Quelquefois, en chemin, nos hidalgos remplaçaient leurs montures par des hommes. Quand l'un de ces pauvres diables tombait de fatigue, ils lui coupaient la tête, pour n'avoir pas la peine d'ouvrir le cadenas qui fermait son carcan.

Les descendants des Portugais, écrit Lorulot, au livre duquel j'ai emprunté la citation qui précède, ont continué au Brésil ces belles traditions.

Passons à l'Espagne, continue Lorulot; mais soyons déterminés à la concision. Il y aurait trop à dire. L'Espagne, c'est le Pérou ravagé; c'est le Mexique ensanglanté; c'est Cuba.

Dans *l'Intransigeant* du 6 juillet 1907, Henri Rochefort raconte le supplice infligé à un habitant dont les orteils ont été dépouillés de leurs ongles, et dont les parties génitales ont été tordues au moyen d'un appareil spécial jusqu'à ce que le malheureux avoue ce qu'on voulait lui faire déclarer.

L'Illustration du 20 décembre 1924 contient un dessin qui représente les troupes espagnoles, au Maroc, incendiant, pendant leur retraite, les maisons des indigènes, dans le voisinage de l'Oued Martin.

ATROCITÉS BULGARES

Les renseignements qui vont suivre sur les atrocités bulgares, serbes, grecques et turques, sont extraits d'un volume de cinq cents pages, intitulé : *Dotation Carnegie pour la paix internationale. Enquête dans les Balkans. Rapport de la Commission* (1).

Voici, pris au hasard, quelques renseignements fournis, sur les atrocités bulgares, par le prêtre catholique Gustave Michel, supérieur de la mission de Kukush, en 1912 :

Une bande bulgare enferma les hommes dans la mosquée et rassembla les femmes autour de l'édifice, pour les contraindre à assister à ce

(1) Crès, éditeur, 116, boulevard Saint-Germain, Paris, 1914.

spectacle. Puis les comitadjis lancèrent trois obus sur la mosquée, qui ne s'enflamma pas. Alors, ils y mirent le feu, et tous ceux qui s'y trouvaient furent brûlés vivants. Ceux qui essayèrent de se sauver furent fusillés par les comitadjis postés autour de la mosquée. J'ai trouvé après coup des têtes humaines, des bras et des jambes à demi brûlés gisant dans les rues.

A Planitza, la bande commit des atrocités pires encore. On commença par conduire les hommes dans la mosquée, pour les y brûler vivants : puis, on brûla les femmes, à leur tour, dans le square public.

A Rvaonova, un certain nombre d'hommes et de femmes furent massacrés. Les Bulgares remplirent un puits de leurs cadavres.

A Kukush, les musulmans furent massacrés par la population bulgare ; leur mosquée fut détruite. Les soldats turcs qui s'enfuyaient désarmés furent fusillés.

Ali-Riza Effendi, de Kukush, raconte qu'après la prise de Salonique, des soldats turcs désarmés passèrent par Kukush, par groupes de 2 à 300 hommes, en s'en retournant chez eux. Les bandes bulgares les firent prisonniers et les massacrèrent, au nombre d'environ 2,000. Le témoin a vu personnellement un comitadji bulgare couper à un homme deux doigts de la main, et le forcer à boire son sang mêlé à du raki.

Le chef de bande Douchef brûla trois villages turcs en un jour, en tout 345 maisons. Il enferma les hommes dans les mosquées et les brûla vivants. Les femmes furent enfermées dans les granges, et violées.

Voici quelques extraits d'un rapport que le *Daily Telegraph* a publié le 20 août 1913 sur les atrocités bulgares en Thrace et particulièrement à Andrinople.

Je ne parlerai pas du traitement atroce infligé aux 15,000 prisonniers et aux 5,000 civils turcs, parqués comme des bêtes dans l'île du Sérail, où ils moururent de faim et de froid, sous la pluie, n'ayant à manger que des écorces d'arbres et les semelles de leurs souliers. Il en mourait des centaines par jour, de sorte qu'il n'en est resté qu'une dizaine de mille avant le départ pour la Bulgarie. Ceci est bien connu.

Je parlerai seulement de faits inédits jusqu'à présent.

Un des assassinats les plus révoltants est celui commis par un soldat bulgare, en pleine rue, le premier jour de l'occupation, sur la personne d'un officier turc prisonnier. Ce vieillard, épuisé par les privations et les fatigues du siège, n'avait plus la force de marcher. Le soldat l'a forcé, à coups de crosse de fusil, à avancer. Un israélite nommé Salomon Behmi ayant prié le soldat d'avoir pitié de ce vieillard, le soldat tua l'un et l'autre à coups de baïonnette.

Encore plus révoltant est le récit de dix soldats turcs actuellement en traitement à l'hôpital du Croissant rouge égyptien.

En évacuant Andrinople, les Bulgares envoyèrent à Mustapha-Pacha, sous escorte, 200 Turcs prisonniers. Tous les malades et blessés qui n'avaient pas la force de marcher furent tués en route. La colonne fut ensuite partagée en trois groupes. Le groupe comprenant les dix hommes précités était composé de 60 hommes. A un moment donné, les Bulgares leur déclarent qu'ils sont libres. A peine les malheureux ont-ils fait une dizaine de pas que, sur l'ordre de leurs officiers, les Bulgares ouvrent le feu. Tous tombent ; 50 sont tués ; 10 simulent la mort, et, après le départ de leurs bourreaux, se réfugient dans la forêt, où ils restent quatre jours sans nourriture.

Le 7 juillet, les Bulgares mirent le feu au dépôt de provisions de la gare de Karagatch. Des Grecs affamés ayant emporté quelques sacs de farine, les Bulgares en arrêtaient 45, les lièrent quatre par quatre, et les jetèrent dans la Maritza, tirant sur ceux qui voulaient se sauver. Un seul d'entre eux, nommé Panteleimos, réussit à s'échapper en plongeant et en simulant la mort.

Ce que les femmes d'Andrinople ont supporté dépasse tout ce qu'on peut imaginer. On violait Grecques, Juives, même Arméniennes, malgré l'attachement de ces dernières à la cause bulgare.

Ni rang social, ni âge n'étaient respectés. Parmi les personnes violées, il y a aussi bien des petites filles que des personnes très âgées. Parmi les filles, il y en a beaucoup qui sont actuellement enceintes.

Le mufti d'Andrinople, Hamed-Noury, vieillard respectable, a raconté ce qui suit :

A la suite des menaces faites par les Bulgares de détruire la ville et d'exterminer la population, beaucoup de personnes se réfugièrent chez moi. Vis-à-vis de ma maison, habitait, avec ses deux jeunes filles, la femme d'un major turc, prisonnier en Bulgarie. Une heure après le coucher du soleil, on entendit partir de cette maison des cris suppliants : « Prenez tout ce que vous voudrez, mais ne touchez pas à mes filles ». J'envoyai au secours de ces femmes des soldats bulgares que l'autorité militaire m'avait donnés pour garder ma maison. Un de ces soldats revint me dire que les Bulgares violaient les trois femmes, et qu'on l'avait menacé, s'il protestait, de le tuer. Quand les soldats bulgares se retirèrent, la mère et les deux filles étaient sans connaissance.

Le même jour, quatre officiers bulgares se sont introduits dans la maison du riche israélite Salomon ben Bassat. Les femmes et les jeunes filles réussirent à s'enfuir dans les maisons voisines, en franchissant un mur. Mais, au

premier étage, restèrent les enfants. Une servante, âgée de dix-huit ans, envoyée pour les chercher, fut violée à deux reprises par chaque officier. A la fin, pour se sauver, elle déclara qu'à l'étage supérieur se trouvait la fille, très belle, du propriétaire. Les officiers étant montés, la jeune fille s'enfuit, laissant derrière elle des traces ensanglantées. Elle est encore à l'hôpital.

ATROCITÉS GRECQUES

Le rapport de la commission d'enquête sur les atrocités commises dans les Balkans donne le détail des villages que les Grecs ont incendiés dans quinze districts de la Macédoine, pendant leur marche vers le Nord, en 1913. Le total de ces destructions s'élève à 70 villages comprenant 9.370 maisons.

Le même rapport donne les noms de cent quatre-vingts musulmans qui ont été massacrés dans d'autres villages, et il reproduit la déclaration d'une honorable veuve citant les noms de jeunes filles que les soldats grecs ont violées sous ses yeux. Le plus souvent, dit cette veuve, trois soldats violaient successivement la même fille.

Le chef de la troupe grecque, nommé Démosthène, a lui-même commis plusieurs viols.

ATROCITÉS SERBES

Le 7 juillet 1913, d'après le témoignage de Géorghî Varnavaliéc, directeur de l'École bulgare de Kavadartsi, près de Tikvesh, les Serbes ont systématiquement incendié tous les villages bulgares du voisinage. Les paysans de ces villages se portèrent vers la ville, où ils racontèrent les faits de pillage et de massacre dont ils avaient été témoins.

Après la conclusion de la paix, le lieutenant Fisher visita le district occupé par les Serbes pendant la seconde guerre. Il y trouva détruits par l'incendie plusieurs villages qu'il connaissait bien. Dans l'un d'eux, un enfant avait été brûlé vif, et quatre femmes étaient mortes à la suite de viols. Dans tous ces villages, les habitants mouraient de faim, les Serbes ayant tout emporté, vêtements, récoltes et argent.

ATROCITÉS TURQUES

Les massacres des Arméniens par les Turcs sont trop connus pour que j'aie besoin de m'étendre sur ce sujet. Le rapport de la Commission d'enquête fait, en particulier, un récit très détaillé de la destruction de Malgara. La population arménienne passa toute la nuit en plein air. Huit jours après la catastrophe, les ruines fumaient encore. Les Arméniens n'osaient pas s'en approcher; mais les Musul-

mans fouillaient les décombres, d'où ils retiraient, pour s'en emparer, des objets appartenant aux Arméniens.

Trois cents maisons ont été brûlées. Les pertes matérielles s'élèvent à 80,000 livres turques.

COMMENTAIRES FRANÇAIS

J'arrête là mes citations. J'en ai assez dit pour montrer que les Allemands n'ont pas le monopole des atrocités.

Quoi qu'il en soit, le 20 août 1922, dans le discours qu'il a prononcé à Triaucourt, M. Raymond Poincaré a dit :

Les Allemands se sont rendus coupables de cruautés dont la suppression avait été décidée, avant la guerre, dans des réunions tenues par les représentants des peuples civilisés.

Dans son livre intitulé : *Les crimes allemands d'après les témoignages allemands*, livre qui fait partie de la collection des brochures de propagande de guerre éditées par la Sorbonne, M. Joseph Bédier, professeur au Collège de France, a écrit :

Les Allemands ont fait la guerre, comme ne l'ont jamais faite les soldats de Marceau, ni jamais ne la feront les soldats de Joffre, comme

ne l'a jamais faite, et ne la fera jamais la France, mère des arts et des lois.

Dans sa brochure intitulée : *Doctrines et pratique de la guerre allemande*, Ernest Lavisse a écrit :

Aucun de nos écrivains, aucun n'a enseigné la doctrine de la guerre atroce.

Cette affirmation est absolument inexacte.

Dans son livre : *Etudes sur la guerre* (1), le lieutenant-colonel Montaigne a écrit :

Il faut terrifier ! Pour terrifier, il faut détruire ! La guerre est œuvre de passion extrême, de haine et de férocité. Elle veut être faite par un cœur dur, exaspéré, impitoyable.

Le but immédiat du combat, ce n'est pas la victoire, c'est tuer, et l'on ne marche que pour tuer, et l'on ne saute à la gorge de l'ennemi que pour tuer, et l'on tue jusqu'à ce qu'il ne reste plus rien à tuer.

La passion de haine ardente et féroce, la soif de sang, la volonté d'anéantissement doivent inspirer tous les gestes et tous les actes de la guerre.

Dans un article que la revue *Je Sais tout* a publié le 15 août 1912, M. André Tardieu a écrit qu'il ne voulait pas entendre parler de

(1) Éditeur : Berger-Levrault. Paris 1911 ; pages 342 et 343.

restrictions à la guerre aérienne, pas plus qu'à la guerre sous-marine. Il a prophétisé la destruction des églises et des monuments publics.

Le Progrès Civique du 29 janvier 1921 cite un passage des leçons professées à l'École Supérieure de Guerre, invitant les officiers à porter au cœur du pays ennemi une action terrifiante, sans aucune pensée de sensiblerie.

Nos voisins d'outre-Manche n'ont pas été moins catégoriques.

Dans le journal anglais : *Review of Reviews*, dit Georges Demartial, on lit le passage suivant d'une déclaration de Lord Fisher, ancien premier lord de l'Amirauté anglaise :

Humaniser la guerre, c'est vouloir humaniser l'enfer. Si je commande quand la guerre éclatera, voici quels seront mes ordres :

L'essence de la guerre est la violence. La modération est une stupidité. Frappez les premiers. Frappez fort. Frappez n'importe où.

Si vous faites savoir urbi et orbi que vous êtes bien décidés à entrer dans le ventre de l'ennemi, à taper dessus quand il sera par terre, à faire cuire ses prisonniers dans l'huile, à torturer les femmes et les enfants, alors on se tiendra prudemment loin de vous.

Pendant la guerre de Sécession, un général nordiste déclarait, en ravageant les territoires

sudistes, qu'il ne laisserait aux habitants que leurs yeux pour pleurer.

Dans un livre intitulé : *Futur peace of Anglo-Saxon*, livre précédé d'une préface élogieuse du maréchal Roberts, le major Murray a écrit, en 1910 :

La pire des erreurs, à la guerre, est un esprit mal compris de générosité.

Statuant sur les atrocités de la guerre d'Irlande, dit encore Georges Demartial, le Banc du Roi (Cour Suprême d'Angleterre) a jugé, qu'en état de guerre, l'autorité militaire « agit à sa guise, et dispose de la vie et des biens selon ce qui est estimé nécessaire ».

C'est donc à tort que M. Raymond Poincaré a opposé la férocité allemande aux tendances humanitaires manifestées, avant la guerre, par les représentants des peuples civilisés. Dans son livre, Georges Demartial rappelle que :

A la première Conférence de La Haye, l'Allemagne a voté pour la suppression des bombardements aériens, et l'Angleterre contre.

A la deuxième conférence, c'est la France qui a voté contre cette proposition.

Le 21 février 1915, le président Wilson ayant demandé simultanément, à l'Angleterre de permettre l'envoi de vivres à la population civile allemande, et à l'Allemagne de s'abstenir de torpiller les navires de commerce, l'Allemagne a accepté et l'Angleterre a refusé.

Il est moins atroce, d'ailleurs, de mettre à mort l'équipage d'un navire de commerce qui porte des vivres ou des armes à l'ennemi, que d'affamer par le blocus une population entière, que de priver de lait des nourrissons.

Loin d'avoir fait de l'inhumanité une règle ainsi que M. Poincaré l'a déclaré à Triaucourt, les Allemands ont rédigé, en 1902, sous le titre : *Kriegsbrauch in Landskriege*, ce qui veut dire : *Les usages de la guerre terrestre*, un code dans lequel ils cherchent à définir les cruautés permises et celles qui ne le sont pas. Dans ce code, dit Georges Demartial, page 17 de son livre, tout en mettant l'officier en garde contre le danger que présenterait, en temps de guerre, l'exagération des idées humanitaires, ils reconnaissent que des considérations de morale et le droit des gens doivent limiter l'emploi des moyens violents.

Sans doute, Bismarck a dit :

Il faut rendre la guerre si terrible aux populations civiles, qu'elles supplient elles-mêmes en faveur de la paix.

Sans doute encore, Clausewitz a dit :

On ne saurait introduire dans la philosophie de la guerre un principe de modération, sans commettre une absurdité.

Mais que sont ces paroles à côté de celles, violentes, haineuses et sanguinaires du lieute-

nant-colonel Montaigne, à côté de celles de lord Fisher et du général nordiste américain?

Les Allemands ont cherché, beaucoup plus que les Français, à distinguer les cruautés utiles de celles qui ne le sont pas. Ils ont pu se tromper dans leurs appréciations; mais, ils étaient de bonne foi. Ce ne fut pas le cas de certains Français, dont j'ai cité plus haut les atrocités.

Dans le *Berliner Tageblatt* du 1^{er} octobre 1920, le général allemand comte de Montgelas a fait une analyse détaillée d'un livre que sous le titre : *La vérité sur les crimes de guerre allemands*, a publié le major von Stulpnaguel. Ce livre fait l'énumération des crimes commis par les Français, pendant les hostilités et, plus tard, dans les territoires occupés.

UNE LETTRE ATTRIBUÉE AU KAISER

Les journaux français ont tous publié, au commencement de la guerre de 1914, une lettre que le Kaiser aurait adressée à l'empereur d'Autriche, lettre qui était ainsi conçue :

Mon âme se déchire ; mais il faut tout mettre à feu et à sang, égorger hommes et enfants, femmes et vieillards, ne laisser debout ni un arbre ni une maison.

Avec ces procédés de terreur, seuls capables de frapper un peuple aussi dégénéré que le peuple

français, la guerre finira avant deux mois ; tandis que si j'ai des égards humanitaires, elle peut se prolonger pendant des années.

Malgré ma répugnance, j'ai donc dû choisir le premier système qui épargnera beaucoup de sang, bien que les apparences puissent faire croire le contraire.

Le texte de cette lettre, dit Georges Demartial, a été emprunté au n^o 138 du *Bulletin de l'Œuvre des Ecoles d'Orient*, dirigé par Mgr Charmeton, et au livre de M. Mérignhac intitulé : *Les sanctions aux infractions des droits des gens* ; mais ni Mgr Charmeton, ni M. Mérignhac n'ont dit où ils avaient trouvé ladite lettre.

Dans une communication adressée le 22 novembre 1922 au *Berliner Tageblatt*, le général de division en retraite comte de Montgelas, de l'armée allemande, soutient que cette lettre est apocryphe, aucun journal, dit-il, n'ayant pu en reproduire le fac-similé.

Le général de Montgelas, d'origine française, s'est fait, en Allemagne, le champion des idées démocratiques et pacifistes ; si bien que le gouvernement socialiste de Kurt Eisner l'a associé au socialiste indépendant Kausky et au professeur Walter Schuking, pour rédiger le dossier diplomatique des origines de la guerre. L'affirmation de cet officier général mérite donc d'être prise en considération.

Il semble cependant que, si la lettre avait

été écrite par un Français, ce dernier n'aurait pas dit que le peuple français était un peuple dégénéré. Le doute est donc permis.

Quoi qu'il en soit, M. Larnaude, professeur de droit public à la Faculté de Droit de Paris, et M. de la Pradelle, professeur de droit des gens à la même Faculté, ont fait état de cette lettre, dans le rapport qu'ils ont fourni à la conférence de la paix, rapport concluant à la légitimité des poursuites contre Guillaume II.

Le Kaiser peut dormir tranquille. Si on le poursuivait pour les déclarations contenues dans cette lettre, il faudrait poursuivre les auteurs des déclarations, autrement atroces, que j'ai citées plus haut: le lieutenant-colonel Montaigne, M. André Tardieu, Lord Fisher et le major Murray.

Eh bien! dussé-je m'entendre traiter de Boche, je soutiens que, dans la lettre du Kaiser, authentique ou non, il y a quelque chose de vrai. Mais, il y a des erreurs aussi.

Certaines cruautés, en effet, — on le verra plus loin, — terrorisent l'ennemi, au point de le faire renoncer à la lutte. D'autres le surexcitent au contraire; elles lui inspirent des sentiments de vengeance qui contribuent à prolonger la guerre, au lieu de l'abréger. En confondant les unes et les autres, le Kaiser a manqué de psychologie, s'il est l'auteur de la lettre incriminée.

LA PSYCHOLOGIE DES ATROCITÉS

Les atrocités sont aussi anciennes que la guerre. Elles sont inséparables de la guerre, dont elles résultent inévitablement. Il faut supprimer la guerre, si l'on veut supprimer les atrocités.

Dans le combat antique, on marchait à l'ennemi en formation serrée, sur plusieurs rangs. Le premier rang, seul, portait des coups. Les rangs suivants fournissaient les hommes chargés de remplacer ceux qui tombaient au premier rang.

Parfois, la franchise de l'allure suffisait à mettre en déroute un ennemi moins résolu. Le plus souvent, il y avait choc. Mais, de même que, dans le duel d'aujourd'hui, il est rare que les épées soient franchement croisées, de même, dans le combat antique, les guerriers, face à face, étaient plus préoccupés de se garer des coups que d'en porter.

En somme, les coups portés étaient rares. Mais si, à un moment donné, l'équilibre se rompait, soit qu'un des deux partis reçût plus de coups que l'autre, soit que la terreur y fût plus grande; si les hommes du deuxième rang hésitaient à remplacer ceux du premier; si l'un d'eux faisait demi-tour, il était bien vite imité, et alors commençait le carnage. La troupe qui avait l'avantage frappait l'autre dans le dos.

Est-il rien de plus atroce que de frapper un adversaire dans le dos? Cette phase de la lutte était pourtant réglementaire. Chez les Latins, le combat proprement dit s'appelait *proelium*; le massacre s'appelait *coedes*.

Jusqu'au moment du massacre, la lutte avait quelque chose de noble. Comme dans le duel d'aujourd'hui, les deux adversaires étaient également exposés. C'est à partir du moment où l'ennemi avait le dos tourné que le combat devenait cruel.

Cette cruauté était nécessaire. Sans le *coedes*, en effet, l'ennemi se serait retourné, et le *proelium* aurait recommencé. Le *coedes* abrégait donc la guerre.

Mais, ne nous faisons pas d'illusion. Ce n'était pas pour abrégier la guerre, ce n'était pas dans un but humanitaire que le guerrier antique frappait son adversaire dans le dos; c'était pour éviter d'être frappé lui-même, si l'adversaire se retournait. Le guerrier antique tuait pour ne pas être tué.

Dans le combat moderne, comme dans le combat antique, les cruautés commencent au moment de la poursuite. Le parti battu se retire généralement en désordre. Les unités se mélangent. Les chefs ne sont plus obéis. Leurs commandements ne sont même plus entendus. La troupe est devenue une foule.

Le rôle du poursuivant est de conserver le

contact de l'ennemi en fuite, d'empêcher la foule de redevenir troupe, et d'y entretenir la terreur qui la rend pour longtemps, si ce n'est pour toujours, incapable de reprendre la lutte.

Dans cette phase du combat, le rôle de la cavalerie et celui de l'artillerie sont particulièrement cruels. L'artillerie canonne les fuyards. Si ces derniers s'arrêtent pour se garer des coups qu'on leur envoie, la cavalerie les dépasse, les cerne, et les achève à coups de sabre. L'une et l'autre frappent sans recevoir un seul coup. Ce n'est plus le noble combat de deux escadrons qui se chargent mutuellement. Ce n'est plus le combat d'un escadron qui charge une troupe d'infanterie armée de fusils. Ce n'est plus la lutte de deux artilleries dont les canonniers sont également exposés. C'est l'acharnement du fort contre le faible. C'est ce que les règlements militaires appellent « l'achèvement ».

La poursuite est l'acte de la bataille dont la réussite a le plus d'influence sur l'issue d'une campagne. Aussi l'achèvement d'une armée est-il considéré comme un acte glorieux. L'achèvement d'un blessé est considéré, au contraire, comme une atrocité. Pourquoi cette différence? Parce que l'achèvement d'une armée abrège la guerre, tandis que l'achèvement d'un blessé ne sert à rien. C'est une cruauté inutile, donc une atrocité.

A Austerlitz, les Russes en fuite ont traversé un étang gelé, dont Napoléon a fait briser la glace à coups de canon, noyant ainsi deux mille soldats.

Le général Marbot raconte, dans ses *Mémoires*, que, le même jour, Napoléon a traité de « sauvage » un cavalier africain de sa garde, qui s'excusait de n'avoir pu, dans la poursuite, atteindre le grand-duc Constantin, dont il aurait été désireux de rapporter la tête.

Ainsi, Napoléon trouvait qu'il eût été atroce de décapiter un grand-duc, mais qu'il ne l'était pas de noyer deux mille soldats. Cet avis est fort discutable.

Le but de la poursuite est, comme je l'ai dit plus haut, de terroriser l'armée battue, au point de lui enlever toute envie de reprendre la lutte. Or, la lutte ne peut être reprise que par les réserves maintenues en arrière. C'est donc sur les réserves qu'il faut agir principalement.

A ce sujet, dans son livre : *Réflexions sur l'art de la guerre*, le général Serrigny a écrit :

La crise de défiance commence toujours par ceux qui ne se battent pas. Elle augmente, lorsqu'on s'éloigne du champ de bataille. Au lieu de voir la situation telle qu'elle est, l'arrière forme son opinion d'après les racontars des blessés et des fuyards, qui dénaturent les faits, suivant leur état d'âme. Plus on s'écarte du

champ de bataille, plus les faits sont déformés, plus les mauvaises nouvelles sont amplifiées, par suite de leur passage dans de multiples bouches ; plus aussi, la peur s'accroît.

Déjà, dans son livre : *Les leçons du 16 août 1870*, le général Cardot avait écrit :

Les soldats ennemis qui nous procurent la victoire, ce ne sont pas ceux qui restent sur le carreau ; ce sont ceux qui s'en vont. et qui, ayant bel et bien bras et jambes, renoncent à vaincre parce qu'ils sont démoralisés.

Bref. ce sont les fuyards ennemis qui nous procurent la victoire. Mieux valent donc 90 % de fuyards et 10 % de morts, que 90 % de morts et 10 % de fuyards.

En conséquence, on se demande si Napoléon n'aurait pas mieux fait de noyer un peu moins de soldats, d'en laisser fuir davantage, et d'envoyer son cavalier arabe à la poursuite du grand-duc Constantin. Imagine-t-on l'effet produit sur les réserves par les récits de fuyards racontant qu'ils ont vu un Africain traverser leurs lignes au grand galop, la tête du grand-duc à la main ?

Dans les cruautés qu'il ordonne, un chef, bon psychologue, devrait toujours prévoir l'effet qu'il produira sur les réserves ennemies, et même sur les populations civiles qui se tiennent en arrière.

La guerre de 1914-1918 a fait naître une phase du combat plus atroce encore que la poursuite et que la décapitation même d'un grand chef en fuite. Quand l'infanterie s'est emparée d'une tranchée, elle est tenue d'achever, à coups de couteau, tout ce qu'elle y trouve. Cet achèvement est devenu réglementaire; il s'appelle : *le nettoyage de la tranchée*.

Comment des gens qui ont laissé, sans protester, de pareilles pratiques s'introduire dans les usages de la guerre, osent-ils dire que l'Allemagne a fait la guerre comme ne la fera jamais la France, mère des arts et des lois?

Le règlement ne prescrit pas d'achever les blessés; mais, on peut être sûr que, le plus souvent, les nettoyeurs de tranchées l'ont fait.

Voici d'ailleurs ce que M. Léger, instituteur à Lyon, a écrit dans *la Vie ouvrière*, le 21 octobre 1921 :

On a dit à des hommes, à des pères de famille, à vous, à moi : « Voici un couteau, vous vous ferez les assassins des blessés ».

On ne leur aurait pas dit, que c'eût été la même chose. Comment veut-on qu'un simple soldat, parfois illettré, lâché dans le combat, avec le droit de tuer, fasse, entre les cruautés utiles et celles qui ne le sont pas, une distinction si difficile déjà pour des chefs expérimentés et instruits?

Réglementer les cruautés, écrit Georges Demartial, c'est vouloir enseigner à un ivrogne ce qui lui sera permis et ce qui lui sera défendu en cas d'ivresse.

*
* *

En cherchant à codifier, les usages de la guerre, dans leur *Kriegsbrauch in Landskriege*, les Allemands ont manqué de psychologie.

On peut dresser un code du duel, parce que, dans le duel, il y a un directeur du combat, mais à la guerre, il n'y en a pas. C'est donc à chacun des deux belligérants qu'il appartiendrait de dicter à l'autre les règles dont il entend qu'on ne s'écarte pas; ce qui est absurde.

Si les peuples pouvaient s'entendre pour humaniser la guerre, ils s'entendraient pour la supprimer.

Loin de moi la pensée de vouloir faire ici l'apologie du duel; mais — il faut le reconnaître — le duel a quelque chose de noble qui ne se retrouve pas à la guerre.

Dans le duel, le combat est arrêté dès qu'un des deux combattants est, par rapport à l'autre, en état d'infériorité. Celui qui, profitant de ce que son adversaire a laissé tomber son épée, ou de ce qu'il a reçu une première blessure, l'attaquerait de plus belle, serait à tout jamais disqualifié.

A la guerre, c'est le contraire. Les deux par-

tis en présence se tâtent d'abord sur toute l'étendue du front. Si l'un faiblit sur un point, c'est là que le chef du parti opposé concentre les forces qui lui restent, en vue d'obtenir la percée. Ce qui, dans le duel, déshonore le combattant, c'est ce qui l'honore à la guerre; c'est ce qui fait du chef un grand guerrier.

Dans le duel, celui qui s'écarterait de sa place de combat, pour aller frapper son adversaire dans le dos, ou qui, par un moyen quelconque, le pousserait à se retourner, et le frapperait dans le dos, serait réputé commettre une infamie.

A la guerre, envelopper l'adversaire pour le prendre à dos, ou l'obliger à se retourner et le frapper dans le dos, c'est le suprême de l'art. C'est ce qui a valu aux Allemands leur succès de Charleroi.

Il n'y a donc aucun rapport entre les règles du duel et celles de la guerre. C'est faire œuvre vaine que de vouloir les assimiler.

La difficulté que présente la codification des usages de la guerre ne tient pas seulement à ce que, dans le duel, il y a un directeur du combat, tandis qu'à la guerre, il n'y en a pas; cette difficulté tient encore à la nature même du problème.

On entend dire, par exemple, qu'il est atroce de mettre à mort, par bombardements aériens, des civils inoffensifs, dans les villes ouvertes. Or, tous les traités d'art militaire

recommandent au général qui fait le siège d'une place forte de canonner la population civile, pour qu'elle agisse sur le gouverneur et le décide à capituler.

En quoi est-il plus atroce :

de tuer une femme à Nancy, ville ouverte, que d'en tuer une à Verdun;

de massacrer des femmes et des enfants, que de les priver de vivres par le blocus, et de les faire mourir de faim?

Ces distinctions sont subtiles.

Le pasteur Rauh a tort de considérer le viol des femmes comme un acte de représailles légitime, mais il est dans le vrai quand il dit que la population civile est responsable, au même titre que les soldats, de la résistance que rencontrent les armées en campagne.

C'est la population civile, en effet, qui confectionne les armes, les munitions et les vêtements destinés aux soldats. Les femmes soignent les blessés, pour qu'ils puissent retourner au front.

En vérité, on a excusé le blocus, parce qu'il était anglais, et flétri les raids maritimes ou aériens, parce qu'ils étaient allemands.

De même, on a excusé le chargement des obus à la mélinite, parce qu'il est d'invention française, et flétri l'emploi des gaz asphyxiants parce que c'est une invention allemande.

Mais on n'a pas flétri le nettoyage de la

tranchée, atrocité prescrite par le règlement français.

Ce qui caractérise la plupart des erreurs d'appréciation commises au sujet des atrocités, c'est un manque d'objectivité. On juge les cruautés en elles-mêmes, au lieu de les juger d'après le but qu'on se propose et le résultat qu'on a quelque chance d'obtenir. On devrait se demander, dans chaque cas, si la cruauté abrège la guerre ou non.

Supposons qu'on réserve le nom d'atrocités pour les cruautés inutiles : le blocus n'est pas une atrocité, puisqu'il abrège la guerre.

Il en est de même de l'achèvement d'une armée ; mais l'achèvement d'un blessé est une atrocité.

La décapitation du grand-duc Constantin aurait été une cruauté utile, si la tête avait pu être montrée aux troupes en fuite ; mais c'eût été une atrocité, si la tête n'avait pu être montrée qu'à Napoléon.

Le nettoyage de la tranchée est une cruauté toujours inutile. C'est le comble de l'atrocité. Il en est de même de la plupart des destructions, des vols, des viols et autres horreurs que les troupes les plus disciplinées commettent fatalement en campagne.

Dans son livre : *Les Recherches sur les guerres contemporaines*, paru en 1869, Paul Leroy-Beaulieu a écrit :

La rapacité du soldat est aujourd'hui égalee par sa férocité. Le soldat détruit tout sur son passage, par pur amour de la destruction. Pour rendre leurs soldats féroces, les chefs abusent de leur ignorance, en leur présentant leurs ennemis comme des barbares sans humanité.

*
* *

Depuis 1870, c'est-à-dire depuis que les armées de métier ont été remplacées par des armées nationales, les guerres ont pris fin, non parce que les gouvernements ou les chefs militaires avaient résolu de les finir, mais parce que les peuples n'en voulaient plus. Ce sont donc les populations civiles qu'il faut terroriser. Telle est la thèse allemande, thèse parfaitement juste en théorie, mais dont l'application a été fautive en 1914-1918, les Allemands ayant fait choix de cruautés qui n'ont produit aucun effet sur les Français.

Ce qui terrorise le plus les populations civiles, ce qui peut les pousser à demander la paix, ce sont les mauvaises nouvelles qui arrivent du front. L'annonce d'un échec produit plus d'effet qu'un bombardement, terrestre ou aérien. On s'habitue aux bombardements les plus intenses. On ne s'habitue pas aux mauvaises nouvelles. Celles-ci, au contraire, finissent par abattre complètement le moral des populations.

Après la bataille de Charleroi, les armées françaises ont reculé de cent cinquante kilomètres, à l'allure de vingt kilomètres par jour. Nos unités se sont débandées; mais, au bout de huit jours, elles se sont ressaisies. L'opinion publique a reçu un coup de foudre, dont l'effet a été terrible, mais ne s'est pas renouvelé.

La deuxième bataille de la Marne, au contraire, commencée le 18 juillet, et terminée le 11 novembre 1918, a duré cent dix-sept jours, pendant lesquels les Allemands ont reculé en bon ordre, à l'allure moyenne de cinq cents mètres par jour.

Notre poursuite, on le voit, a été cinquante fois moins rapide que celle subie par nous, après Charleroi. On ne peut pas dire qu'elle a entraîné la défaite des armées allemandes; mais ce recul quotidien, se reproduisant cent dix-sept fois de suite, a fini par démoraliser complètement la population civile.

Les régiments de réserve et les dépôts qui se trouvaient en arrière de la ligne de bataille ont été eux-mêmes affectés par les nouvelles reçues du front. Dans ces régiments et dépôts, les soldats ont arboré le drapeau rouge. Ils ont arraché aux officiers leurs insignes de grade, pendant que les troupes de première ligne se battaient bravement.

Le 4 octobre 1918, ayant connaissance de ces incidents, le maréchal Ludendorff a fait

savoir à Berlin que, s'il n'obtenait pas un armistice dans les huit jours, il était perdu. Le Parlement fut immédiatement convoqué. Le désarroi était tel que le gouvernement aurait accepté n'importe quelles conditions de paix.

Huit jours après, voyant que la retraite allemande s'effectuait en bon ordre, Ludendorff regretta sa proposition; mais il était trop tard. L'idée qu'on allait reprendre la lutte exaspéra le peuple allemand. Ce fut l'étincelle qui met le feu aux poudres. La révolution ne tarda pas à éclater.

La capitulation de l'Allemagne est venue de l'arrière et non de l'avant. Aussi, était-ce avec raison que l'on disait chez nous : « Pourvu que le civil tienne ». Le civil a tenu en France, malgré les atrocités allemandes. Il n'a pas tenu en Allemagne, bien qu'il n'y ait pas eu d'atrocités françaises.

Les atrocités n'ont donc pas eu les résultats que les Allemands en attendaient.

D'autre part, certaines atrocités ont terrorisé la première fois qu'elles ont été commises; mais la surprise passée, la terreur a disparu.

L'invention des armes à feu avait été considérée comme une atrocité par le guerrier antique, qui ne connaissait que la lance et l'épée. L'invention des raids aériens et celle des gaz asphyxiants ont été considérées comme des atrocités par le guerrier moderne, qui ne connaissait que le fusil et le canon. Telle

rigueur taxée aujourd'hui d'atrocité ne le sera plus demain.

Ce qui est atroce, et le sera toujours, c'est la guerre elle-même. C'est la guerre qu'il faut supprimer.

*
* *

En résumé, il est des cruautés qui terrorisent, à la guerre, d'autres qui ne terrorisent pas.

Les premières doivent être conservées, et même accentuées, si l'on veut rendre les guerres plus courtes et moins fréquentes, et finalement les supprimer.

Les secondes doivent être supprimées, non parce qu'elles sont contraires aux lois de l'humanité, mais parce qu'elles sont inutiles, parfois même nuisibles à ceux qui les commettent; car elles provoquent des représailles qui tendent à prolonger la guerre, au lieu de l'abrégier.

Il faut supprimer la guerre, ou se résoudre à y commettre des atrocités.

Humaniser la guerre est un non-sens, puisque la guerre a pour but de terroriser.

CHAPITRE VIII

LE DÉSARMEMENT DES HAINES

Il faut désarmer les haines, répètent à l'envi les orateurs et les écrivains qui, dans l'espoir de mettre fin aux guerres, poursuivent le rapprochement franco-allemand.

Comme si les peuples s'étaient jamais haïs.

Comme si ces prétendues haines n'étaient pas, le plus souvent, des inventions de dirigeants, intéressés à pousser les peuples les uns contre les autres.

Comme si, après s'être battus, les peuples ne s'étaient pas presque toujours réconciliés :

les Anglais et les Boers, après la guerre du Transvaal;

les Japonais et les Russes, après Moukden;

les Nordistes et les Sudistes américains, après Richemond;

les Prussiens et les Autrichiens, après Sadowa;

les Français et les Russes, après Malakoff;

les Bulgares et les Turcs, après la guerre des Balkans, etc.

Les peuples ne se haïssent pas. C'est chez les gouvernants que sévit la haine, chez ceux qui font battre les autres, chez ceux qui ne se battent pas.

Page 49 de son livre : *Les Hauts-Fourneaux* (1), Michel Corday raconte, d'après des lettres qu'il a entre les mains, que, dans la nuit de Noël 1914, les soldats de deux régiments adverses ont fraternisé entre leurs tranchées, malgré l'opposition des officiers. Les hommes ont échangé des cigares, se sont serré la main, et se sont mutuellement promis de ne pas tirer pendant vingt-quatre heures.

Michel Corday raconte, qu'ailleurs, les Allemands ont fait de la musique toute la nuit, aux applaudissements des Français.

Il raconte que son correspondant et plusieurs de ses camarades ont passé la nuit dans les tranchées ennemies.

Il raconte que, d'un tacite accord, Allemands et Français ont cessé de tirer, afin de pouvoir aller prendre de la paille à une meule dressée entre les deux tranchées.

Il raconte encore que deux troupes adverses se sont rencontrées à la tombée de la nuit et qu'elles ont fait semblant de ne pas s'apercevoir.

M. Pesson, horticulteur à Bourg-la-Reine, m'a raconté qu'en 1917, ayant été placé en sentinelle sur les bords de l'Aisne, qui sépare les positions françaises et les positions allemandes, avec mission d'observer ce qui se passerait dans un rayon de quelques centaines de mètres, il avait aperçu, sur la rive opposée,

(1) Flammarion, éditeur, Paris 1922.

placé en sentinelle comme lui, un soldat allemand qui l'avait interpellé en ces termes :

N'êtes-vous pas M. Pesson, horticulteur à Bourg-la-Reine? J'ai habité, avant la guerre, tout près de chez vous. J'ai travaillé pour les mêmes clients que vous.

Convenons, si vous le voulez, que nous ne nous ferons aucun mal.

Le lendemain et jours suivants, les deux sentinelles pêchaient à la ligne, en face l'une de l'autre, dans le même cours d'eau.

Les hommes de la compagnie de M. Pesson savaient ce qui se passait, et ils prévenaient leur camarade quand un officier devait faire une ronde. Cette fraternisation ne choquait donc pas les soldats; elle ne choquera que les gens de l'arrière, ceux qui ne se battent pas.

Le soldat Henri Verheyde, originaire des régions dévastées, mal disposé par conséquent, *a priori*, pour les Allemands, m'a raconté, qu'étant de faction dans la tranchée, il avait profité d'un moment d'accalmie pour aller chercher des pommes de terre dans un champ situé entre les deux lignes adverses. Les Allemands ne l'ont pas inquiété. Quelques heures après, il a aperçu un soldat allemand faisant exactement la même chose. « J'ai pensé, m'a dit Verheyde, que c'était un pauvre bougre comme moi, ayant faim comme moi, peut-être

père de famille comme moi. Je n'ai pas eu le courage de tirer. »

Personnellement, j'ai éprouvé le même sentiment, en 1871, à l'armée de Versailles. Apercevant un fédéré qui, la pelle à la main, réparait les dégâts que le tir de mon canon avait causés dans sa tranchée, je me suis dit que le malheureux travaillait pour sauver la vie de ses camarades. Je n'ai pas eu le courage de tirer.

Quelques jours après, j'étais blessé et soigné à l'ambulance de Courbevoie, où je fraternisais avec des fédérés, blessés comme moi. Nous nous trouvions d'accord sur les causes de l'insurrection, et nous nous disions que quelques minutes de conversation entre les chefs de la Commune et les nôtres auraient peut-être permis d'éviter l'effusion du sang.

Déjà, en 1870, à l'armée de la Loire, nos premiers prisonniers allemands avaient été accueillis par mes canonniers comme des frères. Je n'avais pas eu besoin de recommander à mes hommes d'être généreux. D'eux-mêmes, ils avaient partagé leurs provisions de bouche avec les Allemands.

Dans son livre : *La Barbarie allemande*, André Lorulot reproduit une lettre que le cycliste Stella a adressée à sa famille, et qu'a publiée *le Petit Parisien*. Dans cette lettre, Stella raconte que, grièvement blessé, il a vu

arriver à lui un soldat allemand armé jusqu'aux dents. On lui avait dit que les Allemands achevaient les blessés. Il croyait donc son dernier moment arrivé. Tout au contraire, l'Allemand s'approcha de lui avec compassion, lui demanda s'il n'avait besoin de rien, lui donna à boire, et le quitta en lui serrant la main.

Ni en 1870, ni en 1871, ni en 1914-1918, il n'y a eu de haine au front. Il n'y en avait qu'à l'arrière. Les peuples ne se haïssent pas. Ils font parfois semblant de se haïr, parce que leurs gouvernants leur disent qu'ils doivent se haïr, et qu'ils n'osent pas résister aux suggestions de leurs gouvernants; mais le moindre encouragement suffit pour faire avouer aux Français qui ont fait la guerre qu'ils n'ont pas de haine pour les Allemands. M. Pesson, l'horticulteur de Bourg-la-Reine dont je parle plus haut, a été enchanté que je raconte son aventure dans les journaux où j'écris habituellement.

Dans un banquet offert à Marc Sangnier, lors de son voyage à Berlin, au printemps de 1922, le professeur Schücking, député au Reichstag, a raconté qu'un Allemand de ses amis, dont le fils avait été tué en France, avait demandé au gouvernement français l'autorisation de ramener cet enfant en Allemagne. L'ambassade de France ne lui avait pas refusé le passeport, mais elle lui avait fait remarquer

qu'un voyage en France lui attirerait de grosses difficultés, la population française de l'ancienne zone de combat étant très montée contre les Allemands.

Ce père de famille n'a, au contraire, trouvé en France que de la sympathie et de la commisération. Tout le monde s'est mis à sa disposition pour lui faciliter sa triste besogne. Le menuisier du village a travaillé toute la nuit, pour fabriquer un cercueil. Le maire et les habitants du village ont tenu à assister à l'exhumation du corps et à l'accompagner jusqu'à la gare.

Dites bien en France, a ajouté le professeur Schucking, dites bien, M. Marc Sangnier, qu'il n'y a pas de haine entre le peuple allemand et le peuple français. Il n'y en a qu'entre certains politiciens français et certains politiciens allemands.

Rien n'est plus vrai. Ce sont les politiciens qui ont excité le peuple français contre le peuple allemand. Ils l'excitent encore tous les jours, dans leurs journaux, en le mettant en garde contre *la fourberie teutonne*. Mais, tour à tour, suivant les va-et-vient de la politique étrangère, ils lui avaient signalé, avec indignation, *la duplicité russe, la traîtrise italienne et la perfidie d'Albion*.

Pendant des siècles, ce fut un mot d'ord'

en France, de haïr l'Angleterre. La haine fut telle que, dans une période de sept cents ans, on a compté 272 ans de guerre entre les deux pays. Mais, écrit Lorulot, les choses ont changé du tout au tout, dès que les dirigeants et les financiers ont eu intérêt à diriger dans un autre sens les préjugés populaires. L'ennemi héréditaire et perfide est alors devenu l'allié loyal et dévoué.

L'Allemand deviendra, comme l'Anglais, l'allié loyal et dévoué, le jour où le peuple français se décidera à écouter, non plus les politiciens qui le trompent, mais les citoyens qui, au risque de perdre leur situation et d'être traités d'antipatriotes, osent lui dire la vérité.

CHAPITRE IX

L'IDÉE DE PATRIE

La Fouchardière a rappelé, dans *l'Œuvre* du 11 mars 1922, une définition du patriotisme donnée, en 1878, par un humoriste du *Figaro* :

Le patriotisme est une invention de l'homme qui lui permet de haïr d'autres hommes, et de s'en faire un mérite.

Ce n'est pas là une boutade. Pour bien des Français, on n'est bon patriote que si l'on hait l'étranger. Il faut ne reconnaître à ce dernier aucune qualité. Il faut lui attribuer tous les défauts. Il faut lui donner tort dans tous les différends qui s'élèvent entre lui et nous, même si l'on sait qu'il a raison. Donner tort à la France, c'est faire œuvre de mauvais Français.

Le 22 juin 1917, un sénateur ayant dit en séance que, d'après une communication faite par un Français qualifié pour émettre un avis, les gouvernements de l'Entente avaient leur part de responsabilité dans le déclenchement de la guerre mondiale, un autre sénateur s'est écrié : « Il faut lui couper le cou ».

Le même jour, reprochant au Gouvernement de ne pas surveiller suffisamment la correspondance défaitiste, Clemenceau a lu une lettre dont l'auteur disait que certains Français avaient, comme les Allemands, commis des atrocités. Des sénateurs se sont écrié : « A la guillotine ! Qu'on l'exécute ! »

Ces soi-disant patriotes n'admettaient pas qu'un Français donnât tort à la France. Par contre, ils louaient les Allemands qui donnaient tort à l'Allemagne.

Au mois d'août 1922, les journaux nationalistes français ont comblé d'éloges le professeur allemand Foerster qui, dans une conférence faite à Genève, avait désavoué la politique de son gouvernement.

De même, ils ont loué le professeur Brentano qui, en 1920, a adressé à la revue : *La Paix par le Droit*, une lettre déclarant que, dès 1916, il s'était désolidarisé du fameux manifeste des Quatre-vingt-treize.

Ils ont loué le savant Einstein, et bien d'autres encore, pour la même raison.

Mais, ils ont blâmé les Quatre-vingt-treize qui, pourtant, n'avaient fait chez eux que ce qu'on aurait voulu, chez nous, voir faire par tous les Français.

Y aurait-il une morale pour la France, et une autre pour l'Allemagne ?

Ne cherchons pas trop à comprendre. Il est des gens — tels les sénateurs dont je viens de

citer les propos — auxquels l'amour de la patrie procure une sorte d'ivresse qui les empêche de raisonner. C'est ainsi qu'Ernest Lavisse a écrit :

Si je n'avais pas, pour le drapeau, le culte d'un païen pour son idole qui veut de l'encens, et, à certaines heures, des hécatombes, vraiment, je ne saurais plus ce que je suis, ni ce que je fais en ce monde.

Brunetière aurait trouvé ces paroles sublimes, car il avait écrit :

La supériorité de l'amour de la patrie, c'est qu'il est irraisonné.

Mais, voici un parlementaire qui raisonne. Le 3 septembre 1922, à la Chambre, le député nationaliste Delafosse a donné du patriotisme la définition suivante :

Le patriotisme est une affection égoïste et jalouse. Il est fait d'antagonisme et non de fraternité.

Par cela même qu'on aime son pays plus que les autres, on l'aime contre les autres. Un pays n'est grand que par relation. Tout accroissement de ses voisins le diminue.

M. Delafosse veut, on le voit, que la France soit grande, mais par relation seulement, c'est-à-dire au prix, si cela est nécessaire, de l'abaissement du voisin. Au lieu de chercher à ce que la France s'élève au-dessus des autres

pays, par une meilleure organisation de la paix, il rêve d'abaisser ces autres pays, en travaillant contre eux, car il aime la France contre eux. Il se réjouirait de leur ruine; il y contribuera, au besoin.

C'est bien ainsi que le patriotisme a été entendu, dans ces derniers temps, par la plupart des États européens. Chacun a médité la ruine de son concurrent.

Pendant la guerre de 1914-1918, l'armée allemande occupait une grande partie des charbonnages français. En 1917, d'après *le Temps* du 7 mai 1922, le professeur Frech, de Breslau, a publié une étude dans laquelle il demandait que la France rachetât son bassin houiller, contre des paiements en espèces, ou contre des valeurs correspondantes, telles que des colonies. Il évaluait notre richesse houillère à 120 milliards de francs, et, prévoyant le cas dans lequel, ou bien la France ne pourrait pas payer cette somme, ou bien les troupes allemandes seraient obligées d'évacuer la région houillère, il proposait de faire sauter les terrains dominant les gisements, de telle sorte que le dommage ne pût être réparé avant huit ou dix ans. Il faisait remarquer qu'on paralyserait ainsi la métallurgie française, et il ajoutait :

Ce coup la frapperait précisément à l'heure où elle serait le plus épuisée. La France dépendrait

de l'étranger pendant de longues années, pour ses approvisionnements en armes et en munitions.

Détruire 120 milliards de richesses françaises, pour que la France dépende de l'Allemagne pendant dix ans ! Est-il possible d'avouer plus cyniquement le désir de ruiner une puissance rivale ?

Mais l'Angleterre a fait un aveu analogue. Elle méditait, elle aussi, la ruine de sa rivale. La revue technique anglaise *The Engineer* l'a déclaré nettement, le 25 septembre 1914, dans un article dont l'auteur a affirmé que l'intérêt de cette ruine répondait, en Angleterre, à un désir général. Voici les propres termes de cet aveu :

Le meilleur moyen de se débarrasser de la concurrence industrielle allemande serait que l'invasion, en Allemagne, fût suivie de la destruction réfléchie et organisée de tous les établissements importants, ainsi que de leur outillage.

Détruire systématiquement les établissements industriels allemands, pour se débarrasser, conformément à un désir général, de la concurrence allemande, voilà un genre de patriotisme qui vaut le patriotisme allemand.

Le patriotisme du gouvernement français ne valait pas mieux. Il consistait, comme les deux autres, dans l'anéantissement de la puissance rivale.

On lit, en effet, dans le Livre noir, que, le 13 octobre 1914, M. Iswolsky, ambassadeur de Russie en France, se trouvant à Bordeaux, où il avait eu une entrevue avec M. Delcassé, notre ministre des Affaires étrangères, a écrit ce qui suit à M. Sazonof, ministre des Affaires étrangères de Russie :

M. Delcassé reconnaît qu'il serait opportun de fixer les avis et les désirs réciproques des Alliés.

La France ne recherche, pour le moment, aucune acquisition territoriale, à l'exception de la restitution de l'Alsace-Lorraine.

Le but principal de la France consiste — et, sous ce rapport, les puissances alliées sont complètement solidaires — dans l'anéantissement de l'État allemand.

Bref, la France et l'Allemagne voulaient s'anéantir l'une l'autre. L'Angleterre voulait anéantir l'Allemagne. Finalement, les Alliés se sont partagé ses colonies et ses navires de commerce. Ils ont détruit sa flotte de guerre, dont quelques éléments, sinon tous, auraient pu être utilisés par les marines marchandes, acte de vandalisme que rien ne justifiait. Voilà quel était, en 1914, le genre de patriotisme des trois premières puissances européennes. C'était le genre Delafosse.

Commentant, dans le *Rappel* du 10 septembre 1922, le discours de M. Delafosse, le regretté Marcel Sembat a écrit ce qui suit :

Il y aurait donc une sorte de patrie que diminuerait la grandeur d'autrui ; une patrie dont l'effort devrait être d'abattre les voisins ? Cette patrie n'est pas la nôtre.

La patrie qu'admet la République, c'est une patrie qui éprouve, à l'égard de l'Europe civilisée, les mêmes sentiments que la Normandie, l'Auvergne, la Provence éprouvent pour la France, et que la Bavière, la Saxe, la Prusse éprouvent pour l'Allemagne.

Dans une Europe organisée, la grandeur de chaque pays, loin de nuire aux autres, serait nécessaire à la prospérité générale.

Dans un article que la *Dépêche de Toulouse* a publié le 3 novembre 1889, Jaurès s'était exprimé d'une façon analogue :

Tous les Français ambitionnent, pour la France, un grand rôle dans le monde. Ce n'est pas dans des aventures guerrières que la France trouvera ce rôle ; c'est en donnant aux autres peuples l'exemple et le signal du progrès.

C'est ainsi que, par les ambitions mêmes de notre patriotisme, l'idée de patrie apparaîtra plus lumineuse que jamais.

Pour Jaurès, une Nation était d'autant plus grande qu'elle rendait plus de services à

l'humanité. C'est l'idée que, sous une autre forme, il a exprimée, depuis, dans son livre : *L'armée nouvelle* :

Un peu d'internationalisme éloigne de la patrie ; beaucoup d'internationalisme y ramène. Un peu de patriotisme éloigne de l'internationale ; beaucoup de patriotisme y ramène.

Déjà, Montesquieu avait dit :

Si je savais quelque chose qui fût utile à ma patrie et nuisible à l'humanité, je la regarderais comme un crime.

Il existe donc deux genres de patriotisme que, pour adopter la classification de Marcel Sembat, j'appellerai le patriotisme nationaliste et le patriotisme républicain.

Le patriotisme nationaliste pousse chaque Nation à abaisser les autres, pour leur être supérieure en les ruinant au besoin. C'est ce genre de patriotisme qui a inspiré les destructions dont j'ai parlé plus haut. C'est le patriotisme de M. Delafosse et de ses coreligionnaires politiques. C'est celui des pangermanistes allemands.

Le patriotisme républicain étend ses bienfaits au delà de la frontière, par l'exemple que chaque Nation donne des vertus sociales. C'est le patriotisme de Jaurès. C'est celui de Marcel Sembat.

De même que, dans un établissement d'instruction publique, un bon élève ne doit pas haïr les camarades de classe avec lesquels il est en concurrence pour l'accession aux premières places, de même qu'il doit les aider de ses conseils, et s'aider des leurs, de manière à élever le niveau général de la classe, de même un grand peuple ne doit pas haïr ses voisins, les disqualifier par tous les moyens possibles, les ridiculiser en les traitant de Welches ou de Boches, leur donner tort quand ils ont raison.

Un grand peuple doit prendre à ses voisins ce qu'ils ont de bien, et leur passer ce qu'il a de bien lui-même, sans ambitionner d'autre récompense que l'honneur de jouer, suivant la parole de Jaurès, *un grand rôle dans le monde*, l'honneur de donner *l'exemple et le signal du progrès*. Et ainsi, grandiront, à la fois, la patrie et l'humanité.

Avant 1914, l'internationalisme n'avait guère de partisans que dans la classe ouvrière. Les bourgeois osant dire qu'ils étaient internationalistes étaient fort rares. Leur nombre augmente tous les jours.

Grillot de Givry a eu beaucoup de courage, comme catholique, de se poser en internationaliste dès 1912; mais il n'a pas été le premier à discuter l'idée de patrie. Bien avant lui, Frédéric Passy avait abordé la question, et il avait dit en quoi consiste le véritable patriotisme.

En 1904, un de ses disciples, H.-L. Follin, qui, depuis, a fondé *l'Ordre naturel*, avait développé la pensée du maître dans un article de *la Grande Revue*. Il ne comprenait, disait-il, le patriotisme qu'accompagné de l'interpatriotisme, égal respect de toutes les patries, comme doit être égal le respect de toutes les religions, comme doit être égal le respect de tout ce qu'il plaît à chacun de nous d'aimer et de vénérer.

Jaurès avait devancé Follin. Dans son livre, *l'Armée nouvelle*, paru en 1902, il développe, pages 435 et suivantes de la deuxième édition, cette idée qu'il n'y a pas antagonisme, au contraire, entre l'internationalisme et l'idée de patrie.

Quand le prolétariat, dit-il, maudit la patrie, il ne maudit que les misères qui la déshonorent, les injustices qui la divisent, les haines qui l'affolent, et les mensonges qui l'exploitent. Cette apparente malédiction n'est qu'un appel à la patrie nouvelle, laquelle ne peut se développer que par l'essor des démocraties, par l'application, à de nouveaux problèmes, de toute la force des génies nationaux, c'est-à-dire par la continuation de l'idée de patrie dans l'humanité.

*
* *

Jaurès cherche, on le voit, à sauver l'idée de patrie du discrédit qu'ont jeté sur elle les abus

de pouvoir commis en son nom. Mais l'idée de patrie est discréditée aussi par les exagérations de certains patriotes, qui cherchent surtout à montrer qu'ils le sont. Tels, les citoyens dont j'ai cité les propos au début du présent chapitre. Tels, ceux qui s'affilient à une ligue; ceux qui souscrivent publiquement à toutes les œuvres patriotiques; ceux qui mettent un drapeau blanc à leur fenêtre le jour de la fête de Jeanne d'Arc; ceux qui, autrefois, déposaient, de temps en temps, une couronne aux pieds de la statue de Strasbourg, et, aujourd'hui, déposent une gerbe de fleurs sur la tombe du soldat inconnu, mais qui, au moment de passer de la parole aux actes, se dérobent à leurs devoirs envers la patrie. C'est le cas de Maurice Barrès, le président de la Ligue des Patriotes, qui, après avoir, en 1914, promis de s'engager, « avec un joli mouvement de menton », est resté tranquillement dans ses foyers.

Tout au contraire, des hommes qui, avant la guerre, faisaient montre de sentiments anti-patriotiques, ont rempli, d'une façon irréprochable, leurs devoirs envers la patrie.

Il est bien rare que l'exagération d'un sentiment, quel qu'il soit, n'aboutisse pas à une dérobade.

En 1841, pour répondre à M. Becker, l'auteur du *Rhin allemand*, Lamartine a composé sa

Marseillaise de la Paix, dans laquelle on lit ce qui suit :

*Et pourquoi nous haïr, et mettre entre les races
Ces bornes ou ces eaux qu'abhorre l'œil de Dieux?
De frontières au ciel voyons-nous quelques traces?
Sa voûte a-t-elle un mur, une borne, un milieu?
Nations! mot pompeux, pour dire barbarie!
L'amour s'arrête-t-il où s'arrêtent vos pas?
Déchirez ces drapeaux; une autre voix vous crie :
L'égoïsme et la haine ont seuls une patrie,
La fraternité n'en a pas.*

En 1848, sortant de l'hôtel de ville, où on venait de le nommer membre du gouvernement provisoire, Lamartine a été mis en demeure par le peuple de reconnaître le drapeau rouge. Il a hésité à renier le drapeau tricolore que, sept ans auparavant, il avait conseillé de déchirer. Il s'est tiré de la difficulté en disant :

*Le drapeau tricolore a fait le tour du monde.
Je ne connais que celui-là.*

Cette dérobade a réussi. Lamartine a été acclamé. Sa déclaration était cependant impérialiste. Elle glorifiait la guerre et la conquête. Mais avec de belles phrases, on obtient beaucoup du peuple français.

Jaurès avait pour lui la forme et le fond. Il

n'aurait pas tenu le langage de Lamartine. ni le langage de 1841, ni celui de 1848.

*
* *

Dans les textes que j'ai cités plus haut, Jaurès dit clairement en quoi consiste le patriotisme, mais il n'essaie pas de définir les limites de la patrie. Il a raison. Les essais faits, à ce sujet, ont tous échoué, jusqu'à présent.

Dans son livre : *Les Drapeaux*, pages 247 et suivantes, Paul Reboux donne dix définitions de la patrie, qu'il a cueillies un peu partout, et dont aucune ne le satisfait.

I. — *L'ensemble d'un territoire limité par des frontières naturelles.*

II. — *La terre des ancêtres, le foyer des mêmes traditions.*

III. — *L'attachement de l'homme au lieu où il est né.*

IV. — *Le résultat de la solidarité des hommes parlant la même langue.*

V. — *Une association d'hommes formés suivant les mêmes règles, éduqués semblablement.*

VI. — *Un groupe d'hommes qui pensent de même, et dont l'ensemble forme comme une atmosphère où l'âme s'épanouit à son aise.*

VII. — *L'héritage intellectuel, scientifique et artistique, légué par les grands esprits qui nous ont précédés.*

VIII. — *Une association de citoyens qui veulent se soumettre à un même gouvernement et jouir des mêmes libertés.*

IX. — *Un groupe d'hommes qui ont la même nature, qui se distinguent des autres hommes par les mêmes qualités et les mêmes défauts.*

X. — *Une grande famille dont tous les membres ont des intérêts communs.*

Aucune de ces définitions, en effet, ne résiste à un examen sérieux.

On comprend, dit Grillot de Givry (1), « l'attachement au sol natal, au village où se sont écoulées les années d'enfance, où on a laissé des parents et des amis. Mais, étendre le prestige du sol natal à une distance de plusieurs milliers de kilomètres, prétendre qu'un Normand doit se trouver heureux à Menton, parce que c'est encore la France, et malheureux à Vintimille, parce que ce n'est plus la patrie, c'est une conception insensée ».

Je conteste même l'attachement au sol natal où se sont écoulées les années d'enfance. Nombreux sont les provinciaux comme moi, devenus Parisiens comme moi, qui, pour rien au monde, ne voudraient retourner dans leur province. Se trouvant mieux à Paris, ils en ont fait leur nouvelle patrie, ce qui fait tomber la définition III.

(1) *Le Christ et la Patrie*, p. 55. Dolpeuch, éditeur, 151, rue de Babylone, à Paris.

Si l'attachement au sol natal devait régler le choix de la patrie, les officiers français originaires de l'Alsace-Lorraine auraient dû, en 1871, passer dans l'armée allemande.

Le cas s'était présenté en 1860, lors de l'annexion du comté de Nice à la France. Le lieutenant Goiran, originaire de cette ville, s'est détaché du sol natal; il est resté dans l'armée italienne. Il est devenu commandant de corps d'armée. Cinq ans après l'annexion, son jeune frère s'est présenté à l'École Polytechnique. Il est devenu général de division dans l'armée française. Il a même été ministre de la Guerre. En sorte que les deux frères se sont trouvés, à un moment donné, au service de deux coalitions rivales, la Triple-Entente et la Triple-Entente. Peut-on blâmer l'aîné de n'avoir pas opté pour la France, et recommencé sa carrière?

Je conteste également les liens créés, au dire des définitions II et V, par la tradition et la communauté d'éducation. Je préfère, comme Grillot de Givry (1), « l'homme bien élevé qui habite de l'autre côté de la frontière au voyou qui habite de ce côté-ci ».

S'il était vrai, comme le dit la définition VII, que la patrie est l'héritage intellectuel, scientifique et artistique, légué par les grands esprits

(1) *Loc. cit.*, p. 40.

qui nous ont précédés, je devrais, pour être bon patriote, préférer les savants, les littérateurs et les artistes français, aux savants, aux littérateurs et aux artistes allemands. Or, je préfère Goethe à Boileau et Beethoven Debussy.

L'Allemagne a certainement produit plus de grands artistes, de grands savants, de grands philosophes que le Danemark. On devrait donc louer le maréchal de Moltke qui, né en Danemark de parents danois, d'abord officier dans l'armée danoise, est passé au service de la Prusse, et, comme officier prussien, a combattu sa patrie natale au démembrement de laquelle il a contribué. L'idée d'une grande Allemagne, donnant au monde l'exemple et le signal du progrès, est aussi soutenable que celle de l'attachement au sol natal.

Déjà, après la bataille d'Iéna, des officiers prussiens, admirateurs du génie de Napoléon, faisant preuve de l'esprit internationaliste que je préconise aujourd'hui, avaient sollicité des grades dans l'armée française. L'empereur avait repoussé ces sollicitations. S'il les avait accueillies, il n'aurait peut-être pas connu Leipzig, et l'Europe ne serait pas dans la situation où elle se trouve actuellement.

Il n'est pas vrai, quoi qu'en dise la définition VIII, que la patrie soit une association de

citoyens qui veulent se soumettre à un même gouvernement et jouir des mêmes libertés.

Si cette définition était exacte, les Alsaciens-Lorrains, redevenus Français, auraient dû accepter avec joie le rétablissement des lois laïques en Alsace-Lorraine. Tout au contraire, les catholiques, ceux, précisément, des citoyens de ces deux provinces qui se targuaient le plus de leur attachement à la France, ont demandé le maintien du régime allemand.

Quelque temps après l'armistice, 20,000 Alsaciens se sont réunis à Mulhouse, et ont protesté contre l'application à l'Alsace de la loi de séparation des Églises et de l'État. Une réunion analogue a eu lieu à Metz le même jour.

Au fond, les catholiques d'Alsace-Lorraine regrettent les émoluments que le régime allemand assurait aux membres du clergé.

Ce n'est pas la première fois que l'idée de patrie s'efface devant une question d'argent.

Avant 1914, alors que l'Italie faisait partie de la Triplice, et, par conséquent, devait être considérée comme notre ennemie éventuelle, le canon de 75 dont son artillerie était pourvue lui était fourni par un des plus gros établissements industriels français. Il semble que le gouvernement aurait dû faire remarquer au directeur de cet établissement qu'il faisait passer son intérêt avant celui de la patrie. Loin de là : il l'a promu dans l'ordre de la

Légion d'honneur. Il a, sans doute, voulu le récompenser d'avoir rehaussé à l'étranger le bon renom de l'industrie française, d'avoir procuré de l'argent à nos ouvriers et d'avoir fait entrer en France de l'argent italien.

Je ne discute pas cette mesure. Je constate simplement combien est fragile l'idée de patrie, telle que l'entend la définition VIII, telle que l'entend M. Delafosse, dans la définition que j'ai rappelée plus haut, telle que l'entendent la plupart des soi-disant patriotes français.

Dans le Conseil d'administration des Forges d'Halberger, un colonel français siège à côté de von Schubert, conseiller ministériel à Berlin. Trois Français, membres de la Légion d'Honneur, donnent la main à von Stumm, de Munich. Est-ce là l'antagonisme que prêche M. Delafosse, dans sa définition du patriotisme? N'est-ce pas plutôt cette fraternité dont il ne veut pas?

Au mois d'avril 1924, d'après *Paris-Soir* du 27, les journaux anglais et les journaux américains ont fait grand bruit du mariage de John Cecil, premier secrétaire de l'ambassade britannique à Washington, avec Miss Vanderbilt, fille unique du fameux milliardaire américain. Pour mettre ses milliards à l'abri des formidables taxes du fisc anglais, John Cecil s'est fait naturaliser citoyen américain. Dans les milieux les plus aristocratiques de Londres et dans ceux de Washington, on a trouvé la

chose toute naturelle. On aurait peut-être méprisé John Cecil, s'il avait lâché sa patrie pour quelques centaines de francs. Et alors, *Paris-Soir* demande : « A partir de quelle somme l'idée de patrie passe-t-elle au second plan ? »

La question n'est pas là. Ce qu'il importe de constater, c'est qu'un Anglais de marque, approuvé dans les milieux les plus aristocratiques de son pays, a changé de patrie, pour des raisons tout autres que celles mises en avant par la définition VIII.

Les journaux nationalistes du 21 juin 1925 ont annoncé les fiançailles de la princesse Mafalda, fille du roi d'Italie, avec le prince Philippe de Hesse. Aucun de ces journaux ne s'est indigné de voir une princesse de la Triple Entente consentir à devenir Allemande. Pas plus qu'on ne s'est indigné autrefois de voir Louis XVI et Napoléon I^{er} épouser des Autrichiennes, Napoléon III épouser une Espagnole, le roi des Belges épouser une Autrichienne et le Tsar épouser une Allemande. Le commun des mortels n'aurait-il pas le droit d'être internationaliste, comme les rois ?

Il est encore moins vrai que la patrie soit, comme le dit la définition VI, un groupe d'hommes qui pensent de la même façon, et dont l'ensemble forme comme une atmosphère où l'âme s'épanouit à son aise. Il y a plus de

différences entre les opinions extrêmes de deux Français, sur une même question, qu'entre l'opinion moyenne de la France et celle de l'Allemagne, sur la même question.

Les Français pensaient-ils de la même façon, l'âme française s'épanouissait-elle à son aise, au moment de l'affaire Dreyfus, au moment de l'affaire Caillaux, au moment de ces jugements iniques rendus pendant la guerre, sous l'empire d'un patriotisme exalté, tel que celui d'Ernest Lavisse, à qui, de son propre aveu, « il fallait, pour l'idole qu'est le drapeau, de l'encens, et, à certains moments, des hécatombes »?

Quant à la condition de communauté de langue, posée par la définition IV, elle est démentie par les faits. Il y a plus d'union entre les Suisses qui parlent trois langues différentes qu'entre les Américains et les Anglais ou entre les Alsaciens et les Allemands qui parlent la même langue.

Plaisanterie également que la condition des frontières naturelles, posée par la définition I. Si l'on rapproche la carte de l'Europe en 1914, sur laquelle les diverses patries étaient teintées de différentes couleurs, de la carte de l'Europe d'aujourd'hui, on constate que la répartition des couleurs est toute différente. Les montagnes et les fleuves n'ont pourtant pas changé de place, mais les traités de paix ont réparti

les patries d'une autre façon. Nombreux sont les citoyens qui, s'ils voulaient se conformer à la définition de M. Delafosse, seraient obligés d'adorer ce qu'ils haïssaient hier et de haïr ce qu'ils adoraient.

On haïssait les Russes sous le premier Empire; on les aimait sous la Restauration. J'ai lu dans les *Mémoires* du général Marbot, qu'en 1820, un soldat avait été puni pour avoir traité son cheval de « cosaque », le nom, disait le libellé de la punition, d'un libérateur de la France. Nous sommes redevenus les ennemis des Russes en Crimée. Nous sommes redevenus leurs amis quand nous avons eu besoin d'eux contre l'Allemagne. Nous ne le sommes plus, depuis la paix séparée, et encore moins depuis le bolchevisme.

Les alliances des États dépendent de tout autre chose que des affinités que les peuples peuvent avoir les uns pour les autres. C'est au double hasard d'un mariage et d'un héritage, dit l'écrivain Lazare, page 7 de son livre : *A l'origine du mensonge*, que nous avons dû, en 1768, l'annexion de la Lorraine à la France. C'est en 1648 que, pour la première fois, l'Alsace a appartenu à la France, qui l'a ravie à l'Allemagne par la force des armes. Elle est redevenue allemande, comme la Lorraine, en 1871. Toutes deux sont redevenues françaises en 1918.

Ballottés depuis deux cent soixante-dix-sept

ans entre les deux pays, les Alsaciens-Lorrains ne savent plus à quel saint se vouer. C'est une erreur de croire, qu'avant 1914, la grande majorité d'entre eux désiraient redevenir Français.

Nul n'ignore, en effet, que les Allemands nous ont devancés dans l'adoption des réformes sociales, telles que les retraites ouvrières, les assurances contre les accidents du travail, l'organisation des syndicats, etc. C'est au point que de nombreux Alsaciens-Lorrains, même parmi ceux qui se déclarent heureux d'être redevenus Français, disent qu'ils regrettent l'Allemagne au point de vue économique. Un Alsacien de mes amis, à qui je faisais cette observation, m'a répondu : « En Alsace, le cerveau est français, mais le ventre est resté allemand ». Or, avant de penser, il faut vivre. On meurt faute de nourriture ou faute de soins; on ne meurt pas faute de littérature.

Le malaise qui règne en Alsace ne tient pas, comme trop de gens le croient, à ce qu'il y a des Alsaciens qui préfèrent l'Allemagne à la France et d'autres qui préfèrent la France à l'Allemagne; il tient à ce que, dans tout Alsacien, il y a deux hommes : un Français et un Allemand. Un plébiscite n'arrangerait rien. Ses résultats varieraient du jour au lendemain, suivant les aspirations du moment. Aujourd'hui, la question religieuse est au premier

rang de celles qui influenceraient le vote. La séparation des Églises et de l'État a détaché beaucoup d'Alsaciens de la France. Un plébiscite serait probablement favorable à l'Allemagne; mais si l'on rétablissait en France le budget des cultes, le résultat du plébiscite serait peut-être pour nous. Il le serait plus sûrement encore, si la France affirmait plus catégoriquement son désir de paix; car ce à quoi les Alsaciens tiennent le plus, c'est qu'il n'y ait plus de guerre entre la France et l'Allemagne.

Le 11 mai 1917, en effet, à l'occasion de la clôture du Landtag, assemblée élue d'Alsace-Lorraine, le docteur Höffel, président de la première chambre, a prononcé un discours dans lequel il a nettement déclaré que la patrie était là où l'on se trouve le mieux; que l'Alsace-Lorraine devait beaucoup à l'Empire allemand; que ce serait de l'ingratitude de ne pas le reconnaître; qu'on ne pouvait espérer, pour l'Alsace-Lorraine, un avenir prospère et paisible que de son union avec l'Empire allemand, auquel elle restait profondément attachée.

En résumé, la patrie n'est rien de ce que disent les définitions qui précèdent. C'est le pays où il peut plaire à chacun de se faire inscrire comme citoyen, compte tenu des ressources matérielles ou intellectuelles qu'il y trouve.

La patrie est là où l'on se trouve le mieux.
Ubi bene, ibi patria, dit l'adage latin.

Certains ont reproché à cet adage de faire passer les jouissances matérielles avant le pur sentiment patriotique. Cette appréciation est erronée. « Où l'on est le mieux » ne veut pas dire : « Où l'on mange le mieux ». Cela veut dire où on est le plus heureux ; et l'on peut être heureux pour d'autres raisons que les jouissances matérielles. On peut l'être pour une ou plusieurs des raisons d'ordre moral énumérées dans les définitions qui précèdent.

Obliger un homme à aimer aveuglément le pays où le hasard l'a fait naître, à l'aimer au point de haïr les autres, au point de désirer la ruine de ces autres, c'est une conception monstrueuse, antichrétienne, génératrice de la guerre, attentatoire à la liberté des citoyens. Il faut l'abolir à tout prix.

La paix ne régnera dans le monde que quand il sera permis de travailler ouvertement à la démolition de ce monde, sans être considéré, en France, comme un mauvais Français.

CHAPITRE X

LES ORIGINES DE LA GUERRE MONDIALE

Je n'entreprendrai pas, dans ce chapitre, la détermination des responsabilités encourues par les différents États, dans le déclenchement de la guerre mondiale. Ces responsabilités sont partagées. Dans quelle proportion ? Je l'ignore. J'ai beaucoup lu, mais n'ai pas lu tout ce qui a été écrit à ce sujet.

La vérité ne pourra être exactement connue que quand le gouvernement français aura ouvert ses archives diplomatiques. La question des responsabilités devra alors être soumise à un tribunal composé de représentants des pays neutres, devant lequel comparaitront, comme parties et non comme juges, les représentants des Alliés, avec ceux des Empires centraux.

Le but que je me propose, en écrivant ce livre, n'est d'ailleurs pas de porter un jugement ; il est de faire haïr la guerre. Un moyen d'arriver à ce résultat est de dénoncer l'immoralité des causes qui ont fait éclater la guerre mondiale. Peu m'importe que le nombre des

causes immorales soit plus grand de tel côté que de tel autre. Ce qui m'intéresse, c'est le total des deux nombres, et non leur différence.

A ceux qui me reprocheront de dire plus de mal des Français que des Allemands, je répondrai : « Je connais mieux mes compatriotes que nos voisins. Apportez-moi des faits à la charge de ces derniers. Vous augmenterez le total de mes griefs; vous renforcerez ainsi mon argumentation ».

Bref, je vais faire l'exposé, non des responsabilités, mais des origines de la guerre mondiale; celui des origines récentes, et celui des origines lointaines, pour la discussion desquelles je me crois plus qualifié que les jeunes écrivains qui ont traité le même sujet.

J'ai, en effet, plus de quatre-vingt-un ans. J'ai servi, pendant trois ans, dans l'armée du second Empire. J'ai vu, avant 1870, naître le conflit franco-allemand. Je connais bien l'esprit qui régnait alors dans le pays. J'ai fait toute la campagne de 1870-1871, successivement à l'armée du Rhin, à l'armée de la Loire et à l'armée de Versailles. J'ai assisté à quarante-deux combats. J'ai été blessé deux fois sur le champ de bataille. La seconde fois, j'ai été soigné dans une ambulance de la banlieue parisienne, où se trouvaient des fédérés avec lesquels j'ai eu de longues conversations sur les deux sièges de Paris, dont je connais bien des dessous. J'ai réfléchi pendant quarante ans

à ce que j'ai vu en 1870-1871. J'ai pris une part active à la préparation de la revanche. Je la désirais de tout mon cœur. Tous les officiers la désiraient dans l'armée française. Celui qui aurait dit qu'il ne la désirait pas se serait fait très mal voir de ses camarades et de ses chefs. Ces souvenirs m'aident incontestablement à apprécier les événements d'aujourd'hui.

*
* *

Dans le chapitre V, j'ai cité un article de la revue technique anglaise *The Engineer* du 25 septembre 1914, où il était dit que, pour se débarrasser de la concurrence industrielle allemande, il fallait envahir l'Allemagne et détruire systématiquement les établissements importants, ainsi que leur outillage.

J'ai cité également deux articles du *Times*.

Le 8 mars 1915, ce journal a déclaré que les Anglais se battaient pour leur intérêt, et qu'ils seraient entrés dans la guerre, même sans la violation de la neutralité belge.

Le 31 juillet 1920, le même journal a déclaré que les Anglais ne s'étaient pas battus en don Quichotte pour la Belgique et pour la France, mais pour leur propre existence.

La politique anglaise avait donc bien en vue la ruine de l'Allemagne.

De tout temps, l'Angleterre a voulu dominer le monde. Le 1^{er} janvier 1900, à la suite des

événements du Transvaal et de Fachoda, la *Revue de Paris* a publié un article dans lequel, sous le titre : *Précautions contre l'Angleterre*. Ernest Lavisse a écrit ce qui suit :

L'Angleterre a fatigué le monde, par la façon dont elle se moque de lui.

A la conférence de La Haye, elle soutenait avec intransigeance le projet d'un tribunal arbitral. Mais, au début du conflit, elle donnait à entendre qu'il ne ferait pas bon lui proposer un arbitrage.

Dans son île, ceinte de navires, et hérissée de torpilles, elle considère avec joie l'Europe divisée. Toute guerre lui profite, puisqu'elle fait un vaincu qui se souvient et qui espère une revanche. Sa sécurité repose sur nos rancunes entre continentaux.

En 1914, l'Angleterre a exploité la rancune que la France tenait à l'Allemagne de l'annexion de l'Alsace-Lorraine. Elle a pensé qu'une guerre franco-allemande, même victorieuse pour l'Allemagne, ruinerait cette dernière, pourvu qu'elle fût un peu longue. On l'a accusée d'avoir fait en sorte qu'elle fût longue (1).

Voici quelques autres échantillons des sentiments de l'Angleterre à l'égard de l'Allemagne. Cette fois, ce n'est pas un Français, ce sont des Anglais qui nous les donnent.

(1) Voir plus haut, chapitre X.

Le 7 juillet 1923, le *Temps* a publié le passage suivant d'un discours prononcé par Lloyd George à la Chambre des Communes :

Supposez que demain vous régliez le problème des réparations, et que vous ayez en Europe une véritable paix. Est-ce que cela vous donnerait la prospérité?

Au moment où la paix sera rétablie en Europe, et où les changes seront stabilisés, vous trouverez face à face avec les véritables rivalités, avec les véritables concurrences.

Les Allemands sont tout prêts pour le grand essor qui doit intervenir, quand on sera arrivé à un règlement.

Ainsi, pour Lloyd George, la guerre n'avait pas suffisamment ruiné l'Allemagne.

En novembre 1923, M. Baldwin a prononcé, à la Chambre des Communes, les paroles suivantes, que le *Temps* a reproduites le 20 du même mois :

Le jour où l'Allemagne recommencera à faire du commerce librement, elle développera immensément ses exportations ; d'abord, pour payer les importations accrues de vivres et de matières premières dont elle aura besoin, ensuite pour s'acquitter de ses réparations.

Où iront ces exportations? Leur débouché le plus naturel sera sur le marché le plus ouvert et

le plus libre qu'elles puissent trouver, c'est-à-dire sur notre marché. L'Angleterre serait donc envahie, bien plus qu'elle ne l'a été jusqu'à présent, par la concurrence allemande.

En juillet 1924, lorsque, pour l'exécution du plan Dawes, il a été question d'assurer le relèvement de l'Allemagne par un emprunt international, on a lu dans le *Sunday Pictorial* :

Le projet Dawes porte un coup terrible qui atteint directement l'industrie minière britannique, et bien d'autres encore.

L'Allemagne, une fois libérée de la contrainte de la Ruhr, va devenir pour l'Angleterre une concurrente redoutable.

Dans le *Daily Mail*, le député Samuel a écrit :

Où l'Allemagne vendra-t-elle ses marchandises, quand elle aura été remise sur pied?

Ses exportations envahiront les marchés neutres qui étaient nos principaux clients.

Commentant cet exposé, le *Daily Mail* ajoute :

L'Allemagne est notre plus dangereux compétiteur. Si on la remet sur pied, elle balaiera presque tout notre commerce (1).

(1) Ces trois citations sont extraites de *Bonsoir* du 29 juillet 1924.

Enfin, dans son numéro du 4 septembre 1924, le *Temps* cite le passage suivant d'un récent article du *Daily Mail* :

Le véritable danger pour nous vient du projet travailliste de remettre l'Allemagne sur ses pieds, la pourvoyant du crédit dont elle a besoin, et lui consentant un crédit de quarante millions de livres-or. La conséquence logique de ce projet est une concurrence allemande acharnée dans toutes les branches de la manufacture des produits anglais.

Peut-on douter, après ces citations, que l'Angleterre a toujours eu pour but d'amoindrir l'Allemagne? Elle a même eu l'audace, ainsi que l'amiral von Tirpitz l'a écrit dans le deuxième volume de *Souvenirs*, paru à la fin de 1924, de proposer à l'Allemagne, en 1908, de limiter ses armements navals, tout en restant, elle, comme l'a écrit Ernest Lavisse, « ceinte de navires, hérissée de torpilles », la première puissance maritime du monde.

D'autre part, la Russie visait Constantinople et les Détroits, dont la possession ne pouvait résulter que d'une guerre générale. La France encourageait ces visées. L'Angleterre ne les décourageait pas, se réservant peut-être, au dernier moment, d'en empêcher la réalisation. La Russie entretenait l'agitation

dans les Balkans. Elle soutenait la Serbie contre l'Autriche. Le 8 septembre 1911, après l'incident d'Agadir, le chargé d'affaires de la Serbie auprès du gouvernement anglais a écrit à Belgrade :

La France, aussi bien que les Alliés, est d'avis que la guerre, même au prix de plus grands sacrifices, doit être ajournée à plus tard, c'est-à-dire aux années 1914-1915.

L'intention de faire la guerre ne pouvait être exprimée plus nettement. Hypnotisée par le désir de voir l'Alsace et la Lorraine revenir à la mère-patrie, la France s'est mise à la remorque de l'Angleterre et de la Russie. Elle n'a pas compris que ce retour pouvait être obtenu par des moyens autres que la force des armes, notamment par l'autonomie provisoire des deux provinces, puis le rapprochement franco-allemand.

Dès 1912, en effet, ce rapprochement avait été proposé par le gouvernement du Reich, ainsi qu'on peut le lire, page 54 du livre intitulé : *Un plaidoyer allemand*, livre dont l'auteur est le général allemand comte de Montgelas, et dont Gouttenoire de Toury a fait paraître une traduction chez André Delpeuch.

Voici, d'après ce livre, la stupéfiante réponse que M. Poincaré fit, à ce sujet, à notre ambassadeur à Berlin :

Le gouvernement allemand semble poursuivre, avec une activité inlassable, un rapprochement que, seule, rendrait possible une réparation complète du passé.

A écouter des propositions comme celle-là, nous nous brouillerions avec l'Angleterre et la Russie. Nous perdriions tout le bénéfice de la politique que la France suit depuis de longues années.

Les mots *activité inlassable* que l'on remarque dans cette réponse montrent que, en 1912, l'Allemagne n'en était pas à sa première tentative, et que, chaque fois, elle s'est heurtée au mauvais vouloir de M. Poincaré.

Le rapprochement franco-allemand était demandé depuis longtemps par Jules Ferry et Joseph Caillaux. A l'avis de ces hommes d'État clairvoyants, la France préféra celui des anglophiles Delcassé, Viviani, Millerand et Clemenceau.

Clemenceau n'admettait pas que la récupération de l'Alsace-Lorraine pût résulter d'arrangements diplomatiques. C'est par la force des armes qu'il entendait reprendre les provinces perdues. Interrogé par moi, au mois d'avril 1904, à l'instigation du général André, dont j'étais alors le chef de cabinet, il me répondit : « Il faut que les deux peuples se donnent un coup de torchon. »

Beaucoup de Français pensaient comme

Clemenceau. Se contenter de l'autonomie, même à titre de solution provisoire, c'était, pour ces superpatriotes, l'abandon de tous nos droits à une réparation complète du passé; c'était du défaitisme.

La guerre était désirée en France par les militaires les plus en vue.

Le général de Castelnau l'a avoué, le 8 juillet 1920, en présidant la fête annuelle de l'École Militaire de Saint-Cyr, où il a prononcé les paroles suivantes :

Après 1870, avec l'ardeur de ses sentiments patriotiques, avec la violence de son désir d'une lutte prochaine, l'armée française s'est attachée à l'œuvre de la revanche, pensée ultime et sacrée des pères et des frères morts dans la détresse du vaincu.

Le 9 mai 1920, jour où une plaque commémorative a été posée à l'École Polytechnique, dans la salle d'études où avait travaillé le maréchal Foch, ce dernier a déclaré que tous, après 1870, nous aspirions à la revanche.

Dans le chapitre premier, j'ai cité les déclarations bellicistes faites à plusieurs reprises par le maréchal Fayolle. J'ai cité celles du général Cherfils et celles du général Rébillot.

Tous ces généraux voulaient la guerre. Les civils n'étaient pas moins ardents.

En 1913, l'Académie française a décerné le prix Montyon à l'auteur d'un livre dans lequel il est dit que « la guerre est l'occasion des plus nobles vertus humaines ».

Le 7 septembre 1913, Paul Bourget a écrit dans *l'Echo de Paris* :

La valeur éducative de la guerre n'a jamais fait de doute pour quiconque est capable d'un peu d'observation réfléchie. La guerre est la grande régénératrice.

Le 7 mars 1915, M. Bazin, un autre académicien, a écrit :

La guerre, c'est la chanson de geste qui continue. C'est la croisade qui n'est pas finie. C'est Dieu transparaissant à travers la France purifiée.

Le 9 mai 1915, le père Sertillanges a dit à La Madeleine que le moment où le soldat se rue à l'assaut est une *minute divine*.

Dans son manuel d'histoire pour les écoles, Ernest Lavisse a dit :

Pour reprendre à l'Allemagne ce qu'elle nous a pris, il faut que nous soyons de bons citoyens et de bons soldats. L'histoire de la France nous montre que, dans notre pays, les fils ont toujours vengé les désastres de leurs pères. Les Français

de Charles VII ont vengé leurs pères vaincus à Crécy, à Poitiers et à Azincourt. C'est à vous, enfants élevés aujourd'hui dans les écoles, qu'il appartient de venger nos pères vaincus à Sedan et à Metz. C'est votre devoir, le grand devoir de votre vie.

Dans un article du *Temps*, paru au début de la guerre, le même écrivain s'est vanté d'avoir dit et répété, à des millions d'enfants, leur permanent devoir envers les provinces perdues.

La guerre une fois déclanchée, il a dit dans le *Temps* :

Jamais la France n'a été si belle. La guerre a révélé la France à elle-même. Cette guerre est bienfaisante.

Dans son livre : *Etes-vous neutre devant le crime?* Paul-Hyacinthe Loyson a écrit que, si Jésus était encore de ce monde, il aurait ramassé un fusil, pour faire le coup de feu.

Émile Boutroux a écrit :

La guerre exerce sur notre vie une influence salutaire, soit dans l'ordre civique, soit dans l'ordre moral.

Pierre Loti a écrit :

Des rêveurs augustes cherchent à supprimer la guerre, la guerre que les chimistes, hélas! se chargent de rendre bientôt impossible, et qui

était, cependant, l'école sublime, l'école unique de l'abnégation, de la vigueur et du courage; la guerre qu'il eût fallu conserver dans ses formes aussi précieusement anciennes que la foi des ancêtres.

Le marquis de Vogüë a dit :

La certitude de la paix engendrerait, avant un demi-siècle, une corruption et une décadence plus destructives de l'homme que la pire des guerres.

Victor Duruy a écrit :

La guerre nourrit les mâles vertus que la paix étouffe.

Ernest Renan a écrit :

La guerre est une des conditions du progrès. Sans elle, la moralité et l'intelligence courraient les plus graves dangers.

Victor Cousin a écrit :

La guerre est, entre les Nations, ce que la lutte des partis est dans l'intérieur des Nations. Renoncer aux guerres serait renoncer au progrès.

De Bonald a écrit :

Les Nations, qui pourrissent dans les anti-chambres et dans les boudoirs, se régénèrent sous la tente et dans les camps.

Le 2 mai, René Doumic a écrit dans les *Annales* :

La guerre procède d'une loi qui n'est pas seulement celle de l'humanité, mais celle de la nature entière. L'ère des guerres ne se fermera jamais.

Supprimer la guerre serait supprimer la justice, puisque tout l'effort d'une nation se résume dans sa valeur militaire, et que, en dernière analyse, la victoire appartient à celui qui la mérite.

Vraiment, a-t-on jamais vu chez les Allemands, une apologie de la guerre aussi effrontée que celle-là? Les Allemands ont écrit — et, en l'écrivant, ils étaient dans le vrai — que, pour atteindre son but, la guerre devrait être cruelle; mais ils n'ont jamais dit qu'elle fût régénératrice.

Le 17 novembre 1918 d'ailleurs, Poincaré avait fait lui-même dans les termes suivants, l'aveu de ses sentiments revanchards :

Nous ne pouvions passer devant la statue de Strasbourg sans ressentir, au fond de nous-mêmes, une secrète humiliation, et comme un remords persistant de notre inaction (1).

(1) *Le collier de Bellone*, par Ermenouville, p. 9.

Il a écrit depuis :

Dans mes années d'école, ma pensée, assombrie par la défaite, traversait sans cesse la frontière que nous avait imposée le traité de Francfort, et, quand je descendais de mes nuages métaphysiques, je ne voyais pas à ma génération d'autres raisons de vivre que l'espoir de recouvrer les provinces perdues (1).

Il a dit encore, en 1911, lors de la discussion de la loi de recrutement, à la Chambre :

Il n'est pas dans la nature des choses que, dans la défaite, un peuple vaincu perde l'esprit de guerre.

En tenant ce langage, M. Poincaré voulait démontrer que l'Allemagne de 1922 rêvait de nous attaquer, et que, par conséquent, il ne fallait pas désarmer. Mais, il démontrait du même coup que si, en 1914, l'Allemagne nous a déclaré la guerre, c'est notre esprit de revanche qui l'y a poussée.

Qu'on ne nous dise donc plus, qu'en France, avant 1914, personne ne voulait la guerre, et que l'Allemagne nous l'a imposée.

La guerre de 1914 a été voulue par les de

(1) *L'Université de Paris* d'octobre 1920, p. 4.

Castelnau, les Fayolle, les Cherfils, les Foch, les Rébillot, les Barrès, les Bourget, les Loti, les Cousin, les de Bonald, les de Voguë, les Doumic, les Loyson, les Lavisse, les Millerand et les Poincaré. Elle a été voulue par tous les auteurs dont les écrits ont été répandus à profusion, et reproduits par la presse chauvine, avec l'agrément et les encouragements des pouvoirs publics. Elle a été voulue encore, elle a été voulue surtout par tous ceux qui, — et ils étaient légion dans le pays, — sans aimer la guerre pour elle-même, étaient affligés de la perte de l'Alsace-Lorraine, mais considéraient que la solution de l'autonomie ne donnait pas suffisamment satisfaction à notre amour-propre national.

J'ai été, je l'avoue, pendant longtemps de ceux-là.

La responsabilité de la guerre de 1914 incombe donc, en grande partie, aux hommes qui, en 1870-1871, nous ont fait perdre l'Alsace et la Lorraine. Quels sont ces hommes? Quelles sont leurs fautes? Des souvenirs personnels me permettent de jeter un certain jour sur cette question.



En 1856 — j'avais alors dix ans — mon frère aîné, âgé de vingt ans, entré à l'École polytechnique à dix-sept ans, était sous-lieutenant

au régiment du génie en garnison à Metz. Les officiers français de la garnison de Metz fraternisaient avec les officiers prussiens de la garnison de Luxembourg. Ils s'invitaient mutuellement à déjeuner. Mon frère s'est rendu à Luxembourg, en compagnie du capitaine du génie Denfert-Rochereau, celui qui, quatorze ans plus tard, est devenu, comme lieutenant-colonel, l'héroïque défenseur de la place de Belfort.

Le capitaine Denfert-Rochereau a fait à table le récit des sièges de Sébastopol et de Puebla auxquels il avait assisté. Un lieutenant du génie prussien lui a dit alors :

« Oh ! que vous êtes heureux, Monsieur le capitaine, d'avoir, comme officier du génie, déjà assisté à deux sièges. »

Jamais pareil compliment n'aurait été adressé en France, au capitaine Denfert-Rochereau. Un officier français l'aurait félicité d'avoir plusieurs campagnes, et, par suite, des chances d'avancer plus vite, ou d'être décoré plus tôt. Mais, il ne l'aurait pas félicité d'être plus instruit que ses camarades. Le savoir militaire n'était pas en honneur dans l'armée française.

Cet amour pour l'étude était d'autant plus méritoire chez les officiers prussiens, que ceux-ci avançaient à l'ancienneté. Ce qui les poussait au travail, ce n'était pas l'espoir d'arriver plus vite, c'était le désir de contri-

buer à l'augmentation de la puissance de leur armée et de la grandeur de leur patrie.

Dans ses visites à Luxembourg, mon frère a appris que les Prussiens exécutaient régulièrement :

1^o des manœuvres d'automne, alors qu'en France on n'en exécutait pas ;

2^o des exercices sur la carte qu'ils appelaient *kriegspiel*, mot que nous leur avons emprunté, avec la chose, vingt ans après ;

3^o des écoles à feu d'artillerie à distance inconnue, où ils s'exerçaient à régler le tir, chose dont on ne se préoccupait pas chez nous.

En me faisant part de ce qu'il avait appris à Luxembourg, mon frère, qui était mon aîné de dix ans, m'engageait vivement, si je devenais militaire, à prendre modèle sur les officiers prussiens, et non sur les officiers français.

Si les officiers français étaient moins studieux et moins instruits que les officiers prussiens, ils l'étaient beaucoup plus que les officiers autrichiens, dont la paresse et l'ignorance étaient légendaires. Aussi, l'armée française battit-elle l'armée autrichienne, en 1859, à Montebello, à Magenta et à Solferino. Ce fut une victoire facile.

Les Prussiens eurent moins de peine encore à battre les Autrichiens, en 1866, à Sadowa. Ceux-ci, craignant que les Italiens ne profitassent de la défaite de l'Autriche pour lui

repandre la Vénétie par les armes, cédèrent cette province à la France, qui la céda à l'Italie. Les Autrichiens, que nous avons combattus, sept ans auparavant, devinrent nos amis. Ce fut le commencement du refroidissement des rapports franco-prussiens. La France, dont les armées avaient terrorisé l'Europe, sous le premier Empire, n'admettait pas qu'une autre nation marchât sur ses brisées. Elle jalousait la Prusse de sa victoire. Mais cette jalousie régnait surtout dans l'armée. Le peuple français en voulait beaucoup moins au peuple allemand que l'officier français n'en voulait à l'officier allemand.

Avant la Révolution, d'ailleurs, les deux peuples étaient les meilleurs amis du monde. Le Français n'était pas nationaliste. La Révolution l'a rendu patriote. Mais le patriotisme révolutionnaire avait en vue la défense de la République contre les tyrans coalisés. Le patriote croyait à la fraternité des peuples. Après Iéna, l'Allemagne a lutté contre Napoléon dont elle redoutait l'hégémonie impérialiste, et non contre le peuple français.

Pendant un demi-siècle, les deux peuples ont vécu en paix. Sous le Second Empire, les Français ont afflué à Ems, Wiesbaden, Baden-Baden. Napoléon avait de bonnes relations avec les princes allemands. C'est grâce à son influence que Charles de Hohenzollern a été nommé prince de Roumanie.

Vint Sadowa. J'étais alors élève à l'École polytechnique. Je passais une partie de mes jours de sortie avec un de mes frères, lieutenant au bataillon de chasseurs à pied de la garde impériale. Les officiers de ce bataillon, avec lesquels je prenais mes repas en voulaient aux Prussiens, dont, disaient-ils, la réputation militaire était usurpée, leur armée étant de beaucoup inférieure à la nôtre. Ils demandaient que l'on attaquât nos voisins sans tarder. Jamais, disaient-ils, le réserviste prussien ne tiendra devant le soldat de métier français. Ils étaient sûrs de la victoire.

L'empereur Napoléon III en doutait beaucoup, au contraire. Ce dont il était sûr, c'est que, s'il était battu, il perdrait sa couronne. On trouvera la preuve de ce que j'avance, pages 211 et suivantes du livre de Pierre de Lano, sur l'impératrice Eugénie. Mais, il y avait à la Cour un parti de bellicistes qu'encourageait l'impératrice. Cette dernière avait pris, à la fin de l'Empire, une très grande influence sur Napoléon III.

Personnellement, je m'en rendais compte. J'assistais, en effet, assez souvent, au bal des Tuileries, auquel étaient invités, comme danseurs, un grand nombre de Polytechniciens et de Saint-Cyriens. A minuit, les souverains rentraient dans leurs appartements. Préalablement, ils faisaient le tour des salons. On formait la haie sur leur passage. L'impé-

ratrice, qui était très gracieuse et remarquablement belle, distribuait, à droite et à gauche, nombreux saluts, nombreux sourires, nombreuses poignées de main. L'empereur, lui, était impassible. Il regardait droit devant lui, d'un air fatigué et ennuyé. On avait l'impression que ce n'était plus lui qui régnait sur la France. Et, dans le public, dans l'armée surtout, la politique belliciste de l'impératrice avait plus de partisans que la politique pacifiste de l'empereur. On ne criait pas encore : « A Berlin ! », mais un vent d'animosité pour la Prusse, un vent de guerre soufflait déjà sur le pays.

L'impératrice professait alors la manière de voir que, quarante ans plus tard, Clemenceau m'a exposée, le jour où il m'a dit :

Il faut que les deux peuples se donnent un coup de torchon.

« Ce sera ma guerre », disait-elle. Partout, on répétait ce propos. Je m'en souviens fort bien, étant, à cette époque, en garnison à Strasbourg, où, en raison du voisinage de la frontière, l'attitude la souveraine était vivement commentée.

Pierre de Lano raconte que, lorsque le Conseil des Ministres présenta à l'empereur le décret relatif à l'ouverture des hostilités, ce dernier refusa d'abord de le signer. Comme

le Conseil insistait, il se mit en colère et déchira le papier. Puis, il se retira dans sa chambre, où, épuisé par la lutte qu'il venait de soutenir, il se coucha. Prise de colère à son tour, l'impératrice fit rétablir par les ministres le libellé du décret, et elle força l'empereur à le signer.

Après Reischoffen, sentant son autorité diminuer, l'empereur voulut rentrer à Paris. L'impératrice lui écrivit : « Vous rentrerez victorieux, ou vous ne rentrerez pas. »

Ces faits appartiennent à l'histoire. Mais, quelque néfaste qu'ait été l'influence de l'impératrice sur la politique impériale, jamais cette dernière n'aurait réussi à déclencher la guerre, si elle ne s'était sentie soutenue par l'opinion publique que le parti militaire avait intoxiquée.

En 1867, un grand nombre de souverains étrangers étaient venus à Paris, pour visiter l'Exposition universelle. On fit, en leur honneur, jouer les grandes eaux de Versailles. J'étais alors élève à l'École Polytechnique. J'assistai à la fête. Une foule nombreuse se pressait sur le passage des souverains, qui défilaient en un cortège de voitures découvertes. On entendait beaucoup de cris : « Vive l'Angleterre ! », « Vive l'Autriche ! », « Vive l'Italie ! ». Pas un cri de « Vive la Prusse ! ». Tout à coup, s'éleva un cri isolé, poussé, peut-être, par quelque policier allemand : « Vive le roi de

Prusse ! ». Je vois encore le vieux Guillaume saluant chapeau bas, en insistant comme s'il avait été acclamé par la foule entière.

Le 18 mars 1867, Jules Favre étant monté à la tribune du corps législatif, pour demander au gouvernement de démentir toute intention de conquête, M. de Cassagnac s'écria : « C'est l'ignominie de l'abdication ! C'est une honte ! » Un autre député, M. Belmontet, s'écria : « Vous n'êtes pas Français ! »

Pour être bon Français, il fallait être animé de l'esprit de conquête.

Un député ayant demandé au maréchal Le Bœuf, ministre de la Guerre, s'il avait de bonnes cartes de la région sur laquelle il voulait porter la guerre, ce dernier répondit : « Oui, nous en avons, et d'excellentes. Tenez, j'ai la mienne. sur moi ; la voici ! » Et il dégaina son épée.

En 1869, — j'étais alors élève à l'École d'Application de l'artillerie, à Metz, abonné au théâtre de cette ville, — chaque fois que l'on jouait la pièce intitulée *Charles VI*, une foule inaccoutumée se rendait au théâtre, et lorsque le chanteur entonnait l'air connu :

*Guerre aux tyrans. Jamais en France,
Jamais l'Anglais ne régnera,*

la salle entière l'accompagnait, en substituant le mot « Prussien » au mot « Anglais ».

Après avoir clamé que jamais Prussien ne

régnerait en France, la plupart des assistants se retiraient. Leur journée était bien remplie.

La France doit faire son *mea culpa*. En 1870, elle était profondément belliciste. Grisée par les succès qu'elle avait remportés en Crimée et en Italie, elle voulait abattre la Prusse qui, quoi qu'on en dise, ne la menaçait nullement.

J'ai cessé de vouloir la revanche, lorsque, devenu, en 1900, chef de cabinet du ministre de la Guerre, j'ai eu entre les mains des documents d'où il résultait nettement que la préparation militaire de l'Allemagne était supérieure à la nôtre, et qu'elle le serait toujours, étant donné l'esprit d'organisation qui règne chez nos voisins, et ce que le docteur Lowenthal a appelé « notre phénoménale incurie ».

J'ai eu connaissance, en outre, d'une lettre que, le 26 octobre 1870, Guillaume I^{er} a adressée à l'impératrice Eugénie, lettre dans laquelle il lui dit :

L'Allemagne veut être assurée que la guerre prochaine la trouvera mieux préparée à repousser l'agression sur laquelle nous pouvons compter, aussitôt que la France aura réparé ses forces, ou gagné des alliés. C'est cette triste considération seule, et non le désir d'agrandir ma patrie, dont le territoire est assez grand, qui me force d'insister sur des concessions de territoire,

sans autre but que de reculer le point de départ des armées françaises qui, à l'avenir, viendront nous attaquer.

Cette lettre, que la suite des événements permet aujourd'hui de qualifier de prophétique, m'a clairement montré que si, après la folle déclaration de guerre de la France à l'Allemagne, et la défaite française de 1871, Bismarck avait exigé l'annexion de l'Alsace et de la Lorraine, c'était, non pas pour agrandir son territoire de deux provinces dont l'administration devait lui donner plus de mal qu'elle ne pouvait lui rapporter de profit, mais pour rendre plus difficile une attaque française, comme, aujourd'hui, notre état-major voudrait rendre plus difficile une attaque allemande, en annexant ou en neutralisant les provinces rhénanes.

J'ai donc prévu que, si nous récupérions l'Alsace et la Lorraine par la force des armes, la guerre éclaterait de nouveau, tôt ou tard, entre la France et l'Allemagne, et que les deux nations seraient indéfiniment en guerre l'une contre l'autre, chacune vaincue à son tour et préparant sa revanche.

Poincaré l'a dit lui-même, en 1922, à la Chambre : « Il n'est pas dans la nature des choses que, dans la défaite, un peuple vaincu perde l'esprit de guerre ».

La création immédiate des États-Unis

d'Europe mettrait évidemment fin, de part et d'autre, à toute velléité belliqueuse, mais elle exigerait l'entente des différentes puissances européennes. L'Angleterre y ferait opposition; car, comme Ernest Lavisse l'a écrit le 1^{er} janvier 1900 (1), « elle considère avec joie l'Europe divisée; sa sécurité repose sur nos rancunes entre continentaux ». Les pourparlers seraient difficiles et longs.

Il est plus facile de s'entendre quand on est deux que quand on est vingt. Procédons par étapes. Internationalisons d'abord la France et l'Allemagne. Les autres nations suivront. Les États-Unis franco-allemands seront l'embryon des États-Unis européens.

CHAPITRE XI

FRANÇAIS ET ALLEMANDS

En 1922, lors de la manifestation nationale organisée pour la commémoration des deux victoires de la Marne, Ernest Lavisse a dit aux enfants des écoles :

La preuve que la France et l'Angleterre n'ont pas voulu la guerre, c'est que la France était insuffisamment préparée, et que l'Angleterre ne l'était pas du tout.

On s'étonne qu'un pareil raisonnement ait pu être tenu par un homme de la valeur d'Ernest Lavisse. Si notre insuffisance de préparation avait été dictée par un désir de paix, ce n'est pas insuffisamment que nous aurions dû nous préparer à la guerre, mais pas du tout.

Tout peuple a le droit de préparer la défense nationale, même s'il ne prévoit aucun danger. C'est souvent l'imprévu qui arrive. A plus forte raison, a-t-il ce droit, s'il est sûr

que son voisin veut l'attaquer. Or, il n'était pas douteux, pour l'Allemagne, que la France voulût reprendre l'Alsace-Lorraine. En conséquence, l'Allemagne s'est préparée à la guerre. Elle s'y est fort bien préparée; tandis que la France, comme l'a dit Ernest Lavisse, s'y est préparée insuffisamment, tout en consacrant à cette préparation plus d'argent que l'Allemagne n'en avait consacré à la sienne. Se faire un mérite de cette insuffisance de préparation, c'est vraiment dépasser les limites permises de l'amour-propre national.

Ce n'est pas ici le lieu d'exposer en quoi consistait le plan de campagne allemand. Je me bornerai à dire qu'il était rationnel et qu'il a été exécuté tel qu'il avait été conçu. Nous avons dû, au contraire, changer le nôtre en pleine guerre.

Le mode d'invasion une fois décidé, les Allemands en ont préparé l'exécution avec une logique inflexible et une persévérance inlassable.

Pour assurer la rapidité de la marche de l'aile droite de leur ligne de bataille, ligne qu'ils voulaient amener en un mois sous les murs de Paris, ils avaient besoin de connaître admirablement la région qu'ils allaient traverser. Ils inondèrent cette région de leurs espions. Parmi ces derniers, ils désignèrent, longtemps à l'avance, les gradés réservistes chargés de commander les patrouilles de cavalerie qui

pénétreraient les premières dans les différentes localités.

C'est ainsi que la patrouille qui entra, le 25 août 1914, à Fives-Mont-de-terre, petite commune des environs de Lille, était commandée par un sous-officier réserviste, ancien boucher à Lille, parti de cette ville au moment de la mobilisation.

A Orchies, près de Lille, le sous-officier allemand qui commandait le détachement chargé de réquisitionner les voitures automobiles de la fabrique de chicorée dirigée par M. Leroux, était un ancien employé de la Société des Téléphones de Lille. Il connaissait exactement le nombre et les emplacements des voitures à réquisitionner.

La patrouille qui entra, le 6 septembre 1914, à Bernes, commune de Seine-et-Oise, comprenait un sous-officier réserviste, ancien garçon épicier à Paris, devenu propriétaire, à Parmain-l'Isle-Adam, d'un magasin d'épicerie qu'il tenait au moment de la mobilisation, rayonnant de là, avec sa voiture, dans toute la région, dont il connaissait admirablement la géographie et les habitants.

De notre côté, au contraire, la plus grande insouciance avait présidé à la désignation des sous-officiers chargés des premières reconnaissances.

C'est ainsi qu'un maréchal des logis d'un régiment de cavalerie en garnison à Nantes,

originaire de la Bretagne, qu'il n'avait jamais quittée, a été désigné pour exécuter, en Alsace, une reconnaissance dans le voisinage d'un houblonnière, c'est-à-dire d'un champ de houblon. Ce sous-officier croyait qu'une houblonnière était un magasin de houblon; et, comme il ne voyait aucune construction dans la région qu'il explorait, il demandait son chemin à tout le monde.

Déjà, en 1870, les quatre uhlands qui entrèrent les premiers dans Nancy, ma ville natale, étaient quatre employés d'un des plus grands magasins de nouveautés de cette ville. On l'a souvent raconté depuis. On l'a même écrit. Mais notre état-major n'en savait rien en 1914.

Les Allemands avaient également désigné à l'avance les gouverneurs ou les commandants d'armes des villes dont ils prévoyaient l'occupation, en Belgique ou dans le nord de la France. Ils avaient documenté ces officiers sur les ressources des places dont ils auraient le commandement.

Ils n'ont jamais commis l'incroyable faute qu'a commise le gouvernement français, en m'envoyant à Lille, en 1912, pour prendre connaissance du plan de mobilisation de la place, puis en bouleversant ce plan sans m'en avertir; en sorte que, lorsque je suis arrivé à Lille, le 3 août 1914, la guerre ayant été déclarée, j'ai trouvé là une situation toute différente de celle que je m'attendais à trouver;

entre autres choses, 80 canons et 2,900 canoniers de moins qu'en 1912.

La préparation de la jeunesse au service militaire, qui consiste surtout, chez nous, en manœuvres de parade pour bataillons scolaires, était réglée en Allemagne par un programme comportant des exercices de marche, des exercices de tir, des exercices d'utilisation du terrain, des exercices d'emploi des abris contre le tir, etc.

Ce programme était développé dans une brochure du docteur Graevenitz, officier supérieur de réserve, brochure dédiée au maréchal von der Goltz, l'auteur du livre : *La Nation armée*.

La préparation allemande n'a pas consisté seulement, comme on le croit en France, dans l'amélioration du matériel de guerre, elle a consisté encore, elle a consisté surtout dans l'instruction du personnel, dans le choix raisonné des moyens à employer, suivant le but à atteindre, et dans la désignation de personnes idoines pour les différentes missions.

*
* *

On m'a reproché, pendant la guerre, de ne dire, dans mes articles de journaux, que du mal des Français et que du bien des Allemands. Ce reproche est immérité. Je n'ai jamais cessé de dire que les qualités des Allemands complétaient admirablement les nôtres. Je reconnais

donc les qualités des Français; mais, à entendre certaines gens, les Allemands n'ont aucune qualité; ce sont des barbares qu'il faut exterminer sans pitié.

Nul n'ignore, cependant, ainsi que je l'ai dit plus haut, que nos voisins nous ont devancés dans l'adoption des réformes sociales : retraites ouvrières, organisation des syndicats, assurances contre les accidents du travail, etc.

Ils nous devancent également au point de vue intellectuel. D'après *le Mercure de France*, du 15 mai 1922, l'Allemagne a publié 32,000 volumes en 1920, et la France 6.000 seulement.

Singulière barbarie que celle d'un peuple dont la production littéraire est quintuple de la nôtre.

Les Allemands ont adopté en 1922 le principe de l'école unique, principe encore discuté chez nous.

Ils ont décidé que, désormais, dans tous les établissements d'instruction publique, on ne ferait plus de cours que le matin; que l'après-midi serait employée à des exercices physiques et à des travaux manuels. A ces deux points de vue encore, nous sommes dépassés.

J'ai lu, dans un discours prononcé par M. Decker-David, le 29 janvier 1902, à la Chambre des députés, qu'il existait en Allemagne des ingénieurs d'amélioration agricole, chargés de préparer les travaux de drainage et d'irrigation. Si bien que, dans ce pays moins

favorisé que le nôtre par le soleil et le régime des eaux, l'hydraulique agricole est trente fois supérieure à la nôtre.

En quarante ans, l'Allemagne a triplé son réseau de chemins de fer, laissant la France bien en arrière d'elle.

D'après le « Supplément économique » du *Temps*, du 1^{er} janvier 1925, l'Allemagne tirait parti, en 1924, de 58 % de la force hydraulique de ses chutes d'eau, ce qu'on appelle la houille blanche; la France de 17 % seulement. c'est-à-dire trois fois et demie moins.

L'Allemagne nous devance également dans l'utilisation de la force des cours d'eau. ce qu'on appelle la houille verte.

Elle étudie beaucoup plus activement que nous l'utilisation de la force des marées, ce qu'on appelle la houille bleue.

Voilà le peuple qu'on traite de barbare, et dont il ne faut pas dire du bien, sous peine de passer pour un mauvais Français. Moi, je dis que les mauvais Français sont ceux qui, au lieu de se rapprocher d'un peuple, au contact duquel nous n'aurions qu'à gagner, entretiennent, par des accusations mensongères, des sentiments de haine dont l'esprit de guerre résulte inévitablement.

Quiconque a un peu voyagé en Allemagne a pu constater, comme moi, que les bureaux de poste et les gares de chemins de fer y sont

beaucoup mieux tenus que chez nous; que le service s'y fait infiniment mieux; que les employés sont plus obligeants.

J'ai fait la même observation dans les hôtels et dans les banques. Qu'il soit au service d'un particulier ou au service de l'État, l'employé allemand se considère comme à la disposition du public; tandis que, trop souvent, l'employé français semble vous faire une grâce, en vous donnant ce qu'il est payé pour donner.

J'ai visité un hôpital allemand. Je connais bien les hôpitaux français, ma profession m'ayant imposé, pendant toute ma carrière, l'obligation de visiter les hôpitaux dans lesquels étaient soignés mes soldats. Je n'ai jamais rien vu, en France, approchant de ce que j'ai vu en Allemagne, comme propreté, confortable et organisation du service.

J'ai appris que, dans l'hôpital où je me trouvais, était soigné, comme pensionnaire payant, un prince appartenant à une famille régnante. Ce prince avait une plus belle chambre, mais la même nourriture que les malades admis gratuitement.

Voici, d'ailleurs, des chiffres qui montrent combien le service médical est mieux assuré chez nos voisins que chez nous.

Le 24 novembre 1902, le général André, ministre de la Guerre, a déclaré au Sénat, que, dans l'armée française, la mortalité était quatre fois plus grande que dans l'armée allemande.

Deux ans après, le 1^{er} avril 1904, le docteur Lowenthal, membre de la Commission extra-parlementaire de la dépopulation, a confirmé ce renseignement, en écrivant, dans la *Revue*, que, de 1882 à 1901, c'est-à-dire pendant vingt ans, les chiffres des décès avaient été respectivement de 67,000 hommes dans l'armée française, et de 27.000 seulement dans l'armée allemande. Sans doute, 67 n'est pas le quadruple de 27; mais, il ne faut pas oublier que l'effectif de l'armée française n'était que les deux tiers de celui de l'armée allemande. Le renseignements du général André et celui du docteur Lowenthal sont donc concordants.

Cinq ans après, le 1^{er} juillet 1909, le docteur Lowenthal a écrit dans la même revue, que, pendant cette période de cinq ans, l'armée française avait perdu 8,800 hommes et l'armée allemande 5,200 seulement.

Il a écrit enfin que, de 1902 à 1906, les nombres de maladies infectieuses avaient été, en France, de 330,000, dont 5,000 décès, et, en Allemagne, de 118,000 dont 1.300 décès seulement.

Ces résultats, dit le savant docteur, « dus à notre phénoménale inertie, à notre déplorable insouciance, auraient pu être évités, si nous, dont le pays se dépeuple, avions eu, à l'égard de nos enfants, le souci que montre, à l'égard des siens, la nation allemande ».

On a reproché aux Allemands la dureté avec laquelle ils ont traité les populations françaises, pendant l'occupation. Ce reproche est fondé, pour le temps de guerre. Les Allemands se sont fait une règle d'être durs et, au besoin, cruels pendant les hostilités. Mais, la paix une fois signée, ils sont redevenus humains. Je tiens de mes parents que, pendant les trois années de 1870 à 1873, qu'ils ont occupé Nancy, ma ville natale, les Allemands se sont toujours montrés pleins d'égards pour eux. Leur attitude a été si correcte que M. Thiers a dû en remercier le général de Manteuffel, dans une lettre qu'ont publiée les journaux.

Voici d'ailleurs ce qu'on peut lire dans un recueil des instructions données par l'autorité militaire allemande, aux troupes qui ont occupé la France de 1870 à 1873 :

Si la guerre nous a souvent obligés à prendre des mesures énergiques, la paix nous impose les plus grands égards possibles.

En outre — et je fais ici appel au sentiment de notre dignité — nous sommes les vainqueurs. Il faut que vis-à-vis du vaincu, nous nous souvenions du vieux proverbe : « Noblesse oblige » ; car nous sommes les représentants de toute l'armée. Nous ménagerons la susceptibilité du vaincu.

Au commencement du siècle, les Français se sont vantés de leurs victoires en Allemagne. Ils

ont abusé de leur pouvoir. Ils nous ont traités avec dureté et mépris.

Conduisons-nous plus dignement. Le vainqueur se grandit lui-même et augmente le prestige de sa victoire, en se mettant sur un pied d'égalité avec le vaincu.

En érigeant des pierres tumulaires, il faut éviter tout ce qui pourrait éveiller, chez les Français, des souvenirs humiliants.

Le 4 août 1927, le *Journal Officiel* de la Commission de gouvernement du bassin de la Sarre a publié l'avis suivant, concernant les fêtes des régiments allemands stationnés dans ce bassin :

En raison du fait que les demandes d'organisation de fêtes publiques de régiments n'ayant jamais eu leur garnison d'origine en Sarre se multiplient de plus en plus, ces fêtes devront, en principe, être interdites, à cause de leur caractère politique déplacé dans le territoire de la Sarre, et des dangers qu'elles pourraient faire courir à l'ordre public.

Toutes les demandes d'autorisation de fêtes de régiments devront être soumises à la Direction de l'intérieur de la Commission de gouvernement, qui décidera en chaque cas particulier, d'après les dispositions légales.

Les fêtes de régiments continueront d'être interdites, comme par le passé, aux jours anniversaires des batailles de Spickeren et de Sedan.

Je n'ai jamais eu connaissance d'instructions analogues données par l'autorité militaire française aux troupes d'occupation des provinces rhénanes.

J'ai eu connaissance, par contre, du très regrettable discours que M. Poincaré a prononcé à Orchies, le 31 juillet 1927, quatre jours avant celui où le gouvernement allemand rappelait par écrit l'interdiction de célébrer les anniversaires de Spickeren et de Sedan, discours dans lequel M. Poincaré a rappelé, lui, les atrocités allemandes de 1914, comme s'il tenait à raviver des haines en voie d'extinction.

Dussé-je m'entendre accuser, une fois de plus, de ne dire que du mal des Français et que du bien des Allemands, je ne puis m'empêcher de constater comme l'a fait Fabre-Luce (1), que ces derniers sont moins persévérants que nous dans leurs antipathies, plus dociles aux suggestions de leur intérêt.

En 1920, Ludendorff a proposé une alliance franco-allemande contre la Russie.

Le 20 septembre 1923, le *Dusseldorfer Zeitung*, organe de L. Stinnes, pangermaniste notoire, a publié en première page, sous le titre : *Une entente avec la France*, un article où il est dit que, si cette entente ne se réalise pas, l'Allemagne sera obligée de se rejeter dans les bras de ses plus redoutables concurrents,

(1) *La Victoire*, p. 400.

l'Angleterre et l'Amérique. L'auteur de l'article ajoute :

Le Français est honnête et bon enfant. Il n'est pas hypocrite. C'est pourquoi il a été si souvent exploité par les Anglo-Saxons.

Beaucoup d'Allemands deviendraient francophiles, si la grandeur de leur pays leur paraissait liée à un rapprochement franco-allemand.

CHAPITRE XII

L'OCCUPATION DES PROVINCES RHÉNANES

C'est une erreur très répandue en France que l'occupation des provinces rhénanes nous met à l'abri d'une grosse attaque allemande. Dans tous les journaux où j'écris, depuis l'armistice, j'ai démontré que, s'ils le voulaient, les Allemands balaieraient notre corps d'occupation comme *fétu de paille*. Mes arguments n'ont jamais été combattus par personne. J'ai récapitulé ces arguments dans un article que, sous le titre : *La brimade de l'occupation des provinces rhénanes*, la revue *Evolution* a inséré le 15 février 1917 (1).

Dans un livre paru avant la guerre, intitulé *Nos frontières de l'Est*, le général Maitrot, un nationaliste cependant, a indiqué le seul moyen à employer pour assurer le service de la couverture, tel que je l'ai défini dans le chapitre VI. Ce moyen consiste dans l'appel

(1) Éditeur, André Delpeuch, 51, rue de Babylone, à Paris.

en masse des réservistes et des territoriaux de la région frontière; pourvus dès le temps de paix, ainsi que cela se fait en Suisse, de leurs armes et de leur équipement militaire; dressés, lors de leurs périodes d'exercices, à rejoindre directement leurs postes de combat. Ces réservistes ont, sur les soldats du contingent, le double avantage de mieux connaître le pays, et d'être rendus plus tôt.

Mais, nos dirigeants n'ont confiance que dans le soldat de caserne, seul capable, croient-ils, d'en imposer aux Allemands et d'obliger ceux-ci à nous payer les sommes qu'ils nous doivent.

Si nous ne comptons, pour nous faire payer, que sur l'emploi de la manière forte, il nous faut, outre le corps d'occupation des provinces rhénanes, un bataillon d'infanterie et un percepteur français auprès de chaque caisse publique allemande. Et encore, à supposer que ce déploiement de forces nous permit de vider les dites caisses, il ne les ferait pas remplir. Aucune force au monde ne peut obliger chacun des quinze millions de contribuables allemands à verser annuellement une moyenne de 200 francs, pendant quarante-deux ans.

On me dira, qu'en 1871, les Allemands se sont fait payer en occupant nos départements de l'Est: mais ils nous avaient imposé une indemnité de cinq milliards seulement, ce qui faisait, pour chaque contribuable français,

une moyenne de 100 francs à verser chaque année, pendant cinq ans. C'était raisonnable. C'était possible. Il est impossible, au contraire à l'État le mieux intentionné de payer deux milliards par an, pendant quarante-deux ans.

L'occupation des provinces rhénanes — je l'ai dit cent fois et je le répète — n'a d'autre utilité que de nous mettre dans de meilleures conditions stratégiques pour porter la guerre en Allemagne. M. Maginot l'a avoué, le 2 mars 1923, en disant à la Chambre que, le jour même de la déclaration de guerre, notre corps d'occupation pénétrerait en Allemagne, s'emparerait de points d'appui importants, empêcherait ainsi la mobilisation allemande, et finirait la guerre, à peine commencée.

Le colonel Fabry a confirmé ces intentions, en disant, le 18 mars 1924 :

Cette fois, ce serait la cathédrale de Cologne, et non celle de Reims qui serait sous le feu du canon.

Il n'est pas possible de déclarer plus ouvertement que notre état-major entend occuper indéfiniment les provinces rhénanes.

C'était l'idée des nationalistes. Elle a été dévoilée par un enfant terrible du parti. M. Jacques de Bainville, dans un entrefilet de *l'Action Française* qu'a reproduit *la Paix par le Droit* de juillet-août 1922. Après avoir rappelé l'article 431 du traité de Versailles,

aux termes duquel, si l'Allemagne nous payait avant l'expiration des délais prévus, les troupes d'occupation seraient immédiatement retirées, Jacques de Bainville a ajouté :

Croit-on que si l'affaire des réparations était réglée par un emprunt, nous ne serions pas invités à quitter Mayence? Qu'on y prenne garde!

En d'autres termes : « Plutôt ne jamais être payés que d'abandonner les provinces rhénanes ».

Dans un discours qu'il a prononcé le 3 février 1921, René Tardieu a signalé, comme un grave danger, la possibilité du paiement par l'Allemagne en quinze ans, des 226 milliards-or de marks-or de l'accord de Paris, paiement qui nous obligerait à quitter les provinces rhénanes.

C'était également l'idée de M. Poincaré. Le 1^{er} mai 1922, il a déclaré à la Chambre que, si, le 31 du même mois, le Reich n'avait pas satisfait à certaines exigences, notre corps d'occupation pénétrerait en Allemagne, dût-il le faire sans le secours des Alliés.

Le 22 septembre 1922, *le Radical de Marseille* a publié une interview dans laquelle M. Poincaré a dit à MM. Lausanne, du *Matin*, Rey, du *Petit Journal*, Pertinax, de *l'Echo de Paris*, et Millet, du *Petit Parisien* :

Je refuse de subordonner notre diplomatie à nos finances, parce que plaie d'argent n'est pas mortelle.

Si l'Allemagne nous payait, nous serions obligés d'abandonner les territoires rhénans.

Nous allons — et j'en suis fort aise — vers l'occupation permanente de la rive gauche du Rhin.

Le Radical de Marseille a mis le gouvernement au défi de démentir son information. Ce défi a été renouvelé dans la Tribune du Centre du 24 août 1922, dans le Populaire de Paris du 22 août 1923, dans l'Ere nouvelle des 7 mars 1923 et 5 janvier 1924, enfin dans le Journal du Peuple du 5 août 1924. Aucun démenti n'est venu.

L'interview a été également reproduite par le Daily Mail, dans un article où ce journal combat l'annulation de la dette française, dette qui, dit-il, est le seul moyen de faire pression sur la France, et de l'obliger à évacuer les provinces rhénanes.

Déjà, le 29 janvier 1921, on avait lu dans le Daily Herald :

Depuis deux ans, le Gouvernement français est le mauvais génie de l'Europe. L'esprit vindicatif de Clemenceau, l'ambition de Millerand, et celle de Poincaré, la vanité de Foch ont été le moule de la politique internationale.

Le conseil suprême, qui obéit à ces hommes, a accumulé les erreurs et les crimes. Cette folie doit avoir une fin. L'Europe doit-elle aller à sa ruine, parce que la vanité et l'envie aveuglent les maîtres de la France?

Le 15 août 1922, le *Temps* a publié une lettre de Londres dont l'auteur signale « les soupçons qu'ont éveillés, depuis longtemps, en Angleterre, les campagnes françaises tendant à l'annexion, ouverte ou déguisée, des provinces rhénanes ».

Enfin, le 22 du même mois, le même journal a reproduit un article du *Daily Chronicle* disant que le gouvernement britannique n'abandonnerait sa créance que lorsque la France aurait renoncé à ses projets grandiloquents.

Ces projets avaient été dévoilés, le 18 avril 1919, avant la signature du traité de Versailles, dans une interview accordée à un rédacteur du *Daily Mail* par le maréchal Foch lui-même :

Maintenant que nous avons atteint le Rhin, nous devons y rester. Dites-le bien à vos compatriotes. C'est notre unique sécurité.

Depuis, le 8 février 1921, le général de Castelnau, alors président de la Commission de l'armée, a écrit dans *l'Echo de Paris* :

L'occupation de la ligne du Rhin constitue l'indispensable point d'appui de toutes les garanties à exiger de l'Allemagne. Elle est l'épée de Damoclès qui tranchera, le cas échéant, le nœud des résistances et des desseins agressifs de nos ennemis d'hier. Elle est, pour eux, le commencement de la sagesse. Elle est, pour nous, le facteur nécessaire de la sécurité nationale.

Le 6 août 1922, il a encore écrit :

Tout, plutôt que d'abandonner le Rhin, gage indispensable de la sécurité nationale.

Toujours la *sécurité* ! Mais, le besoin de sécurité n'est pas un besoin du moment. Il durera tant qu'il y aura une France et une Allemagne. Il faudrait donc occuper indéfiniment les provinces rhénanes ? C'est l'annexion *déguisée* que redoute l'Angleterre, ainsi que l'a dit *le Temps* du 15 août 1922. Le général Degoutte a même dit que, s'il le fallait, on resterait sur le Rhin pendant mille ans.

Dans *l'Emancipation* de juillet 1924, Charles Gide a écrit ce qui suit :

La politique de la France vis-à-vis de l'Allemagne est celle d'un petit garçon qui, à la suite d'une bataille, a réussi à terrasser son adversaire plus gros que lui, et à le tenir sous lui, mais qui n'ose pas le lâcher, et à qui les badauds

crient : « Tiens le bien ! » Je laisse à penser ce que serait une telle situation — je ne dis pas pour celui qui est dessous, mais aussi pour celui qui est dessus — si elle devait s'éterniser.

Il faut être fou pour croire que l'Allemagne, dont la population sera bientôt double de la nôtre, se laissera ainsi terrasser, et que, dans cette situation, elle travaillera de bon cœur à notre relèvement.

*
* *

Les rédacteurs du traité de Versailles savaient très bien que l'occupation des provinces rhénanes n'avancerait pas d'un jour le paiement des sommes dues par l'Allemagne. Ils n'ont demandé 132 milliards de francs-or, que pour être sûrs de n'être jamais payés, et, sous ce prétexte, occuper indéfiniment les provinces rhénanes. Ils ont vu dans l'occupation — les citations que j'ai faites plus haut le prouvent surabondamment — non une garantie de paiement, mais une garantie de sécurité.

L'occupation des provinces rhénanes ne nous garantit pas plus d'une agression allemande, que les sentinelles autrefois placées devant les demeures de certains hauts fonctionnaires ne garantissaient ceux-ci d'une agression de la foule. Le placement de sentinelle

était un honneur que l'on rendait à ces hauts fonctionnaires. L'occupation d'un territoire ennemi est une manifestation du même ordre, mais en sens contraire. C'est une brimade. C'est un reste du temps où l'on humiliait le souverain vaincu en lui imposant une garnison étrangère; on le diminuait ainsi aux yeux de ses sujets.

Mais, autrefois, l'armée du souverain était de quelques dizaines de milliers d'hommes. Les armées nationales d'aujourd'hui se chiffrent par des millions d'hommes, à côté desquels un corps d'occupation est un *fétu de paille*.

D'autre part, sous l'ancien régime, l'occupation d'un territoire étranger n'humiliait guère que le souverain. Elle laissait les populations à peu près indifférentes. Pour ces populations, soldats, étrangers ou soldats du roi, c'était tout un. Les uns, comme les autres, étaient des mercenaires. Le cas n'était pas rare de soldats passant d'un camp à l'autre, s'ils apprenaient que la solde fût meilleure de l'autre côté. Aujourd'hui, il n'y a plus ni soldats mercenaires, ni souverains, ni sujets; il y a des peuples libres, que l'occupation de leur territoire exaspère, et qui aspirent à s'en débarrasser par la force des armes. C'est, sous le prétexte de sécurité, la menace d'une nouvelle guerre.

On n'empêchera jamais un peuple de faire la guerre, s'il veut la faire, pas plus qu'on ne le

forcera à la faire, s'il ne la veut pas. Ce qu'il faut chercher à obtenir, c'est qu'il ne la veuille pas. Avons-nous fait ce qu'il fallait pour que les Allemands ne veuillent pas la guerre? M. Poincaré a fait tout le contraire. Par ses excitations et ses menaces, il a ressuscité l'armée allemande.

Le 7 novembre 1918, cependant, le prince Max de Bade, chancelier impérial, avait adressé au peuple allemand une proclamation qui autorisait les plus belles espérances :

La victoire que nous espérions ne nous a pas été accordée. Mais, le peuple allemand a remporté un bien plus grand succès. Il a remporté une victoire sur lui-même et sur sa croyance au droit de la force. Dans cette victoire, nous puiserons une nouvelle force. et, à l'aide de cette force, nous pourrons bâtir un nouvel état de choses.

Cette déclaration que le peuple allemand avait remporté une victoire sur sa croyance au droit de la force, c'était le reniement de la doctrine de Bismarck : « La force prime le droit ». C'était l'abjuration de la plus grande erreur des siècles passés. C'était la réalisation du but que nous poursuivions depuis quatre ans.

Nous avons donc atteint le résultat que nous visions. Et nous l'avons atteint, sans produire l'écrasement complet que rêvaient

certaines extrémistes français, écrasement qui aurait mis l'Allemagne dans l'impossibilité de nous payer ce qu'elle nous devait.

Nous avons mieux fait que d'écraser l'Allemagne. Nous l'avons obligée à reconnaître que, malgré une préparation qui avait duré quarante-trois ans, elle n'avait pu obtenir la victoire qu'elle espérait, et qu'après quatre ans de guerre, ses chances de vaincre diminuaient tous les jours de plus en plus. Nous avons obligé le chancelier impérial à prononcer lui-même l'arrêt de mort du militarisme allemand, à déclarer qu'il ne croyait plus au droit de la force, et que cette répudiation du droit de la force constituait, pour le peuple allemand, une victoire des idées, plus importante que la victoire des armes.

Eh bien ! ce résultat n'a pas suffi à Clemenceau. L'ambitieux et autoritaire homme d'État a voulu tenir sous sa hotte une Allemagne récalcitrante. Il a fait tout ce qu'il a pu pour que celle-ci se révolte contre les conditions de paix. Il y est parvenu.

Certains Allemands nous haïssent aujourd'hui plus qu'ils ne nous haïssaient en 1914, et même pendant la guerre. On a entretenu cette haine par l'inutile brimade de l'occupation des provinces rhénanes. En Rhénanie, nos officiers se sont montrés arrogants. Non contents d'éclabousser par leur luxe les officiers allemands dont la solde était, à grade

égal, dix fois moins élevée que la leur, ils ont humilié les populations civiles. C'est ainsi que dans tous les endroits où l'on faisait queue, par exemple aux guichets des chemins de fer ou des bureaux de poste, ils s'arrogeaient le droit de passer les premiers. Ce n'était là, me dira-t-on, que des coups d'épingle; sans doute, mais, constamment répétés, des coups d'épingle sont plus blessants qu'un coup de sabre.

M. Poincaré était l'homme des coups d'épingle et des propos blessants. Dans le discours qu'il a prononcé à Meaux, en 1922, à l'occasion du huitième anniversaire de la bataille de la Marne, il a dit, qu'en 1871, l'Allemagne nous avait volé l'Alsace et la Lorraine. Comme si, en 1648, nous n'avions pas nous-mêmes ravi l'Alsace à l'Allemagne, par la force des armes.

L'expérience a montré que le plus orgueilleux des hommes qui, en conflit avec un de ses concitoyens, refuse de dire qu'il a tort, même si, intérieurement, il reconnaît ses torts, accepte qu'un tribunal le dise, même s'il a raison. Il maudit ses juges pendant vingt-quatre heures, et l'incident est clos.

Il en sera ainsi pour les rédacteurs du traité de Versailles, qui, s'étant faits eux-mêmes les juges de leur cause, ont proclamé, dans l'article 231, l'uniculpabilité de l'Allemagne. Jamais, ils ne reconnaîtront qu'ils ont eu tort; mais, je suis bien sûr, qu'au fond, plus

d'un verrait avec plaisir abroger cet article néfaste, dont le maintien rend irréalisable une réconciliation complète et loyale. Les orateurs et les écrivains des deux pays pourront faire de beaux discours ou articles de journaux; ils pourront se réunir dans des meetings; mais le cœur du pays allemand ne sera pas avec eux, et l'union craquera à la première occasion.

On me dira que le droit au paiement des réparations étant la conséquence de l'article 231, si l'on abroge cet article, les Allemands ne nous paieront pas. Il appartiendra au tribunal qui prononcera l'abrogation de faire les stipulations nécessaires. Mais, lors même que ce tribunal réduirait considérablement la dette allemande, l'abrogation serait avantageuse; nous perdrons moins à cette réduction qu'au maintien de l'occupation coûteuse des provinces rhénanes et surtout à une nouvelle guerre franco-allemande.

L'évacuation des pays rhénans et la revision du traité de Versailles sont les conditions *sine qua non* de la paix mondiale.

CHAPITRE XIII

POUR LA PAIX MONDIALE

Pour supprimer la guerre, il faut supprimer :

1^o le besoin que les peuples peuvent avoir de la faire;

2^o les moyens qu'ils peuvent avoir de la faire;

3^o l'envie qu'ils peuvent avoir de la faire, ou esprit de guerre.

D'où la division du présent chapitre en trois paragraphes, qui seront intitulés comme ci-dessus.

I. — *Le besoin de faire la guerre.*

Il n'est pas de société au monde qui n'ait son Conseil d'administration. Seule, l'humanité n'en a pas. L'humanité est un groupement dont tous les membres sont souverains. Dans le partage des richesses du monde, chacun veut se servir le premier, et prendre la meilleure part, qu'il y ait droit ou non. C'est la conception du patriotisme que professaient, sous le

Second Empire, les députés de Cassagnac et de Belmontet (1), et qu'a professée depuis le député nationaliste Delafosse (1). La guerre est, dans ces conditions, le seul moyen de régler les différends qui peuvent s'élever entre les peuples. Le monde est une foire d'empoigne.

La première réforme à accomplir, pour mettre fin à cet état de choses, est d'abolir la souveraineté des différents États, et de confier à une autorité internationale le soin de répartir les richesses du monde entre les peuples.

Que seraient les États-Unis d'Amérique, si, comme l'a écrit Norman Angell (2), dont je résume ici la pensée en quelques mots, « chaque fois qu'un Américain veut aller de New-York à San-Francisco, ou expédier des marchandises de l'une à l'autre de ces deux villes, il lui fallait attendre pendant un mois l'arrivée de ses passeports; s'il lui fallait traverser quarante huit barrières, et avoir affaire à quarante-huit États souverains, ayant chacun son consul, ses douanes, sa monnaie, son système bancaire, et une armée prête à se battre? »

C'est le Zollverein qui a fait l'Empire allemand. C'est l'union douanière européenne qui fera les États-Unis d'Europe, et supprimera

(1) Voir plus haut, chapitre IX.

(2) *Les Illusions de la victoire*. Stock, éditeur, p. 21.

la guerre entre les différents États. Elle la rendra, du moins, beaucoup plus rare.

*
* *

On ne saurait rêver, pour les États-Unis d'Europe, une organisation identique à celle des États-Unis d'Amérique, qui ont été créés en même temps, et dont les habitants sont de même race. En Europe, chaque État doit pouvoir conserver la forme de gouvernement qui lui plaît, ainsi que les mœurs appropriées au climat du pays et aux besoins de ses habitants. Mais, on peut prendre à l'organisation américaine tout ce qui est applicable à l'Europe.

Il faut donc supprimer, entre les différents pays, les passeports et les douanes. On facilitera ainsi, non seulement les échanges commerciaux, mais encore les voyages et les mariages internationaux. Cette réforme fera plus, pour le désarmement des haines et pour la destruction de l'esprit de guerre, que les plus beaux discours ou articles de journaux.

Il faut, en outre, internationaliser les richesses du sous-sol : minerais, charbons, pétroles, etc., richesses dont la convoitise a été si souvent la cause de conflits armés. Il n'y a aucune raison pour que ces richesses, créées par la nature, et non par la main de l'homme, appartiennent au pays sous le sol duquel elles

se trouvent. Elles doivent être considérées comme appartenant à l'humanité.

Bientôt, peut-être, sera-t-on en mesure d'internationaliser la force motrice des cours d'eau, celle du vent et celle des marées?

Il faut supprimer les difficultés du change, en créant une monnaie européenne.

Il faut encourager l'étude d'une langue internationale, telle que l'espéranto.

Il faut favoriser les progrès de l'aviation, moyen puissant de rapprochement des peuples, dont les relations commerciales seront ainsi profondément modifiées.

Sans doute, quelque temps se passera encore avant qu'on puisse transporter, par avions, de gros approvisionnements de vivres ou de combustibles; mais, dès maintenant, on peut transporter des marchandises moins encombrantes, telles que des objets d'art, de bijouterie, d'horlogerie, etc., qui s'affranchiront ainsi des droits de douane.

Quand, pour certaines marchandises, on aura supprimé la frontière, il faudra bien la supprimer pour les autres. Et ainsi, sans que la diplomatie s'en mêle, se créeront les États-Unis d'Europe.

Certains croient que les guerres cesseront, du fait que les avions de bombardement pourront, sans danger, détruire les villes ennemies. Cette espérance est chimérique. La destruction d'un nombre même assez grand de villes ne

procurera pas la victoire; mais, l'aviation permettra, chose plus importante, de découvrir les préparatifs des attaques ennemies. Les plus belles combinaisons stratégiques seront ainsi déjouées.

Bref, les progrès de l'aviation, qui diminueront les risques de guerre, rendront, en outre, les guerres plus difficiles. Ils contribueront à leur suppression.

Il faut enfin internationaliser les services des transports : chemins de fer, aviation, postes et télégraphes. Il conviendrait même d'encourager, par des avantages d'avancement, les employés de ces administrations à servir de l'autre côté du Rhin. Ce serait un moyen de provoquer des mariages internationaux, et de favoriser le rapprochement franco-allemand.

Mais, la coopération internationale ne saurait être réglée par des comités de diplomates, naturellement enclins à défendre la souveraineté des États qu'ils représentent. Elle ne peut être assurée que par une assemblée, telle que la Société des Nations, dont les membres seraient les représentants des peuples, et seraient désignés, non par les chefs d'État, mais par les peuples eux-mêmes, avec mission de sacrifier ce qu'il faudra de l'indépendance des États, dans l'intérêt de la collectivité.

La Société dont il s'agit aurait à déterminer :

1^o Quelles sont les richesses qui, créées par la main de l'homme, doivent rester sa propriété

personnelle, et ne peuvent être cédées à l'étranger que par voie d'échanges.

2^o Quelles sont celles qui, créées par la nature, appartiennent à l'humanité, et doivent être internationalisées :

3^o Quelle doit être la part de chaque peuple, dans la répartition de ces richesses :

4^o Quel compte il faut tenir du chiffre de sa population et des ressources de son territoire :

5^o Quel droit il faut lui reconnaître, non pas d'accroître sa population, ce dont on ne saurait l'empêcher, mais de se prévaloir de cet accroissement, pour faire augmenter sa part dans le partage.

* * *

Nous sommes loin de là. Sans doute, tous les États reconnaissent les services que rendrait une Société des Nations dont le rôle serait de régler les difficultés qui peuvent s'élever entre eux. Mais rares sont ceux qui renoncent franchement à leur souveraineté, en vue de donner à cette société les pouvoirs nécessaires. Chacun continue à proclamer le principe de son indépendance, et le droit de manifester, pour la nation qu'il représente, des exigences qui sont des sources de conflits.

La tâche de la Société des Nations sera impossible si chacun n'y met pas du sien, en modérant ses exigences, en pratiquant l'oubli

des griefs et le désarmement des haines, en évitant les occasions de conflits.

D'autre part, il faut choisir entre la doctrine de la force et celle du droit. On ne peut être pour l'une quand on est fort, et pour l'autre quand on est faible.

Les Allemands étaient pour la force, avant la guerre; ils sont pour le droit, depuis la paix.

C'est l'inverse qui a lieu pour les Français. Au début des hostilités, nos hommes d'État ne cessaient de dire que nous nous battions pour la doctrine du droit, foulée aux pieds par les Allemands. Aujourd'hui, ces mêmes hommes d'État rêvent d'instaurer, par la manifestation de notre force, un régime de paix.

Cette espérance est chimérique. L'emploi de la force pour ou contre le droit, appelle une revanche par la force. La contrainte, l'écrasement, l'humiliation du vaincu n'ont jamais engendré que des ressentiments, sources de nouvelles guerres.

En 1870, nous avons paru écrasés par l'Allemagne, autant qu'une nation peut l'être. Cinq ans après, l'armée française, sans avoir la valeur qu'elle a eue depuis, était en état d'entrer en campagne. Nous avions le canon de Reffye, se chargeant par la culasse, bien supérieur au canon prussien, alors considéré comme le principal artisan de la victoire

allemande. Surprise de la rapidité de notre relèvement, l'Allemagne regretta de ne pas nous avoir écrasés davantage.

Si, à ce moment-là, notre jeune république, encore mal vue des gouvernements monarchiques européens, ne s'était pas sentie un peu isolée, si elle avait osé faire la guerre sans alliances, nous aurions peut-être repris l'Alsace et la Lorraine. Mais, après la revanche, les Allemands auraient préparé « la belle ». La question d'Alsace-Lorraine aurait perpétué la rivalité des deux peuples, avec menace de guerre tous les cinq ans.

Il est incroyable qu'il ait fallu tant de siècles pour constater que la guerre n'avance à rien; que le meilleur moyen de régler un différend qui s'est élevé entre deux peuples, est de faire pour les peuples ce qu'on fait pour les individus, de recourir à l'arbitrage d'un tribunal dont les peuples acceptent les arrêts, bien plus facilement qu'ils ne consentiront à reconnaître qu'ils avaient tort, et que leur adversaire avait raison.

Pour faire marcher notre soldat, on lui a dit qu'il se battait pour que cette guerre fût la dernière des guerres. Si la guerre pouvait tuer la guerre, il y a longtemps que le monde serait en paix.

II. — *Les moyens de faire la guerre.*

Supprimer les moyens de faire la guerre, c'est ce qu'on appelle *désarmer*. Mais, ce mot est entendu de différentes façons.

Pour les uns, « désarmer » veut dire « mettre à la ferraille tous les engins de guerre existants ».

Pour d'autres, ce mot signifie « supprimer, en outre, toute organisation du personnel de guerre ». Plus de casernes. Plus de service obligatoire. Plus d'instruction militaire du tout.

D'autres, enfin, entendent par ce mot « le désarmement moral, ou destruction de l'esprit de guerre ».

La mise à la ferraille de tous les engins de guerre existants ne mettrait nullement fin aux guerres. On n'empêchera jamais un peuple de faire la guerre, s'il veut la faire, pas plus qu'on ne le forcera à la faire, s'il ne la veut pas. Ce qu'il faut obtenir, c'est qu'il ne la veuille pas.

Un peuple qu'animerait l'esprit de conquête, en face d'un adversaire désarmé comme lui, ferait ce qu'a fait Jules César, qui a conquis les Gaules sans canons. Il aurait recours aux moyens rudimentaires en usage dans l'antiquité, aux moyens que, de tout temps, les foules non armées ont employés dans les guerres civiles. Il utiliserait ce qui lui tomberait sous la main :

poignards, sabres, lances, couteaux de poche, revolvers et fusils de chasse. Chaque combattant pourrait recevoir un bidon de pétrole, pour incendier les villes et les récoltes de l'ennemi. La guerre serait peut-être plus terrible qu'elle ne l'a jamais été.

Quant à la suppression de toute organisation du personnel de guerre, elle permettrait à un voisin qu'animerait l'esprit de conquête ou de haine, à un voisin dont la population se serait fortement accrue ou dont les récoltes auraient été mauvaises, à un voisin qui aurait faim, d'envahir notre territoire, et d'y vivre à nos frais.

Certains pacifistes (1) font à l'organisation du personnel de la Nation armée l'objection qu'un peuple, fortement organisé pour sa défense, sera tenté de transformer cet appareil défensif en un instrument d'agression. Au vieil adage : *Si vis pacem, para bellum*, ils opposent un nouvel adage : *Si vis pacem, para pacem*.

Cette objection serait fondée, si l'organisation du personnel de la Nation armée était complétée par la constitution d'un approvisionnement de matériel de guerre, susceptible d'appuyer l'action de ce personnel, dans une guerre de quelque durée. C'est précisément ce que je propose d'empêcher.

(1) Tel Gustave Dupin, p. 125 de ses *Chroniques d'Ermenonville*, éditées par André Delpeuch.

Dans notre siècle de progrès rapides, en effet, un engin de guerre est vite démodé. Son renouvellement entraîne des dépenses formidables. La puissance qui possède un matériel de guerre abondant et bien conditionné a donc intérêt à l'utiliser le plus tôt possible. Par suite, l'existence de ce matériel constitue une menace pour l'étranger. A cette menace l'étranger répond par une augmentation de ses propres armements. De menace en menace, on arrive fatalement aux hostilités.

L'organisation du personnel de la Nation armée, au contraire, ne se démode pas. Quiconque sait nager saura nager toute sa vie, même s'il reste vingt ans sans prendre un bain froid. De même, quiconque a été soldat, le sera toute sa vie, même s'il reste vingt ans sans être convoqué. Si, dans cet intervalle de temps, l'armement est modifié, une convocation de quelques jours initiera bien vite l'homme au maniement du nouvel engin.

Un peuple qui a organisé le personnel de la Nation armée n'a donc aucun intérêt à la faire entrer en campagne le plus tôt possible. Dès lors, cette organisation ne constitue pas une menace pour l'étranger.

C'est dans l'existence d'un gros approvisionnement de matériel de guerre que réside pour la paix, le véritable danger; les industriels qui fabriquent ce matériel ayant intérêt à le renouveler le plus souvent possible,

et les militaires qui l'emploient étant naturellement portés à le mettre en œuvre le plus tôt possible, pour avoir, sur l'ennemi, l'avantage des derniers perfectionnements.

Il faut donc interdire aux particuliers la fabrication du matériel de guerre. Cette fabrication doit être effectuée sous le contrôle de la Société des Nations, qui limitera la production aux quantités nécessaires pour assurer, pendant les premiers jours, la défense du territoire, en cas d'agression de l'étranger.

Moyennant l'organisation d'une mobilisation industrielle bien comprise, on se tiendra prêt à fabriquer, pendant la période de tension diplomatique qui précède toute guerre, le matériel du modèle qui sera jugé le meilleur, à ce moment-là.



Les adversaires du service militaire obligatoire demandent que la gendarmerie internationale, sans laquelle la Société des Nations ne pourrait faire respecter ses arrêts, soit recrutée par voie d'engagements volontaires. Ce n'est pas mon avis.

Outre qu'on ne trouverait probablement pas le nombre d'engagés qu'il faudrait, rien ne serait plus dangereux que l'existence, au centre de l'Europe, d'une armée de soldats mercenaires, qui seraient désireux de faire la

guerre, pour avoir l'occasion de piller, et dont les officiers, eux aussi, désireraient la guerre, pour y conquérir des décorations et des grades. On aurait beau écrire dans le pacte international que le chef de cette armée est exclusivement aux ordres de la Société des Nations, on ne l'empêcherait pas de conspirer en faveur de tel ou tel gouvernement, contre la Société des Nations elle-même. Toutes les armées de coups d'État ont conspiré contre les gouvernements qu'elles étaient chargées de défendre.

Où, d'ailleurs, résiderait cette gendarmerie?

Berlin paraît peu indiqué, l'Allemagne étant, de toutes les puissances européennes, celle où sévit le plus l'esprit de guerre. Paris est bien loin de Constantinople, si c'est Constantinople qui s'insurge contre une décision de la Société des Nations.

Quel serait enfin, l'effectif de cette troupe? Suivant que l'État rebelle sera le Danemark ou la Russie, il faudra lui envoyer 20.000 ou 1 million de gendarmes.

La gendarmerie internationale ne doit donc être constituée qu'au moment du besoin, par prélèvements sur les effectifs des diverses Nations armées. Seul, son état-major serait permanent.

Lorsqu'un État s'insurgera contre un arrêté de la Société des Nations, ou avant qu'il ne s'insurge, si cette insurrection paraît à craindre, la Société des Nations désignera les États

chargés de fournir les contingents à la gendarmerie internationale. Dans les États désignés, les réservistes seront convoqués, et ils entreront en campagne, avec le matériel dont l'existence aura été autorisée par la Société des Nations.

III. — *L'envie de faire la guerre, ou esprit de guerre.*

Depuis 1870, c'est-à-dire depuis que les armées de métier ont été remplacées par des armées nationales, toutes les guerres ont pris fin, non par la volonté d'un des gouvernements ou celle d'un des deux chefs d'armée, mais par la volonté d'un des peuples belligérants.

En 1871, le peuple français ne voulait plus de la guerre à aucun prix. Bien que républicain, il a envoyé à l'Assemblée Nationale une majorité de royalistes qui avaient promis de voter pour la paix. Et la guerre a pris fin, malgré Gambetta et Chanzy qui voulaient la continuer.

En 1922, l'armée turque et l'armée grecque avaient à peu près le même nombre d'hommes, mais les Turcs avaient quatre fois moins de canons. Ils battirent néanmoins les Grecs dont la démoralisation était telle que leur retraite s'effectua à l'allure vertigineuse de quarante kilomètres par jour. Cette démoralisation, a dit *le Temps* du 5 septembre 1922,

« était l'immanquable effet de la politique folle que le gouvernement grec suivait depuis deux ans. Les soldats ne voulaient plus se battre pour des intérêts qui n'étaient pas ceux de l'hellénisme. Ils ne pensaient plus qu'à s'en aller ».

La guerre de 1914-1918 a pris fin, elle aussi, parce que le peuple allemand n'en voulait plus. C'est la menace de la révolution allemande qui a déterminé le maréchal Ludendorff à demander l'armistice.

L'armée allemande était cependant pourvue du matériel de guerre le plus considérable et le plus perfectionné qu'ait jamais possédé une armée, mais, elle n'était pas soutenue par le consentement de la Nation, dont l'esprit de guerre avait disparu.

Si donc on veut mettre fin aux guerres, ce n'est pas le matériel de guerre qu'il faut détruire, c'est l'esprit de guerre qu'il faut tuer; chez l'étranger, bien entendu, comme chez nous.

Nos hommes d'État ont-ils jamais cherché à détruire, chez nous, l'esprit de guerre? Dans leurs discours, oui; mais par leurs actes, non.

Le 25 février 1920, le colonel Fabry a dit à la Chambre :

Certains pensent que, pour supprimer la guerre, il suffit d'assurer le désarmement matériel, qu'il suffit d'enlever les armes aux mains de

ceux qui peuvent les porter. Il faut surtout, à mon sens, désarmer l'esprit.

Le 21 novembre 1921, M. Briand, président du Conseil, a dit, dans le discours qu'il a prononcé à Washington :

La diminution du matériel de guerre, c'est le côté matériel des choses. Le désarmement doit être moral, autant que matériel.

Telles furent les paroles. Que furent les actes?

Peu de temps après le discours de M. Briand, on a élevé à Metz un monument à la mémoire de Paul Deroulède, l'homme qui a le plus poussé à la revanche; l'homme que, quelques années auparavant, ses excès de langage et de plume, son patriotisme furieux, avaient fait condamner au bannissement. Or, M. Briand a toléré que l'inauguration du monument fût faite par M. Louis Barthou, le ministre de la Guerre lui-même ! Était-il possible d'exciter davantage les Allemands contre les Français, et les Français contre les Allemands ?

Dans la forêt de Compiègne, près de l'endroit où a été signé l'armistice, on a élevé un monument commémoratif dont l'inscription, composée par Binet-Valmer, président de la ligue des chefs de sections, stigmatise le *criminel orgueil* de l'Empire allemand.

En 1922, dans le discours qu'il a prononcé à Meaux, à l'occasion de l'anniversaire de la bataille de la Marne, M. Poincaré a dit que les Allemands nous avaient, en 1871, volé l'Alsace et la Lorraine.

Le 23 septembre 1924, le général Gouraud, gouverneur militaire de Paris, inaugurant, à la ferme de Navarin, en Champagne, un monument, élevé à la mémoire des soldats morts pour la France, a dit, devant M. Dumesnil, ministre de la Marine, que le peuple allemand avait le génie du mensonge.

Le 19 avril 1925, M. Louis Barthou, inaugurant à Oloron, dans les Basses-Pyrénées un monument du même genre, a prononcé les paroles suivantes :

Cette guerre, l'Allemagne la voulait et, l'ayant préméditée et préparée, elle l'avait déclarée à la France, sous des prétextes dont l'odieuse hypocrisie révoltera toujours la conscience humaine. L'Histoire s'est prononcée. Ni les réticences, ni les mensonges, ni la perfidie, ne pourront désormais troubler le jugement qu'elle a librement rendu.

Est-ce par de semblables paroles qu'on tuera l'esprit de revanche?

Dans une autre ville, l'autorité administrative a fait enlever, de l'inscription faite sur un monument commémoratif, les mots :

« Victimes de la guerre ». Viviani n'avait-il pas dit : « Ils sont morts, non pour qu'on les plaigne, mais pour qu'on les envie » ?

Dans une autre ville encore, l'autorité administrative a fait enlever les mots : « guerre à la guerre ». Est-il donc défendu de haïr la guerre ? Faut-il la glorifier ?

Le 21 août 1924, le président du Conseil, M. Herriot, a dit à la Chambre qu'il fallait, à tout prix, renoncer à l'horrible coutume de la guerre. Mais, le 7 septembre suivant, il est allé à Meaux, célébrer le dixième anniversaire de la victoire de la Marne, glorifiant ainsi ce qu'il avait qualifié d'horrible dix-sept jours auparavant, contradiction dont les journaux nationalistes l'ont ironiquement félicité.

En vérité, ce jour-là, M. Herriot n'a pas travaillé à la destruction de l'esprit de guerre. Il a perdu de vue cette pensée du président Wilson qu'il n'y a pas une morale pour les individus, et une autre pour les peuples ; que l'emploi de la force brutale, condamné chez les uns, ne saurait être honoré chez les autres ; que ce que l'on taxe de barbarie dans un cas ne saurait être taxé de gloire dans l'autre.

La place de M. Herriot n'était pas à Meaux, le 7 septembre 1924. La célébration d'une victoire est une manifestation antipacifiste.

La place de nos gouvernants n'est à aucune des cérémonies de ce genre. Elle n'est pas davantage aux inaugurations des monuments

élevés à la mémoire des soldats morts pour la France. Ces inaugurations devraient être empreintes du recueillement qui règne dans les convois funèbres, et non de l'esprit de guerre qui se dégage généralement des discours que l'on y entend.

Le président Wilson est le seul homme d'État qui ait vraiment prêché l'oubli, pendant la dernière guerre; le seul qui ait prononcé les mots de *paix sans victoire*. S'il était encore de ce monde, il demanderait certainement que l'on célébrât la paix, le 11 novembre de chaque année, en Allemagne comme en France, et non la victoire de la Marne à Paris, et celle de Charleroi à Berlin.

Il n'y aura pas d'esprit international en Europe, tant qu'un jour de deuil pour une nation sera un jour de joie pour une autre.

Les mots de *paix sans victoire* ont soulevé un tollé d'indignation, dans le clan des professionnels du patriotisme. On a accusé le président Wilson d'avoir souhaité la défaite de la France, alors qu'il voulait simplement une paix dont les conditions fussent indépendantes du résultat des batailles; une paix uniquement fondée sur la justice et sur le droit.

Voyant que son langage avait déplu, le président Wilson a exprimé la même idée en d'autres termes :

Vaincre par les armes, c'est faire une conquête temporaire. Vaincre le monde, en gagnant son estime, c'est faire une conquête permanente.

La victoire de la Marne était, pour le président Wilson, une conquête temporaire dont il n'y avait pas lieu de se réjouir, puisqu'elle n'avait pas procuré la paix.

On me dira que, bien qu'elle n'ait pas mis fin à la guerre, la victoire de la Marne a été un événement heureux pour la France, puisqu'elle a arrêté l'invasion allemande. M. Herriot était donc en droit de la commémorer. Mais, a-t-on jamais commémoré les événements heureux qu'ont été la fin des épidémies, la fin des inondations, la fin des éruptions volcaniques, la fin de tant de fléaux qui ont désolé l'humanité? A-t-on jamais commémoré l'invention de l'imprimerie, celle de la traction mécanique, celle de la bicyclette, etc.?

Qui sait que le transport électrique de la force a été découvert par Hippolyte Fontaine?

Qui sait que le remède du phylloxera, remède qui a sauvé de la ruine toutes nos régions vinicoles, a été découvert par Émile Planchon?

Qui sait que la navigation sous-marin a été découverte par Coubet? Que ce dernier est mort dans la misère et que le ministre de la

Marine, Camille Pelletan, lui a rendu un hommage tardif, sur sa tombe, en 1903?

Aucun de ces hommes n'a sa statue, mais Paul Deroulède a la sienne, et M. Poincaré serait statufié, lui aussi, pour nous avoir rendu l'Alsace et la Lorraine, s'il était mort avant que les *Livres Noirs* nous eussent révélé ses machinations avec Iswolsky.

C'est bien la faute de nos gouvernants si l'esprit de guerre est toujours vivant. Ils ne font rien de ce qu'ils devraient faire pour le tuer. Passe encore que, pendant la guerre, pour entretenir l'ardeur des combattants, ils aient glorifié l'emploi de la force, et exagéré les résultats qu'ils en attendaient; mais, depuis l'armistice, alors qu'ils devraient insister sur l'état lamentable dans lequel la guerre nous a mis, et promettre que, désormais, on s'y prendrait autrement pour régler les différends qui s'élèveraient entre les peuples, ils se félicitent de ce qui a été fait. A les entendre, jamais situation n'a été plus enviable que la nôtre.

Tel Poincaré qui, s'adressant aux enfants, dans un discours qu'il a prononcé à la Sorbonne, le 2 août 1919, a dit :

La France s'est élevée, dans l'opinion universelle, à des hauteurs qu'elle n'avait jamais atteintes.

Vous songerez toujours, mes chers enfants, avec reconnaissance et admiration, à tous les bons Français, qui ont donné leur vie pour que la vôtre soit plus facile, plus heureuse et plus libre.

Tel Deschanel qui, le même jour, leur a dit :

Ils vous ont légué le plus magnifique héritage de gloire.

Tel Pichon qui, dans un discours qu'il a prononcé au Sénat, le 16 juillet 1919, a dit :

La guerre terrible dont nous sortons ne pouvait aboutir à une plus noble apothéose.

Nos hommes d'État ont si peu le culte de la paix que, sur le calendrier des Postes et des Télégraphes, document officiel de la rédaction duquel le gouvernement est responsable, on lit, le 11 novembre : *Fête de la Victoire*, alors qu'on devrait lire : *Fête de la Paix*.

Le 28 juin 1925, à Strasbourg, M. Doumergue a félicité l'Alsace d'être redevenue française, grâce au sacrifice de plusieurs centaines de milliers de héros. M. Painlevé a célébré le retour de cette province à la France, grâce à la victoire qui l'a permis, en un jour d'indicible joie.

Nos dirigeants n'ont sur les lèvres que les

mots d'héroïsme et de victoire. On dirait qu'il leur répugne de prononcer le mot de paix.

C'est du Japon que nous vient le bon exemple.

Déjà, 570 ans avant Jésus-Christ — il y a aujourd'hui 2,495 ans — le philosophe chinois Lao Tseu avait dit :

Les anniversaires de batailles heureuses ne sont pas bons à célébrer.

J'emprunte cette citation à un livre de Tseu Tsouming, intitulé : *La Chine pacifiste*, édité par Ernest Leroux et préfacé par M. Herriot.

N'empêche que ce dernier a célébré très bruyamment à Meaux la victoire de la Marne, le 7 septembre 1924.

Dans le discours qu'il a prononcé à Strasbourg, le 28 juin 1925, M. Doumergue a dit que *le cœur des Alsaciens et des Lorrains était resté immuablement français. Il a glorifié la fidélité touchante de l'Alsace et de la Lorraine à la mère-patrie.*

Ces paroles ne hâteront pas l'internationalisation des peuples européens, gage indispensable de l'établissement de la paix mondiale.

M. Doumergue a déploré qu'un *désir de revanche hantât ceux qui ont déchaîné la dernière guerre. Mais, n'est-ce pas un désir de revanche*

qui a animé les Français pendant près d'un demi-siècle, et qui, en vue de la récupération des provinces perdues, leur a fait sacrifier des centaines de milliers de héros?

Il est vraiment étrange que le désir de revanche soit considéré comme abominable chez nos voisins, et comme admirable chez nous. Impérialisme de l'autre côté du Rhin, patriotisme de ce côté-ci.

Comme couronnement de ce discours, une retraite aux flambeaux, avec musiques militaires, a parcouru la ville, ainsi que cela se faisait sous M. Millerand. La plus applaudie de ces musiques a été celle qui a joué le morceau : *Vous n'aurez pas l'Alsace et la Lorraine*.

Le discours du président du Conseil, M. Paul Painlevé a été meilleur. Il s'est terminé par cette pensée, incontestablement pacifiste, qu'un jour luira où les peuples feront tomber les barrières de haine qui les séparent encore, et où ils développeront chacun son génie propre, non pour s'entretenir, mais pour dompter les fléaux qui affligent les hommes.

Malheureusement, le début du discours a été nationaliste. M. Painlevé a traité de *philosophes au cœur sec* les hommes chez qui l'intérêt que présente la prospérité économique d'un pays ne s'efface pas devant le pur sentiment patriotique. Il a glorifié la *fidélité de Strasbourg à la patrie enfin retrouvée, grâce à la victoire qui l'a permis, en un jour d'indicible joie*.

C'était dire, contrairement aux déclarations de tous les pacifistes, contrairement aux vœux qu'ils formulent dans tous leurs congrès, que la guerre est un moyen légitime et louable de régler les conflits qui peuvent s'élever entre les peuples.

* *

La guerre n'a décidément rien changé à la mentalité de nos hommes d'État. La profession des armes continue à être plus honorée que celle de l'enseignement, que celle des littérateurs et des savants.

Pas un militaire de carrière ne se retire sans la croix de la Légion d'Honneur. Cette distinction est loin d'être accordée à tous les professeurs de l'Université.

Le ruban rouge n'a jamais orné la boutonnière d'Émile Erckmann, le grand romancier alsacien.

Aucune rue de Paris ne porte le nom de Frédéric Passy, le grand apôtre de la paix.

La considération dont jouissait l'armée se justifiait autrefois par le fait que, seuls, les militaires professionnels exposaient leur vie pour défendre la patrie. Mais, aujourd'hui, tout le monde est soldat.

En temps de paix, les policiers et les sapeurs-pompiers exposent leur vie, plus que les militaires professionnels. On dit cependant « le

noble métier des armes ». On ne dit jamais « le noble métier de policier », ni « le noble métier de pompier ».

Dans un salon, on osera dire que la guerre est d'essence divine. On hésitera à se dire pacifiste. L'internationalisme est mal porté. Il est considéré comme une sorte d'athéisme politique, contraire aux intérêts de la Nation.

Dans la rue, on osera ne pas se découvrir au passage d'une procession ou d'un convoi funèbre. On n'osera pas ne pas se découvrir devant le drapeau d'un régiment qui passe. Ce drapeau n'est cependant pas l'emblème de la patrie; c'est l'emblème du régiment et de l'esprit de guerre qui l'anime. Personne n'a jamais eu l'idée de saluer le drapeau qui flotte sur la façade de nos monuments publics.

..

Les peuples n'ont jamais, eux non plus, imposé à leurs gouvernants la cessation de la guerre, que lorsqu'ils ont vu celle-ci mal tourner. Il ne tiendrait qu'à eux de faire prévaloir leur volonté de paix, par les moyens légaux dont ils disposent, avant que la guerre ne soit commencée.

En 1917, dans le discours qu'il a prononcé à Boston, entre ses deux séjours en France, le président Wilson a fait savoir aux peuples

qu'il leur appartenait de tuer l'esprit de guerre, en imposant leurs volontés aux gouvernements.

Ce sont les gouvernants qui sont les serviteurs des peuples, et non les peuples qui sont les serviteurs des gouvernants.

Si les gouvernants n'accomplissent pas la volonté des peuples, ceux-ci insisteront pour que d'autres les accomplissent. Les gouvernements sont avertis.

Je donne cet avertissement solennel, non comme une menace ; les forces du monde ne menacent pas, elles agissent. Les grands flux ne préviennent pas ; ils montent, et ceux qui se trouvent sur leur passage sont submergés.

Les peuples sont aujourd'hui les maîtres. C'est le moment d'exercer leur souveraineté. A eux d'exiger l'inscription, dans le pacte international, de dispositions du genre de celles indiquées ci-après :

1^o Aucune nation ne pourra déclarer la guerre, si cette déclaration n'a été approuvée par un vote populaire. émis à la majorité des voix ;

2^o Le vote sera public, et les citoyens qui auront voté pour la guerre seront, s'il y a lieu d'établir un tour de départ, mobilisés les premiers ;

3^o Dans le cas où un gouvernement se

dispenserait de consulter le peuple, ou que, l'ayant consulté, il agirait contre sa volonté, les citoyens auraient le droit de refuser de prendre les armes;

4^o Si un gouvernement considérait ce refus comme un acte d'insubordination, et le réprimait comme tel, il serait déclaré lui-même en état d'insubordination, et traité en conséquence par la Société des Nations.

L'excuse des peuples est qu'on les trompe. On les a toujours trompés. On est obligé de les tromper. Ainsi que je l'ai dit dans le chapitre VI, la guerre ne peut se faire qu'à coups de mensonges.

On n'a cessé de mentir, pendant la dernière guerre. On a d'ailleurs menti des deux côtés de la frontière, plus encore chez les Allemands que chez nous.

Dans sa propagande de guerre, le gouvernement allemand a tellement dépassé la mesure, que, quand le peuple allemand a vu la façon abominable dont on le trompait, il s'est révolté.

En France où le public est moins facile à tromper, on n'a pas attendu quatre ans pour protester contre cette exploitation de la crédulité populaire; mais, la coupe d'amertume étant moins pleine, les protestations ont été molles. Petit à petit, on s'est accoutumé au mensonge; on l'a excusé, on l'a considéré

omme un moyen inévitable de soutenir le moral des populations.

On s'est accoutumé de même aux décisions de la censure, à l'arrêt de toute discussion, à la confiscation de toutes les libertés.

Un peuple chez lequel, pendant quatre ans, le droit de penser a été aboli et le mensonge glorifié, ne peut récupérer, du jour au lendemain, l'habitude du raisonnement et le respect de la vérité, indispensables à son relèvement.

Nous avons perdu un million et demi d'hommes; les meilleurs de nos hommes, car ce sont les plus braves qui se sont fait tuer; ce sont ceux qu'animait le plus pur sentiment du devoir. Nos provinces du Nord sont ruinées. Le prix de la vie a quadruplé. La valeur du franc est tombée à quatre sous. Les porteurs de rentes françaises ont perdu 19 milliards de francs.

Mais ces pertes ne sont rien, à côté de la paralysie intellectuelle qu'a causée l'obligation du silence; rien, à côté de la flétrissure morale que le triomphe du mensonge a infligée à l'âme humaine. La guerre a tué les énergies morales et les énergies intellectuelles qu'il faudrait pour réparer le mal qu'elle a fait.

La première chose à faire est de reconstituer ces énergies. On n'y arrivera qu'en provoquant une explosion de vérité.

Il faut dire aux peuples que, pour les lancer les uns contre les autres, on les a toujours trompés.

Il faut leur montrer, par des exemples tirés de la dernière guerre, que, désormais, le vainqueur sera ruiné comme le vaincu; que la guerre ne paie plus; qu'elle ne procure plus la paix; qu'elle accroît l'immoralité; qu'elle favorise la réaction; que le hasard exerce une influence prépondérante sur le résultat des batailles; que les peuples jouent la leur existence, en quelque sorte, à coups de dés; qu'il n'y a pas de guerres sans hasards, sans mensonges et sans atrocités; bref, que la guerre n'est pas seulement un moyen ruineux, barbare et inhumain, que c'est un moyen stupide de régler les différends qui peuvent s'élever entre les peuples.

Il faut faire l'éducation des peuples, comme on a fait, jusqu'à présent, celle des individus.

Il faut faire comprendre aux uns, comme on a fait comprendre aux autres, qu'ils ont tout intérêt à ne pas régler eux-mêmes les différends qui peuvent s'élever entre eux.

Il faut modifier, à ce sujet, le cours des idées reçues et perpétuées par la tradition.

Il ne faut plus glorifier, chez les peuples, l'emploi de la force brutale, que l'on flétrit chez les individus.

Il ne faut plus appeler « gloire » chez les

uns, ce que, chez les autres, on appelle « barbare ».

Il faut célébrer, non plus les anniversaires de victoires, mais les anniversaires de la paix.

Il faut, je ne dirai pas interdire — car, en matière de patriotisme, je suis tout à fait opposé à l'emploi de la main forte — mais déconseiller ces inaugurations de monuments aux morts, où l'on convoque des personnages politiques, dont les discours entretiennent l'esprit de guerre.

Il faut agir sur l'enfance par de nouvelles méthodes d'éducation.

Il faut notamment modifier les programmes de l'enseignement de l'histoire.

Il faut, dans les livres d'éducation, glorifier, non les grands hommes de guerre, mais les grands bienfaiteurs de l'humanité. Il ne faut plus donner aux enfants, pour leurs étrennes, des casques, des sabres et des soldats de plomb.

Il ne faut plus, sous prétexte d'éducation physique, les grouper en bataillons scolaires, et les conduire au gymnase au son du clairon.

Il faut mettre le pacifisme à la mode, comme le bellicisme l'a été jusqu'à présent.

Il faut admettre la femme, arbitre de la mode, créatrice de vie, ennemie de la guerre qui tue, à faire entendre sa voix au Parlement et à la Société des Nations.

Il faut n'envoyer à la Chambre que des

députés ayant promis d'exiger du gouvernement :

que la guerre ne puisse plus être déclarée, sans un vote populaire, dont les conditions seraient à déterminer;

que, dans les cérémonies publiques, on arbore désormais, outre le drapeau national, qui est l'emblème de la patrie, un drapeau international qui sera l'emblème de l'humanité;

que, dans les mêmes circonstances, on fasse entendre, non seulement l'hymne national, mais encore un hymne international, dont les paroles et le chant seraient à créer;

que l'on débaptise les rues portant les noms de grandes batailles ou ceux de grands guerriers, et qu'on leur donne les noms de bienfaiteurs de l'humanité;

que l'on réserve les récompenses honorifiques dont le gouvernement dispose, non plus pour les amis de la guerre, mais pour les amis de la paix.

Et alors, on verra les plus ardents bellicistes devenir pacifistes intransigeants, internationalistes, partisans du rapprochement franco-allemand.

Les Allemands et les Français ne se traiteront plus de Welches et de Boches.

Un jour viendra où il sera aussi indifférent à un citoyen de l'Europe d'être Français ou Allemand, qu'il est indifférent à un citoyen

de la France d'appartenir à un département ou à un autre.

On se mariera entre Français et Allemands.

Si l'on parvient à créer un pareil état d'esprit, entre tous les peuples, les gouvernements essaieront en vain de lancer ceux-ci les uns contre les autres, dans l'intérêt de politiciens désireux de se rendre célèbres, ou de financiers âpres au gain.

Les guerres prendront fin ainsi, plus sûrement que par l'envoi au fond de l'eau de tous les canons existants.

FIN

IMPRIMÉ EN BELGIQUE

PAR LA S. A. F. VAN BUGGENHOUDT, BRUXELLES

INDEX ALPHABÉTIQUE

des noms de personnes citées dans ce livre

(Les chiffres indiquent les numéros des pages)

- Alexandre, 37.
André, 36, 200, 201.
Asquith, 103.
Augereau, 41.
- de Bainville, 208, 209.
Beauvais, 32.
Becker, 153.
Bédier, 114.
Belloc, 46.
Belmontet, 189, 220.
Bernadotte, 41.
Bertheaux, 62.
Berthier, 39, 40, 41.
Bessières, 26, 27, 39, 41.
Binet-Valmer, 234.
Bismarck, 118, 191, 218.
de Bonald, 179, 182.
Bourget (Paul), 177, 182.
Boutroux, 177.
Brentano, 144.
Briand, 28, 234.
Brune, 39.
Brunetière, 145.
- Caillaux, 162, 175.
Cardot, 126.
Carter, 103.
de Cassagnac, 189, 220.
de Castelnau, 27, 28, 29, 30,
75, 81, 176, 182, 211.
Caudy, 199.
- Cécil (John), 160, 161.
Chanoine, 93.
Chanzy, 232.
Charmeton, 221.
Cherfils, 16, 17, 57, 83, 176,
182, 211.
Chincholle, 95.
Clarke, 41. :
Clausewitz, 118.
Clemenceau, 15, 59, 83, 93,
101, 175, 176, 187, 210,
216.
Consett, 44, 45.
Constantin, 126, 131.
Coubet, 218.
Cousin (Victor), 129, 182.
Cousin de Montauban, 42,
92.
Crozier, 102.
- Davout, 14, 40, 42.
Dawes, 172.
Decker-David, 198.
Degoutte, 212.
Delafosse, 145, 148, 149,
150, 160, 163, 220.
Delcassé, 148, 175.
Demartial, 51, 54, 55, 62,
67, 84, 89, 101, 116, 117,
118, 120.
Denfert-Rochereau, 183.
Deport, 43.

INDEX ALPHABÉTIQUE

- Déroulède, 234.
Deschanel, 140.
Doods, 191.
Douchet, 109.
Doumergue, 240, 241.
Doumic, 180, 182.
Drouet d'Erlon, 21.
Dumesnil, 235.
Dupin, 38, 39, 88, 180, 228.
Duroc, 48.
Duruy (Victor), 177.
- Einstein, 144.
Egerand, 71.
Erekmann, 243.
Ermenonville, 38, 39, 88,
180, 228.
Esturge, 104.
Étienne, 175.
Eugénie Impératrice, 49,
186, 187, 188, 190.
- Fabre-Luce, 204.
Fabry, 208, 233.
de Faily, 27.
Fayolle, 18, 176, 182.
Favre (Jules), 189.
Félix Faure, 105.
Ferry (Jules), 165.
Fischer, 105, 121.
Foch, 30, 82, 83, 84, 176, 182,
210, 211.
Foerster, 144.
Follin, 10, 152.
Fontaine, 238.
Frech, 146.
French, 22, 23, 68, 69, 70,
72, 75.
Frossard, 27.
- Gallieni, 23, 29, 30, 62, 73,
74, 79, 82.
Gambetta, 232.
Gamelin, 29.
Georges, 37.
Gide, 242.
Goldsky, 187.
- Gouffenoire de Toury, 99,
100, 174.
Gouvion Saint-Cyr, 27.
Guillaume I^{er}, 189, 190.
Guillaume II, 120, 121.
Goiran, 157.
Goulette, 65.
Gouraud, 185.
Graevenitz, 197.
de Grammaison, 35.
Grillot de Givry, 151, 156,
157.
Gronchy, 22, 41.
de Guyse, 43.
- Hallouin, 36.
Hamon, 90, 95.
Hannotaux, 71.
Harmant, 93.
d'Hautpoul, 40.
Herriot, 77, 81, 236, 238,
241.
Hervé, 92.
Hoffel, 165.
Hohenzollern, 49, 185.
Hotchkiss, 45, 46.
- Isaac (sénateur), 92.
Isaac (professeur), 69, 70.
Iswolski, 148, 239.
- Jaurès, 55, 67, 149, 150, 152,
154, 155.
Joffre, 27, 29, 30, 35, 36,
37, 67, 69, 72, 73, 74, 75,
76, 77, 78, 79, 81, 114,
188.
Joseph, 38.
- Lamartine, 153, 154.
Landrieux, 39.
de Langle de Cary, 34, 35.
Lannes, 26, 40, 41.
Lanrezac, 36, 37, 68, 69, 70,
71, 81, 82.
Lao Tseu, 241.
de Larnaude, 121.

INDEX ALPHABÉTIQUE

- Pradelle (de la), 121.
Primo de Rivera, 15.
- Rappoport, 66.
Rauh, 89, 130.
Rébillot, 16, 41, 176, 182.
Reboux (Paul), 155.
Reclus (Elisée), 103.
Régnauld, 37.
Renan (Ernest), 179.
Réveillère, 95.
Rey, 209.
Régnier, 37.
Ribot, 15.
Richey, 104.
Roehrs, 102.
Rochefort (Henri), 107.
- Saint-Germain, 90.
Samuel, 172.
Sanguier (Marc), 141.
Sauzède, 33.
Sazonof, 142.
Schettler, 88.
Schnaebli, 66.
Schubert (von), 160.
Schuking, 120, 141.
Ségur (de), 90.
- Serrigny (de), 55.
Sertillange, 177.
Simond, 28.
Soult, 23, 27, 39, 41.
Spencer, 103.
Stella, 130.
Stinner, 209.
Stumme, 160.
Suchet, 27, 41.
- Tardieu, 115, 121, 209.
Thiers, 92, 202.
Thomas (Albert), 36.
Tirman, 94.
- Valens, 88.
Vandervelde, 101, 160.
Varnavaïce, 113.
Verheyde, 138.
Victor, 41.
Vigo Rousillon, 92.
Viviani, 175, 286.
Voulet, 93.
Voguë (de), 177, 182.
- Wellington, 26.
Wilson, 117, 236, 237, 244.

TABLE DES MATIÈRES

	PAGES
PRÉFACE	9
AVANT-PROPOS	13
CHAPITRE PREMIER. — La faillite de la victoire	15
CHAPITRE II. — Les hasards de la guerre	20
CHAPITRE III. — Les rivalités des chefs à la guerre	26
CHAPITRE IV. — Les mobiles de certains chefs à la guerre	32
CHAPITRE V. — La guerre et l'argent . .	38
CHAPITRE VI. — Le mensonge à la guerre:	
Avant la guerre	48
Pendant la guerre	57
Après la guerre	68
CHAPITRE VII. — Les atrocités à la guerre :	
Atrocités juives	85
Atrocités chrétiennes	87
Atrocités françaises	90
Atrocités belges	101
Atrocités anglaises	101
Atrocités russes	103
Atrocités italiennes, espagnoles et portugaises	105

TABLE DES MATIÈRES

Atrocités bulgares	107
Atrocités grecques	112
Atrocités serbes	113
Atrocités turques	113
Commentaires français	114
Une lettre attribuée au Kaiser . .	119
La psychologie des atrocités . . .	122
CHAPITRE VIII. — Le désarmement des haines	136
CHAPITRE IX. — L'idée de patrie . . .	143
CHAPITRE X. — Les origines de la guerre mondiale	167
CHAPITRE XI. — Français et Allemands .	193
CHAPITRE XII. — L'occupation des pro- vinces rhénanes	206
CHAPITRE XIII. — Pour la paix mondiale: Le besoin de faire la guerre	219
Les moyens de faire la guerre . . .	227
L'envie de faire la guerre, ou esprit de guerre	232